

**Bonn lance
un programme
exceptionnel
d'investissements publics**
LIBRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F
Algérie, 1,20 DA; Maroc, 1,50 dir.; Tunisie, 1,20 m.;
Belgique, 1,50 F; Canada, 1,50 \$; Danemark, 1,50 kr.;
Espagne, 1,50 pes.; France, 1,50 F; Grèce, 1,50 dr.;
Irlande, 1,50 sh.; Italie, 1,50 L.; Japon, 1,50 ¥;
Liban, 1,50 L.L.; Luxembourg, 1,50 F.; Norvège, 1,50 kr.;
Pays-Bas, 1,50 f.; Portugal, 1,50 esc.; Royaume-Uni, 1,50 s.;
Suède, 1,50 kr.; Suisse, 1,50 fr.; Turquie, 1,50 L.;
Tchécoslovaquie, 1,50 Kčs.
Tarif des abonnements page 28
4, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 6297-23 Paris
Tél. Paris 20 6900
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

LE PAS DE CLERC DE Mrs. THATCHER

Mme Margaret Thatcher a perdu son pari. En déposant une motion de censure contre le gouvernement travailliste de M. Callaghan elle a voulu affirmer son rôle de leader de l'opposition. Très prise de la droite conservatrice, Mme Thatcher n'a cependant pas réussi à faire oublier son prédécesseur, M. Heath. Elle a cru — à tort — que le moment était venu de porter l'assaut contre le Labour, devenu minoritaire aux Communes. Ce mauvais calcul, déjoué autant par l'habileté de M. Callaghan que par l'inquiétude née dans des milieux divers à la perspective de l'arrivée inopportune des Tories au pouvoir, risque de peser lourd sur l'avenir politique de la « femme de fer » comme l'appelle la presse soviétique.

M. Callaghan, lui, sort grandi de l'épreuve. Considéré comme un « pape de transition » en raison de son âge et de la façon dont il avait succédé à M. Wilson, démissionnaire, il vient de faire la preuve d'une astuce manœuvrière que n'aurait pas reniée son prédécesseur. Sachant qu'il ne pouvait rien attendre des nationalités écossaises et galloises, il a négocié pied à pied avec les deux formations les plus hostiles : les Libéraux et les députés de l'Irlande du Nord.

Les uns et les autres paraissent, il est vrai, s'être surtout contentés de promesses. Mais les Unionistes d'Ulster ont pu regarder Belfast avec l'espoir de nouveaux sièges à Westminster, une très vieille revendication des élites du Nord. Les Libéraux, eux, craignent voir se lever une aube nouvelle.

Leur jeune leader, M. David Steel, s'est révélé un négociateur de première force. Il n'a pas cherché à extorquer aux travaillistes ce dont les successeurs du puissant parti travailliste depuis longtemps : l'entrée dans un cabinet de coalition. Mais il a obtenu ce qui s'en rapproche le plus : un accord de coopération qui confère un lustre nouveau au « troisième parti ».

En s'engageant ainsi — seulement jusqu'à l'automne — M. Callaghan risque de mécontenter sérieusement son aile gauche. Mais celle-ci va rarement plus loin que les menaces verbales. Rien ne prouve d'ailleurs que les « conseils » des Libéraux seront pris au pied de la lettre par leurs alliés provinciaux.

Plus important que ces jeux parlementaires, le maintien de M. Callaghan à Downing Street va permettre au gouvernement d'aborder dans un bon climat la négociation sur la reconduction de l'accord annuel avec les syndicats sur la limitation des hausses de salaires.

Cité de voûte de la politique de redressement économique des travaillistes, cet accord sera particulièrement difficile à arracher cette année en raison de la persistance de l'inflation. Mais le TUC paraît enclin à soutenir les efforts du Labour, comme l'ont prouvé ses récentes interventions contre les grévistes du « Times » et de British Leyland.

Au moment où la livre se redresse, où le déficit de la balance commerciale s'amenuise, où le pétrole et le gaz naturel de la mer du Nord commencent à tenir leurs promesses, M. Callaghan avait toutes les raisons de s'opposer à de nouvelles élections. Il serait toutefois mal venu qu'il s'endorme sur ses lauriers : les votes hostiles des nationalistes écossais et gallois lui signifient clairement qu'il est en suris, et que, après l'assassinat de l'économie, la seconde priorité nationale a pour nom : dévaluation de pavlovs à l'Ecosse et au Pays de Galles.

(Lire nos informations page 5.)

LIBRE PAGE 36:

**COMMENT RETROUVER
LE PLEIN EMPLOI
par André Henry**

M. Desai succède à Mme Gandhi à la tête du gouvernement indien

M. Morarji Desai, âgé de quatre-vingt et un ans, a été chargé, jeudi 24 mars, de former le nouveau gouvernement indien par le parti Janata, auquel il manque seulement une voix pour détenir la majorité absolue à la Chambre du peuple.

Le chef du Congrès pour la démocratie, M. Ram, qui postulait, lui aussi, le poste de premier ministre, n'a pas assisté à la réunion des députés de la nouvelle majorité au cours de laquelle le choix en faveur de M. Desai a été annoncé. Selon le correspondant de l'agence France-Presse à New-Delhi, M. Ram aurait refusé le poste de vice-premier ministre qu'on lui proposait.

Divergences au sein de la nouvelle coalition

L'attitude de M. Ram, qui eut la campagne avec le parti Janata contre Mme Gandhi, montre que la nouvelle majorité est divisée. M. Narayan, un des adversaires les plus populaires de Mme Gandhi — mais qui ne s'était pas présenté aux élections en raison de son mauvais état de santé — avait proposé une fusion du parti Janata et du parti fondé par M. Ram. Cette tentative a échoué mercredi, et M. Ram a déclaré, jeudi en fin de matinée, à la presse que sa formation ne ferait pas partie du nouveau gouvernement.

M. Georges Fernandes, ancien président du parti socialiste, qui est l'une des quatre formations rassemblées au sein du parti Janata, a déclaré qu'il regrette l'absence de M. Ram lors de la réunion des parlementaires de la majorité. Le parti socialiste est la seule formation située à gauche au sein de la coalition baptisée parti Janata (Parti du peuple). M. Ram, pour sa part, passe pour moins conservateur que M. Desai.

(Lire p. 10 le portrait de M. Desai.)

La majorité au lendemain des « municipales »

M. Barre souhaite recueillir les suggestions de MM. Chirac, Poniatowski, Lecanuet et Péronnet

Commencant devant le conseil des ministres de mercredi les résultats des élections municipales des 13 et 20 mars, M. Valéry Giscard d'Estaing a souligné que la majorité doit avant tout « mettre fin à ses divisions » et se présenter comme « une organisation cohérente exprimant une pacte majoritaire franc et loyal ».

M. Raymond Barre s'est adressé des mercredi aux chefs des partis de la majorité (MM. Chirac, Poniatowski, Lecanuet et Péronnet) pour les inviter à le rencontrer dans les jours qui viennent pour lui présenter leurs suggestions et leurs avis. M. Michel Debré, ancien premier ministre, s'est successivement entretenu mercredi avec M. Chirac et avec le premier ministre.

Tardives admonestations

Trois jours après le premier tour des élections municipales, qui ont permis aux signataires du programme commun de gouvernement de la gauche d'enlever à la majorité trente-trois villes de plus de 30 000 habitants, M. Valéry Giscard d'Estaing s'est borné à commenter en deux phrases les « élections locales » auxquelles il avait toutefois consenti à reconnaître une « importance réelle ».

UN « GRAND PARTI LIBÉRAL » ?

Libre, page 12, l'article de
NOËL-JEAN BERGEROUX.

RAYMOND BARRILLON.
(Lire la suite page 12.)

La célébration par les Neuf des vingt ans du traité de Rome

M. Giscard d'Estaing quittera Paris vendredi matin 25 mars pour Rome, où il participera à une réunion des chefs d'Etat ou de gouvernement de la Communauté des Neuf destinée

à célébrer le vingtième anniversaire du traité de Rome qui donna naissance à la C.E.E. le 25 mars 1957.

Des conversations auront lieu à cette occa-

sion, notamment sur le problème de la représentation équilibrée de la Communauté au « sommet » des pays industrialisés, qui se tiendra en mai, à Londres, en présence de M. Carter.

Un pari audacieux Pourquoi la pâte n'a pas levé

par MAURICE FAURE (*)

par PIERRE DROUIN

Négociée en six mois, sur la base d'un excellent travail préalable élaboré par des experts, les traités de Rome virent le jour dans des conditions que les plus optimistes n'osaient espérer.

Il furent surtout le fruit d'une forte volonté politique partagée par les six chanceliers des pays membres. Il apparaissent alors vitaux de prendre rapidement des initiatives nouvelles et l'on ne voulait pas condamner à mort l'unité européenne, blessée deux ans auparavant par l'échec de la Communauté européenne de dé-

fense, conçue à la hâte et sans doute historiquement prématurée. En sorte que la C.E.C.A. (Communauté européenne du charbon et de l'acier) demeurait son seul support, artificiel et fragile. Le mérite de ses promoteurs avait été grand, original, courageux. Mais cette intégration de deux secteurs économiques seulement était une conception trop étroite pour attendre l'opinion publique dans ses profondeurs. Leur valeur de symbole se dégradait au fur et à mesure qu'ils apparaissaient de moins en moins comme les facteurs principaux de la puissance économique et militaire des domaines du nucléaire, de l'électronique, du spatial.

(Lire la suite page 8.)

Comme le survol d'un pays permet de mieux discerner ses caractéristiques géographiques profondes et les traces essentielles que l'homme y a laissées, de même un recul de vingt ans aide à repérer ce qui a vraiment marqué dans la construction européenne. Surtout, cette histoire rend plus aisée la réponse à la question irritante d'aujourd'hui : pourquoi la « pâte » européenne n'a-t-elle pas levé ?

Il est tout de même singulier qu'après un départ foudroyant le Marché commun en soit arrivé au triste jeu du « sur place ». Il ne faut pas oublier, en effet, qu'après la mise à mort de la Communauté européenne de défense à la fin d'août 1954 la plupart des commentateurs pensaient : « L'Europe, c'est fini ». Moins de deux ans plus tard, à

Venise, les Six décidèrent de mettre sur le métier deux traités, celui du Marché commun et celui de l'Euratom, traités qui étaient signés le 25 mars 1957 à Rome. Quelle vitalité avaient alors nos négociateurs, si l'on songe aux « marathons » d'aujourd'hui sur des sujets de bien moindre ampleur ! Quels espoirs portait en elle l'Europe ! Les gouvernements intéressés réalisaient de rien de moins que d'établir « les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » comme l'indiquait le préambule du traité de Rome instituant la Communauté économique européenne.

(Lire la suite page 8.)

CÉLÉBRÉ PAR ETIEMBLE

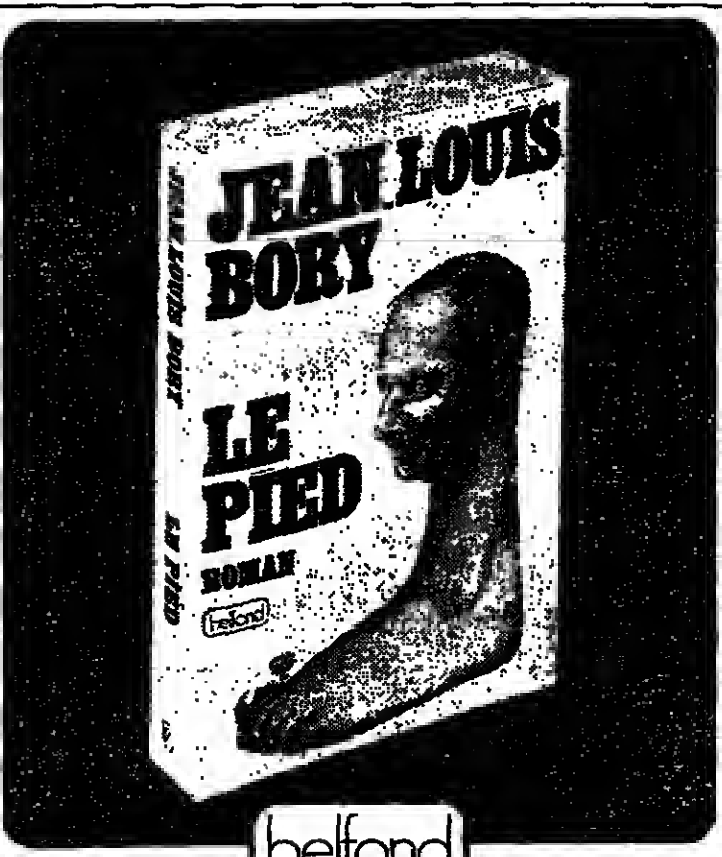
Le retour de Julien Benda

Pour avoir dans « la Trahison des clercs », l'un de ses plus beaux livres, féroce et mis au pilori tous les savants, philosophes, écrivains, qui, de droite ou de gauche, se souciaient moins de la justice — soi, de la vérité-en-soi, que des de leurs intérêts temporels, Julien Benda fut longtemps en butte à la haine de ses chatouilleuses victimes : après l'avoir étreint, vilipendé, elles jugèrent plus sage de faire silence sur celui qu'elles ne pouvaient réfuter. Benda mort, on put croire que le temps ordinaire de purgatoire ne se prolongerait indéfiniment. Or voici qu'après un demi-siècle de vie cachée, Benda retrouve une audience, des fervents, des champions.

Voici qu'on le réimprime de plus en plus souvent : son autobiographie en deux tomes, dont la lecture enchante Mauriac au point de lui inspirer une chronique du « Figaro », a reparu chez Gallimard. Après une réédition au Club français du livre, « la Trahison des clercs » est ressortie chez Gros-

set en 1975, préfacée par un de nos prix Nobel de médecine : André Lwoff ; la voici au programme du Livre de poche pour 1977, cependant qu'on en prépare des traductions allemande, italienne ; aux Etats-Unis, en France, des thèses de plus en plus nombreuses redécouvrent le mal-aimé. Il était donc grand temps de réimprimer cette « Fin de l'Eternel » qui confirme, qui glorie et qui complète « la Trahison des clercs ».

C'est sur ce constat de réhabilitation qu'Etienneble ouvre sa préface à « la Fin de l'Eternel ». Il ne se sent plus seul dans son admiration pour le vieux sage des années folles, disparu en 1956, qui en dépit du marxisme, de la psychanalyse et du relativisme généralisé, croyait à une pensée libre de tous ces conditionnements. Un homme de loi à sa manière qu'Etienneble nous propose comme un maître dur mais rassérénant dans notre époque de confusion. (Lire page 22 du « Monde des livres » le texte de cette préface.)



AU JOUR LE JOUR

NON MERCI !

L'assassin de Pierre Overney aura eu moins de chance que Patrick Henry. Il faut dire que Patrick Henry n'a eu droit à un vrai procès, alors que le meurtrier qui vient d'être assassiné avait, d'une certaine façon, échappé à un procès à y a cinq ans.

Cela dit, on cherchait vainement dans la glorieuse patience de ceux qui lui ont fait « justice » l'éclat timpide de la générosité. On y verrait même plutôt ce mélange de haine et d'impuissance qu'on nomme la vengeance.

Peut-être ce justicier a-t-il fait « justice » pour la liberté, mais il donne surtout l'impression de militer en faveur de l'application de la peine de mort.

BERNARD CHAPUIS.

Le meilleur de l'humour

Les textes les plus drôles des meilleurs humoristes contemporains.

humour SEGHERS

CAMI
Michel Laciós

Le créateur de la semaine caniculaire de l'illustration. Un classique.

humour SEGHERS

GOSCINNY
Claude-Jean Philippe

Le père du "Petit Nicolas" d'Asterix et de "Pilote".

humour SEGHERS

BACRI
Roland Bacri

Le petit poète du "Canard Enchaîné". Auteur de "Et Alors?", "Où là" et du "Roro".

BREFFORT
Roland Bacri

Auteur de "Irma la Douce". Un classique du "Canard Enchaîné".

humour SEGHERS

Vient de Paraître



PIERRE DAC
Jacques Pessis

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

L'Algérie et le Polisario marquent des points sur le plan diplomatique africain

De notre correspondant

Alger. — L'Algérie et le Front Polisario ont marqué des points ces dernières semaines dans la petite guerre diplomatique qui les oppose au Maroc et à la Mauritanie. A la vingt-huitième session du conseil ministériel de l'O.U.A. à Lomé, le mois dernier, les représentants du Maroc et de la Mauritanie n'ont pas obtenu que la délégation du Front Polisario quitte les lieux. En outre, un rapport de l'O.U.A. présenté au cours de cette session, mettait en cause le Maroc et le Maroc dans l'attaque du 16 janvier contre le Bénin et précisait que les assaillants avaient été formés dans une base militaire près de Marrakech. Dénouant cette affaire comme un mauvais coup, le roi Hassan II a suspendu la participation de la délégation marocaine aux travaux de l'O.U.A. Si l'O.U.A. a publié le 23 mars le rapport intégral de la mission spéciale de l'ONU, qui confirme celui de l'O.U.A.

Le «sommet» tenu à Nizhny

Maroc

LE P.P.S. (communiste) DÉNONCE LES POSITIONS «INTERPELLES» DE LA C.G.T.

SUR LE SAHARA OCCIDENTAL

(De notre correspondant)

Rabat. — Du moment où, de façon inattendue, on considère à priori la lutte du peuple marocain au nom de l'amitié avec un régime voisin, alors on s'expose à ce que la stature internationale de la C.G.T. et ses convictions de force syndicale soutenant les justes causes soient mises quelque peu en doute. Cette opinion n'est qu'une des phrases les plus significatives d'un long article que le journal du Parti du progrès et du socialisme (P.P.S., communiste), Al Bayane, a consacré le 23 mars à la récente proposition de M. Georges Séguin en Algérie au sujet du «soutien de la C.G.T. au peuple sahraoui qui lutte pour son indépendance».

La relation de ces propos se réfère expressément à ce qu'en a publié le Monde du 18 mars. Pour Al Bayane, les déclarations du «camarade Georges Séguin» s'expliquent par le fait que depuis quelque temps déjà, «la grande centrale ouvrière française s'est fourvoyée dans les ruts du pouvoir algérien». Il en résulte une «complicité» à l'égard d'un régime qui, selon l'opinion de la C.G.T., n'a pas cherché à vérifier si elle était vraiment juste et fondée. Il en résulte également, selon l'opinion de la C.G.T., une «situation intolérable» en France pour les travailleurs marocains qui, «partie intégrante» de la classe ouvrière française, se voient reconnaître dans la C.G.T. des travailleurs n'accepteront jamais que soit remise en cause la justice de la lutte populaire en faveur du retour du Sahara à son peuple. Al Bayane, qui pense que la «position interpellée» est «réfutable par M. Georges Séguin», est de nature à alimenter définitivement à la C.G.T. la confiance des travailleurs marocains en France, ces derniers ne pouvant comprendre que la centrale syndicale d'extrême gauche ait cherché à mettre en contradiction leurs intérêts nationaux et leurs intérêts de classe.

L. G.

LES CANDIDATS PRO-GOUVERNEMENTAUX L'EMPORTENT AUX ÉLECTIONS LOCALES ET PROFESSIONNELLES

Rabat (A.F.P.). — Les résultats définitifs des élections pour l'ensemble des collectivités locales et des chambres professionnelles sont maintenant connus. Les candidats indépendants, pro-gouvernementaux pour la plupart, emportent partout la majorité des voix. Ils sont donc assurés d'obtenir la moitié des sièges dans la future Chambre des représentants (1). Le Parlement marocain est, en effet, élu à deux niveaux. Les deux tiers de ses membres sont désignés au suffrage universel direct. Le tiers restant est élu par les représentants des professions, des industries, de l'artisanat, désignés des salariés de choisir dans leur sein un tiers de l'effectif parlementaire. C'est dans ce collège que les indépendants sont assurés d'obtenir la quasi-totalité des sièges, soit un tiers du Parlement.

(1) Selon le Matin du Sahara, qui a publié le 22 mars les résultats, les indépendants emportent 147 des 150 sièges pour l'industrie, 233 sièges sur 270 pour le commerce, et 216 sièges sur 253 pour l'artisanat.

du 19 au 21 mars par cinq pays riverains du Sahara (le Monde du 23 mars), à savoir la Libye, le Mali, le Niger, le Tchad et l'Algérie, constitue pour cette dernière un sujet de satisfaction dans la mesure où cette rencontre contribue à isoler Rabat et Nouakchott sur le plan régional. La semaine dernière, au Caire, l'organisation de la jeunesse sahraoui a été admise comme membre de plein droit de l'Union de la jeunesse arabe, en dépit de l'opposition de la Tunisie, du Maroc et de la Mauritanie. Ces deux derniers pays se sont retirés de l'O.U.A. lorsque les participants ont approuvé une résolution des délégués palestiniens, israéliens, libyens et algériens condamnant «le fait accompli» contre la révolution sahraoui.

Le projet qui envisage un contrôle très strict des journaux avait soulevé un tollé dans les milieux de la presse tant anglaise qu'africaine, parmi l'opposition parlementaire et à l'étranger. En réponse aux appels de la National Press Union (N.P.U.) et à sa requête, le gouvernement a décidé de lui accorder un an de mise à l'épreuve pour qu'elle puisse s'auto-discipliner, avec son propre conseil de presse et sous la supervision d'un secrétaire d'État au contrôle de la presse. A la suggestion de la N.P.U., le gouvernement a également décidé de créer un secrétariat d'État au contrôle de la presse, qui sera chargé des liaisons avec la presse, de résoudre les difficultés et d'examiner les plaintes.

La N.P.U., qui regroupe tous les journaux de presse, tant celui du dernier-né des quotidiens anglophones, le Citizen, et qui, depuis trois jours, menait des négociations avec le premier ministre indonésien, se déclare aujourd'hui satisfaite.

Juste à présent, le nouvel accord entre les patrons de presse et le premier ministre n'a pas rencontré d'hostilité. D'autre part, les forces de sécurité ont mené, mercredi 23 mars, une série de perquisitions dans plusieurs locaux d'organisations chrétiennes et dans les bureaux de deux mouvements de la «conscience noire», à Johannesburg, à Pretoria et au Cap.

La police s'est à la recherche des auteurs des documents appelant à une semaine de deuil en commémoration du massacre de Sharpeville et à la mémoire de tous les manifestants africains morts depuis le 16 juin dernier.

PAUL BALTA.

République Sud-Africaine

LE GOUVERNEMENT SURSOIT A SON PROJET DE LOI SUR LE CONTRÔLE DE LA PRESSE

Johannesburg. — Le premier ministre sud-africain, M. John Vorster, a annoncé, mercredi 23 mars, devant le Parlement, qu'il donnerait un an de sursis à la presse sud-africaine et qu'il retirait momentanément le projet de loi présenté aux députés il y a deux semaines en première lecture (le Monde du 13-14 mars).

Le projet qui envisage un contrôle très strict des journaux avait soulevé un tollé dans les milieux de la presse tant anglaise qu'africaine, parmi l'opposition parlementaire et à l'étranger.

En réponse aux appels de la National Press Union (N.P.U.) et à sa requête, le gouvernement a décidé de lui accorder un an de mise à l'épreuve pour qu'elle puisse s'auto-discipliner, avec son propre conseil de presse et sous la supervision d'un secrétaire d'État au contrôle de la presse. A la suggestion de la N.P.U., le gouvernement a également décidé de créer un secrétariat d'État au contrôle de la presse, qui sera chargé des liaisons avec la presse, de résoudre les difficultés et d'examiner les plaintes.

La N.P.U., qui regroupe tous les journaux de presse, tant celui du dernier-né des quotidiens anglophones, le Citizen, et qui, depuis trois jours, menait des négociations avec le premier ministre indonésien, se déclare aujourd'hui satisfaite.

Juste à présent, le nouvel accord entre les patrons de presse et le premier ministre n'a pas rencontré d'hostilité. D'autre part, les forces de sécurité ont mené, mercredi 23 mars, une série de perquisitions dans plusieurs locaux d'organisations chrétiennes et dans les bureaux de deux mouvements de la «conscience noire», à Johannesburg, à Pretoria et au Cap.

La police s'est à la recherche des auteurs des documents appelant à une semaine de deuil en commémoration du massacre de Sharpeville et à la mémoire de tous les manifestants africains morts depuis le 16 juin dernier.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Zaire

Les gendarmes katangais seraient encadrés par des mercenaires européens

L'armée de l'air zairoise est intervenue à plusieurs reprises contre les éléments venus d'Angola qui ont pénétré au Zaire. Mercredi 23 mars, 4 tonnes de bombes ont été larguées sur la localité de Kisenge, au Shaba (ex-Katanga), qui sert de base opérationnelle aux envahisseurs.

Cependant, le conflit ne semble pas affecter la production de cuivre du Shaba qui, affirme-t-on dans les milieux spécialisés de New-York, se poursuit normalement.

A Washington, M. Cyrus Vance, secrétaire d'Etat américain, a indiqué mercredi devant le Sénat que le Nigeria avait offert sa médiation en vue de mettre fin aux hostilités au Shaba. En raison de ce développement nouveau, M. Vance a indiqué qu'il ne serait «peut-être pas nécessaire» que les Etats-Unis aient fait la demande d'aide présentée au début de la semaine par le gouvernement du Zaire.

De notre correspondant

Bruxelles. — Le spectre des envahisseurs du sud s'aggrave d'heure en heure, et même Spécial, un hebdomadaire bruxellois, dont les liens avec le régime de Kinshasa sont connus, admet qu'il s'agit de colonnes de gendarmes katangais encadrés par des mercenaires européens. Les différentes colonnes de gendarmes seraient assistées d'une centaine d'Européens, et l'hebdomadaire précise même que celle qui a pénétré au Zaire par Kisenge, est dirigée par «un certain Marcel», de toute évidence un Belge rescapé de la

de quitter l'Europe par avion à destination d'une ville du nord de l'Angola. La solde des mercenaires serait de 35 000 francs belges par semaine (3 000 F.). L'opération serait dirigée par le général katanga Mbumbe, qui disposerait de l'équivalent de 600 millions de francs belges en dollars, en livres sterling, en francs français et surtout en diamants.

Des officines de recrutement à Marseille et à Bruxelles?

Spécial précise encore : Comme il y a dix-sept ans, les officines de recrutement de mercenaires sont situées à Marseille et à Bruxelles. Les mercenaires quittent l'Europe à bord de charters touristiques. Arrivés en Angola, ils sont répartis entre trois bases principales : Tezera-de-Souza, Kibale et Nguila (...). Ces trois localités ont été choisies minutieusement pour constituer le point de départ d'attaques directes contre le territoire zairois.

Toujours selon l'hebdomadaire, en plus des deux colonnes opérant dans le sud, deux autres colonnes doivent entrer au Zaire à l'embouchure du fleuve : 2 000 hommes, dont 200 gendarmes et une trentaine d'Européens devraient s'emparer de Boma et de Matadi, avant de remonter vers Kinshasa.

P. de V.



(Dessin de PLANTU.)

sécession katangaise de 1960. Il y aurait, en plus des Belges, des mercenaires français, sud-africains et même rhodésiens, tandis qu'un important contingent anglais serait sur le point

AMÉRIQUES

Argentine

UN AN APRÈS LE COUP D'ÉTAT DE MARS 1976

Amnesty International dénonce la généralisation de la torture

Le nombre des prisonniers politiques s'est considérablement accru en Argentine depuis le 24 mars 1976. De même que celui des «disparus». Plus des trois quarts des détenus placés «à la dispo-

sition du pouvoir exécutif» attendent, sans avoir été inculpés, de passer en jugement, et peuvent être maintenus indéfiniment sous les verrous. La torture, considérée comme une méthode de lutte

contre la subversion, s'est généralisée. Telles sont, en substance, les conclusions du rapport de la mission qu'Amnesty International a envoyée en Argentine du 8 au 15 novembre 1976.

On ne voit pas, constatent les enquêteurs, comment pourrait être mis fin aux graves violations des droits de l'homme dans ce pays : l'armée qui a pris le pouvoir le 24 mars 1976 n'a pas précisé comment elle entendait le «couper» l'état de siège illimité prive les citoyens de toutes garanties légales. Ils peuvent être indéfiniment maintenus au secret en

raison des pebbles ont rompu ou confisqué crédits, photos de famille, correspondance, papiers à lettres, pièces d'échecs, et tout cela sans explication, écrivent les détenus. On nous laisse enfermés vingt-trois heures sur vingt-quatre sans aucune possibilité d'activité physique ou intellectuelle.

Au cours des transferts les prisonniers sont systématiquement soumis à de mauvais traitements : «Les soldats qui nous ont escortés jusqu'à l'asile distribuaient des coups de fouet et de crosses», raconte Augusto Nogueira, un cultivateur de vingt-six ans transféré le 6 septembre 1976 de Villa Devoto à Sierra Chica. «Dans l'appareil où nous nous tenions accroupis les mains sur la nuque, les coups n'ont cessé de pleuvoir. A la descente, ce fut une nouvelle volée. De même qu'à la descente, à la descente et dans les couloirs menant aux cellules. Blessé je n'ai cependant reçu aucun soin».

La brutalité des gendarmes du pénitencier de Córdoba n'a pas, semble-t-il, d'égal en Argentine. C'est là que l'on a constaté le plus grand nombre d'exécutions sommaires. Parfois, elles sont camouflées dans un communiqué faisant état d'une tentative d'évasion. Parfois, les autorités ne prennent même pas de soin. De mai à octobre 1976, vingt-cinq prisonniers, dont le rapport cite les noms, ont, selon toute vraisemblance, été passés par les armes ou ont péri des suites de sévices.

Si la situation des prisonniers «officiels» est précaire, celle des séquestrés l'est, en s'en doute, plus encore. Amnesty International estime qu'entre deux mille et cinq mille personnes ont disparu depuis le 24 mars 1976. Une liste provisoire de deux cents noms accompagne le rapport. «Un grand nombre d'enlèvements», affirme-t-il, ne sont en fait que

des détentions illégalement pratiquées par les forces de sécurité. Certaines des victimes ont été assassinées ; d'autres attendent encore de connaître leur sort dans les commissariats, les établissements militaires ou des camps de concentration spécialement aménagés. Disparu le 11 octobre, le Père Patrick Rice, un prêtre irlandais, a été remis en liberté à la fin du mois de novembre : «J'ai été d'abord emmené au commissariat numéro 36 de la capitale et roué de coups. Ensuite, on m'a conduit, les mains liées et les yeux bandés, dans un autre lieu pour me faire subir le supplice de l'eau. Le lendemain, ce fut la gégnie. Trois jours après mon arrestation, on m'installa au quartier général de la police. Là, après avoir soigné mes blessures, on me présenta à l'ambassadeur d'Irlande».

Des exécutions massives ont eu lieu souvent en représailles d'opérations menées par les gendarmes. Ce fut le cas, semble-t-il, après l'assassinat, le 19 août, du général Omar Artés, chargé de la préparation de la Coupe du monde de football de 1978, trente-cinq ans, vives apparurent à Pilar, un faubourg de Buenos-Aires. Des prisonniers pris comme otages ? Les victimes, signale le rapport, ne portaient ni cravate, ni ceinture, ni lacets de souliers, objets que la police retire habituellement aux détenus. Des exécutions ont également eu lieu sans provocation préalable : trente-quatre personnes ont été fusillées le 14 avril. Les policiers les ont fait entrer en camion dans une fosse commune du cimetière de Moreno, près de la capitale. Les corps ont été retrouvés le 6 octobre.

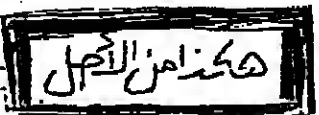
La question de la torture justifie un chapitre à part. Les témoignages recueillis, nombreux et variés, provenant de personnes appartenant à tous les secteurs de la société, constituent, selon Amnesty, une preuve irréfutable de l'usage de la torture comme «instrument de politique». Les

autorités argentines s'en défendent. Malgré les assurances du gouvernement, la situation des réfugiés politiques — quelques mille personnes — s'est constamment la dégradation. Des déportations de réfugiés ont eu lieu dans les centres d'immigration. Le rapport signale de nombreux cas de refoulement. La majorité des quelque soixante-dix Uruguayens, dont huit enfants, arrêtés entre mars et septembre, semble avoir été renvoyée, contre leur volonté, dans leur pays d'origine.

A cet égard, le témoignage de M. Enrique Rodríguez Larreta (père) est capital. Il a été arrêté le 14 juillet, à Buenos-Aires, par les forces de sécurité argentines, et conduit dans une maison du quartier de Floresta où il s'est retrouvé en compagnie de nombreux autres Uruguayens, dont son propre fils détenu quinze jours auparavant ; Gerardo Galdi et Leon Duarte, syndicalistes, et Margarita McChelini, fille du sénateur assassiné en mai. Des officiers des services de renseignement uruguayens ont interrogé M. Rodríguez Larreta et l'ont torturé. Il a été témoin d'autres séances de torture, et du supplice, le 19 juillet, de Carlos Sanabria, frère de Mario, principal dirigeant de l'ERP (armée révolutionnaire du peuple), tué dans une cueuve remplie d'eau.

Amnesty International formule une série de recommandations. Aux Nations unies d'abord, pour qu'elles envoient en Argentine une mission d'enquête sur les violations des droits de l'homme. Au gouvernement de Buenos-Aires, surtout, l'enjoignant de publier sans tarder une liste des prisonniers politiques, des «disparus» et des personnes déportées pour des motifs politiques.

PHILIPPE LABREYEU.



AFRIQUE

LE VOYAGE DE M. PODGORNY EN TANZANIE

Le chef de l'Etat soviétique réaffirme le « soutien total de Moscou à la libération de l'Afrique australe »

M. Podgorny, chef de l'Etat soviétique, a réaffirmé, mercredi 23 mars, au cours de sa visite officielle à Dar-es-Salaam, le « soutien total de Moscou à la libération de l'Afrique australe » et averti les puissances occidentales que son pays ne « tolérerait pas d'ingérence impérialiste en Afrique ».

Au cours du banquet offert en son honneur par le président Nyerere, il a qualifié l'Union soviétique de « bouclier contre l'agression de la part des impérialistes ».

A son arrivée dans la capitale tanzanienne, où il a reçu un accueil assez chaleureux, le di-

plomatique avec les dirigeants tan-

zanais. Pour sa tournée africaine, M. Fidel Castro a été accueilli dans l'enthousiasme mercredi à Luanda, où il a exalté l'« internationalisme prolétarien », dont « la coopération entre l'Angola et Cuba est un exemple pour le monde ».

Le premier ministre cubain, dont c'est la première visite en République populaire d'Angola, y restera cinq jours.

A Lusaka, l'ambassadeur demeure quant à la date d'arrivée de M. Castro. En l'absence d'informations officielles, certains observateurs du régime se demandent si le leader cubain ne fera pas coïncider son séjour en Zambie avec celui de M. Podgorny, l'ambassadeur à Harare.

Cette rencontre dans un pays peu suspect de sympathies marxistes, et membre du groupe des pays de « première ligne » indésirables au régime du général rhodésien, mettrait en valeur l'aspect spectaculaire l'intérêt porté par Cuba et l'Union soviétique à l'Afrique australe. — (A.F.P., Reuters, A.P.)



OUVERTURE DE LA ROUTE DJIBOUTI-ADDIS-ABEBA

Djibouti (Reuters). — Cent soixante-dix-cinq kilomètres épiques sont partis mercredi 23 mars de Djibouti pour Addis-Abeba. Le passage de ce convoi exceptionnel marque l'ouverture officielle de la route reliant Djibouti à la capitale éthiopienne. Ces véhicules, stockés depuis plusieurs mois dans le port de Djibouti, ont été chargés de livrer des marchandises à la capitale éthiopienne.

Le convoi de 250 kilomètres permettant de rejoindre depuis Djibouti la route Assab-Addis-Abeba a été entièrement construit et financé par la France. L'opération a coûté au Fonds d'investissement et de développement économique et social (FIDES) la somme de 85 millions de francs. La mise en service de cette voie devrait, selon les observations, renforcer les liens économiques unissant Djibouti à l'éthiopie, déjà relâchés par le chemin de fer franco-éthiopien.

De son côté, M. Nyerere s'est félicité de l'aide soviétique aux maquisards d'Afrique australe, laissant entendre toutefois qu'il jugerait insuffisante l'assistance économique de certains pays communistes aux Etats africains indépendants. « Je ne suis pas sûr », a-t-il dit, « que tous les pays communistes comprennent pleinement les besoins africains » en matière d'assistance économique. M. Podgorny, qui devait se rendre en Israël à Zanzibar, aura huit heures d'entretien po-

République populaire du Congo

IL N'Y A AUCUN RAPPORT ENTRE L'ASSASSINAT DU CARDINAL BIAZANDA ET CELUI DU PRÉSIDENT NGOUABI

selon un communiqué officiel

Un communiqué du comité militaire du parti congolais du travail, publié mercredi 23 mars à Brazzaville, rend un vibrant hommage au cardinal Biazanda, dont l'assassinat, mardi soir, continue de susciter de vives réactions.

« L'archevêque était un partisan du président Nguabi, lui-même, et non du régime. Les deux personnalités avaient toujours travaillé pour la paix. Il n'y avait aucun lien entre l'assassinat du cardinal et celui du président Nguabi. »

Cette déclaration officielle pourrait toutefois donner à penser que le meurtre du cardinal, loin d'être un acte de représailles après la mort de M. Nguabi, vise à supprimer un homme gênant qui aurait pu, un jour, dénoncer publiquement les insupportables assassinats du chef de l'Etat. Un autre communiqué a annoncé l'investiture d'un nouveau cardinal.

● AU VATICAN, l'assassinat du cardinal Biazanda a provoqué stupeur et consternation. C'est la première fois depuis un demi-siècle, nous précise notre correspondant Robert Solé, qu'un membre du Sacré-Collège disparaît dans des circonstances aussi tragiques, la dernière victime de ce genre remontant au 4 juin 1923, quand l'archevêque de Saragossa, en Espagne, fut tué à coups de revolver par des inconnus.

● A Paris. — Le cardinal Biazanda, exilé, mercredi, à « grande tristesse ». « Je connaissais bien le cardinal Biazanda, a-t-il poursuivi. Je l'ai rencontré récemment encore, à Montréal, au Québec. Il m'avait dit, à plusieurs reprises, que son premier souci était l'unité et qu'il travaillait beaucoup dans ce sens. Et lui-même est victime de la division. » (A.F.P., Reuters, A.F.P.)

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Carter propose une importante réforme du système électoral

M. Jimmy Carter a proposé, mardi 22 mars, dans un message au Congrès, la réforme du système électoral américain, et en particulier l'abolition du collège des « grands électeurs », qui constitue un des plus singuliers anachronismes de l'histoire constitutionnelle des Etats-Unis.

Le président américain, en effet, n'est pas élu directement par ses concitoyens, mais par des « grands électeurs », désignés au suffrage universel dans les quatre-vingt-six Etats, le District de Columbia, et les territoires fédéraux, qui ont chacun un ou plusieurs « grands électeurs ». Ces « grands électeurs » n'ont d'autre rôle — sauf exception rarissime — que d'élire le président et le vice-président. Leur nombre est fixé à 538. Les attributions sont tellement limitées qu'ils ne jouent pratiquement aucun rôle dans la vie politique américaine. Ils ne sont que des « fantômes ».

M. Jimmy Carter et M. Walter Mondale, vice-président (qui a beaucoup travaillé à cette réforme), proposent de remplacer le système complexe par le suffrage direct. Le président des Etats-Unis serait désormais élu sans intermédiaire par les citoyens. Le projet de réforme risque cependant de rencontrer une forte opposition au Congrès. Le système des « grands électeurs » est inscrit dans la Constitution, texte « sacré » aux Etats-Unis. De nombreux membres du Congrès, les républicains surtout, refusent farouchement de porter atteinte à la tradition. Cette réticence, en l'occurrence, que la légitimité du vote dépend d'une libre association des Etats entre eux, et non d'une sorte de contrat de type féodal entre le pouvoir fédéral et les Etats.

Il n'est donc pas sûr que le projet de réforme obtienne au Congrès la majorité des deux tiers. M. Carter a pourtant la logique de son côté puisque, en raison du système actuel, à trois reprises (en 1824, 1876 et 1888) un candidat à la présidence a été élu bien qu'il ait recueilli moins de suffrages populaires que son adversaire (mais davantage de ces « votes électoraux »), pour employer le barbarisme par lequel les Etats-Unis désignent le suffrage des « grands électeurs ».

M. Carter a également proposé de permettre l'inscription des citoyens sur les listes électorales

A travers le monde

Rhodésie

● L'ÉVÊQUE CATHOLIQUE DONALD LAMONT a été arrêté de sa nationalité rhodésienne et déclaré « persona non grata » en Rhodésie. Mgr Lamont, qui a vécu plus de trente ans en Rhodésie, avait pris la nationalité rhodésienne en 1950. Celle-ci, a précisé le porte-parole du gouvernement, lui a été retirée par le ministre de l'Intérieur à la suite de sa condamnation, en octobre dernier, pour non-déclaration de maquisards nationalistes. Mgr Lamont, qui était assigné à résidence depuis sa condamnation, devait quitter mercredi 23 mars la Rhodésie pour Londres. — (A.F.P.)

Tchad

● LE PROCÈS DES MEMBRES DU FRONT DE LIBÉRATION NATIONALE DU TCHAD (FROLINAT), auteurs de l'attentat perpétré le 13 avril 1976 contre le général Malloum, chef de l'Etat tchadien, s'est ouvert mercredi 23 mars à N'jaména.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

Le procès sera présidé par le juge en chef de la Cour suprême, M. Jean-François.

LES RELATIONS SOVIÉTO-AMÉRICAINES

M. Carter souhaite augmenter la puissance des émissions de radio destinées aux pays de l'Est

Washington (A.F.P., A.P.). — Le président Carter a demandé, mardi 22 mars, au Congrès d'autoriser la mise en place de seize émetteurs supplémentaires de 250 kilowatts chacun à la centaine qui comportent actuellement les sta-

tions La Voix de l'Amérique, Radio Free Europe et Radio Liberty, qui diffusent des informations à destination des pays de l'Est, et notamment de l'Union soviétique.

Ces émetteurs supplémentaires sont destinés, a précisé M. Carter, à augmenter la capacité de pénétrer les brouillages, à relever la puissance actuellement insuffisante et à fournir une capacité de réserve en cas de panne en période de crise internationale.

Le président a recommandé également la mise en place de douze émetteurs supplémentaires pour les émissions de La Voix de l'Amérique vers l'Asie et l'Afrique.

Il faut à l'heure actuelle, a-t-il dit, trois à cinq ans pour que ces nouveaux émetteurs soient mis en service.

Le budget actuel de Radio Free Europe et de Radio Liberty, installées toutes deux à Munich, en R.F.A., est de 53,3 millions de dollars. M. Carter a proposé un crédit supplémentaire de 14,2 millions de dollars pour ces stations et de 30 millions de dollars pour

La Voix de l'Amérique, dont le budget actuel est de 69,4 millions de dollars.

La Voix de l'Amérique, dont le fonctionnement est assuré par l'Agence officielle d'information des Etats-Unis (U.S.A. Information Agency) n'est plus brouillée par les pays de l'Est depuis septembre 1974. Les deux stations sont brouillées, sauf par la Roumanie et la Hongrie.

MALGRÉ SON IRRITATION

Le Kremlin reste prêt au dialogue

De notre correspondant

Moscou. — Les dirigeants soviétiques étudient sérieusement et « à fond » les propositions que leur exposera M. Cyrus Vance la semaine prochaine, mais l'absence de limites des armes stratégiques et du Proche-Orient, mais l'atmosphère politique des pourparlers est d'ores et déjà « détonante » par l'attitude adoptée par M. Carter en ce qui concerne les problèmes des droits de l'homme.

Telle est, en résumé, l'explication de la position du Kremlin, qui reste prêt au dialogue.

Ces éclaircissements sont d'autant plus significatifs qu'on a très peu d'indices maintenant à Moscou de voir la Maison Blanche faire marche arrière. En mettant inlassablement les points sur les « i », M. Carter semble avoir convaincu ses interlocuteurs soviétiques de sa détermination à évoquer en public des sujets

que M. Kissinger préférerait réserver au secret des ténés.

Moscou a eu droit, mercredi, à un nouvel indice de la résolution américaine, avec le message qu'a fait parvenir M. Carter au Congrès américain, pour demander une augmentation des crédits alloués à La Voix de l'Amérique.

Il est clair que M. Carter ne veut pas oublier que ces deux stations, qui ont aujourd'hui une audience de plus de 100 millions d'habitants, sont subventionnées par le Congrès américain et non plus par le gouvernement soviétique.

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

Washington de violer l'esprit et la lettre final d'Helsinki en finançant Radio Liberté et Radio Europe libre. L'initiative du président a entraîné quelques heures plus tard un commentaire de l'agence Tass, accusant

EUROPE

EUROPÉENNES DU SUD...

IV. — Ambiguïtés portugaises

De notre envoyé spécial JEAN-CLAUDE GUILLEBAUD

Les trois pays d'Europe du Sud (Italie, Espagne, Portugal) sont en état d'effervescence politique depuis plusieurs années et affrontent, notamment, la « révolution féminine ». Politiquement, le féminisme a pris depuis peu un caractère explosif dans l'Espagne post-franquiste (« le Monde » des 22, 23 et 24 mars).

Lisbonne. — « Ici on a été capable de nationaliser la grande industrie, mais pas de changer la vie quotidienne. Pour beaucoup de ménages, crises-moi, le 25 avril n'est pas encore arrivé. La jeune femme, journaliste à la télévision, qui porte ce jugement dédaigneux jette un regard oblique vers son mari, militaire attentif et discret. Elle enchaîne : « La révolution a été faite par les militaires, et, à priori, l'insurrection n'est pas très féministe. Les femmes qui ont investi toute leur énergie dans le 25 avril risquent de se sentir trahies si la gauche, demain, n'est pas en mesure d'inventer un discours compréhensible par elles. »

Quand on vient de Rome et de Madrid, où bouillonnent de grands colères féministes, il est vrai que le Portugal surprend. Seul pays des trois à avoir vécu deux années de révolution sauvage, c'est aussi paradoxalement celui qui paraît le moins accessible au féminisme « intégriste ». Phénomène qu'on ne saurait mettre au compte de la « normalisation » ni du grand retour de l'opinion vers la droite qui s'amplifie depuis le 25 novembre. Chacun le concède ici : au plus fort du « processus révolutionnaire », pendant la période gauchiste et l'« été fon » de 1975, quand un peu partout dans le pays, à travers les commissions, les comités, les groupements, le peuple envahissait la scène politique, on sacrifia peu au féminisme : « Les femmes ont été plus attirées par une action militante au sein des partis,

dit Maria Antonia Palla, journaliste. Elles ont joué un rôle considérable dans les occupations des logements vides ou d'usines. Dans l'Alentejo elles ont participé à plein aux péripéties de la réforme agraire. Mais la question féministe ne s'est pas vraiment posée. » Dans la région de Cintra, une dame de la bonne bourgeoisie, qui milite « scandalement » au M.D.P. (Mouvement démocratique portugais, proche du P.C.), évoque elle aussi avec beaucoup de passion et d'éloquence l'activité des commissions de « moralités »

Une manifestation ratée

Au mois de janvier 1976, en revanche, une manifestation féministe — la seule, organisée place Edouard-VIII, à Lisbonne, s'est mal terminée. Quand les jeunes femmes, militantes en cela leurs sœurs nordiques, ont commencé à brûler publiquement les attributs de l'« esclavage féminin » (soutien-gorge, etc.), la foule s'est fâchée. Des hommes, rigolards, ont ouvert leur braguette. D'autres ont été plus violents. Quelques coups ont même été échangés. Un fiasco. N'était-on pas, pourtant, en pleine « perméabilité » révolutionnaire ?

À gauche — et surtout à l'extrême gauche — on discute longtemps de cette manifestation « réprimée » au nom des antipathies « socialistes ». Dans l'ensemble, cependant, l'opinion ne bronche guère, occupée qu'elle était à d'autres sortes de combats. Par la suite, sous l'impulsion de quelques journalistes femmes, le « débat féministe » eut tout de même droit de cité au milieu de l'immense bavardage révolutionnaire.

Dans l'« Expresso », Helena Vas da Silva anima une chronique féministe de qualité. La télévision, contrôlée à l'époque par l'extrême gauche et le P.C., consacra un

magazine régulier aux problèmes féminins (1). Dans plusieurs « cliniques populaires », des groupes « gauchistes » pratiquaient des avortements sauvages. Mais, à aucun moment, le féminisme en tant que tel n'apparut comme l'expression d'une vague de fond, à l'instar de ce qui se passe en Italie ou en Espagne. Seul un groupe minuscule — le Mouvement de libération des femmes — tenta de s'organiser et de se rapprocher sans grand succès des partis d'extrême gauche.

Mémoire vive de ce relatif désintérêt pour la revendication féministe : le peu d'empressement des différents gouvernements révolutionnaires à réformer la législation salariale concernant les femmes et la famille. Un projet de loi accordant aux femmes un congé post-natal de trois mois fut retenu très longtemps par le gouvernement gauchiste, qui y était hostile pour des raisons économiques. Les lois réprimant l'avortement ne furent pas modifiées. (Elles ne le seront sans doute pas de sitôt). Les articles du code pénal eux-mêmes, qui expriment une discrimination à l'égard de la femme, n'ont pas encore été révisés. Une seule réforme fut entreprise, précipitamment, après le 25 avril : celle du divorce. Elle

concernait, il est vrai, autant les hommes que les femmes, et la tempête révolutionnaire, la « fête », qui s'empara subitement du pays, fit voler en éclats bien des familles. Surtout, parmi les dirigeants politiques et les militaires du M.F.A. (premier mouvement basé sur le sexe, mais qui reste en contradiction avec l'essentiel des codes inchangés, l'« inconstitucionalité » d'une loi peut certes être invoquée. La procédure n'est pas simple.

On peut, bien sûr, trouver à ce paradoxe des explications de circonstance. Lancées à l'assaut d'un régime dictatorial et d'une société archaïque, les Portugais ont spontanément privilégié la lutte des classes sur la lutte des sexes. Thérèse Ambrosio, députée socialiste, reconnaît que « les mouvements de femmes au Portugal se sont superposés aux préoccupations des partis traditionnels ». « Le féminisme, dit-elle, n'est pas un mouvement de femmes, mais un mouvement de femmes qui se fait entendre. »

On peut également souligner le caractère assez strict du parti communiste portugais — et d'Alvaro Cunha en particulier — beaucoup moins porté qu'un autre à exposer ses revendications « sociales ». Le Mouvement démocratique des femmes, qui lui est affilié, lutte sur le front des salaires, des conditions de vie, de l'alphabétisation (qui touche proportionnellement deux fois plus les femmes que les hommes), de la « décolonisation » (qui touche, au féminisme, et « qualitatif » et refus de prendre officiellement position en faveur de l'avortement, malgré les pressions assez fortes de ses militantes de l'inter-syndicale, Alda Nogueira, députée communiste et membre du bureau politique, qui a passé plusieurs années dans les geôles de Salazar, est très nette sur ce chapitre. « L'important, dit-elle, c'est que, maintenant, les femmes participent beaucoup plus à la vie politique et sociale. Même si elles sont encore trop peu nombreuses dans les directions des partis ou des syndicats. »

La fièvre aujourd'hui retombée : la lyrique en faveur des rues de Lisbonne, où palissent les milliers de graffiti d'avant-hier, la pluie de mars qui dissout lentement les affiches flamboyantes et les « appels au peuple », tout cela laisse plus d'un Portugais à la mélancolie. Occupée tout entière par son propre spectacle, cédant aux illusions de la « représentation » incarnatoire, la révolution a-t-elle vraiment touché le pays profond ? Ces militaires du M.F.A., lassés de guerroyer aux extrémités de l'empire lusitanien, n'ont-ils pas, surtout, précipité une « décolonisation » qui laisse aujourd'hui presque intacte la métropole ? Rien d'étonnant dans ces conditions si le féminisme — profondément subversif, lui — n'a guère eu d'écho, même à l'époque des ceillots.

« Nous sommes maintenant dans une période de reconstruction et de mise au point de nouvelles idées », déclare Thérèse Ambrosio. Le programme gouvernemental, pour la première fois, accorde au problème de la condition féminine une place de premier plan. Tout cela est vrai. Comme est significative la création — sur le modèle français — d'une Commission de la condition féminine, dont le rôle, bien que consultatif, n'est pas négligeable. Mais on peut se demander si le fragile gouvernement socialiste, malade par le sauvetage économique du pays, confronté à d'énormes problèmes (celui des retournados

rapatriés — par exemple), soumis aux pressions incessantes de la droite, aura le goût et le pouvoir, d'accéder les « transformations sociales ». Thérèse Ambrosio elle-même reconnaît que « le féminisme n'est plus à la mode » et que « l'opinion n'est pas prête à accepter la législation de l'avortement ».

Toutes les raisons, pourtant, ne suffisent pas à expliquer l'infirmité du féminisme. Elle a, sans doute, des racines plus profondes encore et beaucoup moins négatives. En réalité, malgré les dogmes marxistes du salarisme, la femme portugaise a toujours été beaucoup moins « opprimée » que sa sœur espagnole ou italienne. L'épouse encore élitiste des « trois Maria » qui, en 1973, firent scandale en publiant les Nouvelles lettres portugaises peut faire illusion à ce sujet. La mobilisation du « tout Lisbonne » intellectuel en faveur d'un livre qui dénonçait l'oppression sexuelle et la moralisme étroit du régime demeura, un phénomène assez « bourgeois » (2). Maria Helena Cidade Moura, membre du conseil national du M.D.P., insistait volontiers sur le fait que « la femme portugaise est plus opprimée dans la bourgeoisie de Lisbonne ou de Porto que dans le peuple ».

Ce qui n'est pas une figure de style. Concomitamment d'abord, la tradition d'émigration, aussi ancienne que le Portugal lui-même — c'est elle qui a fondé le Brésil et l'ex-empire d'Inde — a toujours placé la femme portugaise dans une position d'indépendance et de responsabilité forcée. Dans les villages du Tra-Ce-Montes ou du Minho, où le plus souvent « l'homme est absent », c'est la femme qui assure la conduite des affaires. C'est elle qui, pour reprendre une belle expression entendue à Lisbonne, « doit inventer la nourriture ».

La longue guerre coloniale qui, pendant plusieurs années, vit exiler les hommes en Afrique occupée, encore cette solitude. Une solitude qui, bien entendu, n'est pas sans contrepartie. Laisée seule, assumant elle-même la charge de la famille, la femme

portugaise sera moins soumise qu'une autre aux opprobres du moralisme latin. Un enfant naturel — même adultère — n'est pas considéré comme une catastrophe très répréhensible dans les campagnes. Personne ne s'effrayera, en outre, d'un concubinage de fait. Les mœurs sont donc relativement libres et l'Eglise, dont l'emprise morale est moins pesante qu'en Espagne, doit faire la part du feu. Un interlocuteur de Lisbonne nous proposait à ce sujet de longs développements sur le thème du « Portugal mores romanes que les autres pays latins » et, conséquemment, plus « vicié », « vieux fonds plein hérié des Celtes ou des Wisigoths ».

Natalia Correia, auteur d'une Anthologie de la poésie érotique portugaise qui fit scandale en 1968 et anima, à ce titre, le débat au Café Bottegues — ce Pierre Bottegues est intéressant sur ce chapitre. « Il n'y a pas vraiment d'interdits religieux au Portugal », dit-elle. L'adultère n'a jamais été un tabou. En réalité, nous sommes en présence d'une « culture érotique ». Le raccourci de la formule est peut-être abusif. Et pourtant ! La propension naturelle au mépris qui distingue les conquérants portugais de leurs homologues européens, les rêves de société multiraciale que sous-tendait le grand projet lusitanien, tout cela témoigne d'une disposition assez nette à la liberté sexuelle. Celle de l'homme, bien sûr, mais aussi celle de la femme. Ajoutée aux facteurs économiques, la tradition d'émigration, aussi ancienne que le Portugal lui-même — c'est elle qui a fondé le Brésil et l'ex-empire d'Inde — a toujours placé la femme portugaise dans une position d'indépendance et de responsabilité forcée. Dans les villages du Tra-Ce-Montes ou du Minho, où le plus souvent « l'homme est absent », c'est la femme qui assure la conduite des affaires. C'est elle qui, pour reprendre une belle expression entendue à Lisbonne, « doit inventer la nourriture ».

La longue guerre coloniale qui, pendant plusieurs années, vit exiler les hommes en Afrique occupée, encore cette solitude. Une solitude qui, bien entendu, n'est pas sans contrepartie. Laisée seule, assumant elle-même la charge de la famille, la femme

FIN

(1) Le magazine *Nova*, femmes a été supprimé en février 1976 après la diffusion d'un film montrant un avortement. Les journalistes responsables de l'insertion sont aujourd'hui passibles de poursuites, malgré une pétition de six mille femmes en leur faveur.

(2) L'une des trois Maria, d'ailleurs (Maria Velho da Costa), s'est séparée, depuis, des positions strictement « féministes » des deux autres pour adhérer au parti communiste.

HIFI SPECIAL SALON

FLASH

JUSQU'AU 15 AVRIL
RACHETE
VOTRE CHAÎNE HIFI
AU PRIX ARGUS !

FLASH est le spécialiste de la photo, du cinéma d'amateur et de la haute fidélité. Jusqu'au 15 avril et pour vous permettre d'acheter immédiatement dans les 33 points FLASH les dernières nouveautés du salon 1977, FLASH vous rachète votre ancienne chaîne au prix argus*. Profitez de cette offre qui vous permettra de payer beaucoup moins cher votre nouvel équipement (le montant de ce rachat pourra constituer votre versement comptant si vous choisissez d'acheter à crédit).

Les 33 points de vente FLASH au cœur des villes ou des grands centres commerciaux sont le rendez-vous de tous ceux qui, lorsqu'ils font un achat de loisir audio-visuel, veulent être assurés de pouvoir :
• Choisir parmi les appareils des plus grandes marques • Bénéficier d'une garantie complète.
• Payer le meilleur prix. Jugez-en :

Chaîne Pioneer P 88 : Amis SX 450 2 x 15 W - Platine PL 112 D - Enceintes Seton M 30 A : 4490 F
Chaîne Marantz : Amis 2220 L 2 x 25 W - Platine Thorens TO 186 MK 2 - Enceintes Citation Dison 44 : 6385 F
Chaîne Pioneer P 25 : Amis SA 6300 2 x 40 W - Platine T 630 - Platine à cassettes frontale CTS 2121 - Enceintes Seton M 30 A : 7340 F
Les deux chaînes Pioneer sont livrées avec le meuble HIFI Pioneer.

* Prix argus : Par prix argus de rachat, nous entendons le prix argus occasion du neuf. Pour plus de renseignements et les modalités de rachat, nous vous recommandons de vous adresser à nos points de vente.

LES POINTS FLASH

Paris
74-45 rue du Bac 75007 - Paris (mètre Sac)
Tél : 222.12.00 - 222.43.77
8-23-25 rue du Rocher 75008 Paris (mètre Saint Germain)
Tél : 522.78.43 - 522.62.46 - 522.81.18
27 rue du Rocher 75008 Paris Tél : 522.88.46
14-17 avenue du Métro 75014 Paris (mètre Montparnasse) Tél : 633.75.79
18-204 rue de Valenciennes 75015 Paris (mètre Voltaire) Tél : 12.35.55 - 273.10.15

Région Parisienne
CHARENTAIS (94)
3 rue Anatole France Tél : 684.77.38
BOURG-LA-REINE (93)
3 rue du Général LAFAYE Tél : 681.07.75
BELLE-ÉPINE (94)
Centre Commercial 94 Route Tél : 688.81.66
CRETEIL (94)
Centre Commercial Régional Tél : 688.10.88
CERGY-PONTOISE (95)
Centre Commercial des 3 Fontaines Tél : 630.48.35 - 630.48.28

Province
CAEN (14)
Centre Commercial Régional de Caen Mandeville
Tél : 92.30.95

DIJON (21)
Centre Commercial Dauphine Dijon Tél : 30.58.50
MARSEILLE (13)
16 place Notre-Dame-du-Mont Tél : 47.45.50
WAGNER (76)
Centre Commercial Régional Barentin Tél : 74.20.33

Flash dans le métro
AUSIER : HALL R.E.R.
12-14-16-18-20-22-24-26-28-30-32-34-36-38-40-42-44-46-48-50-52-54-56-58-60-62-64-66-68-70-72-74-76-78-80-82-84-86-88-90-92-94-96-98-100-102-104-106-108-110-112-114-116-118-120-122-124-126-128-130-132-134-136-138-140-142-144-146-148-150-152-154-156-158-160-162-164-166-168-170-172-174-176-178-180-182-184-186-188-190-192-194-196-198-200-202-204-206-208-210-212-214-216-218-220-222-224-226-228-230-232-234-236-238-240-242-244-246-248-250-252-254-256-258-260-262-264-266-268-270-272-274-276-278-280-282-284-286-288-290-292-294-296-298-300-302-304-306-308-310-312-314-316-318-320-322-324-326-328-330-332-334-336-338-340-342-344-346-348-350-352-354-356-358-360-362-364-366-368-370-372-374-376-378-380-382-384-386-388-390-392-394-396-398-400-402-404-406-408-410-412-414-416-418-420-422-424-426-428-430-432-434-436-438-440-442-444-446-448-450-452-454-456-458-460-462-464-466-468-470-472-474-476-478-480-482-484-486-488-490-492-494-496-498-500-502-504-506-508-510-512-514-516-518-520-522-524-526-528-530-532-534-536-538-540-542-544-546-548-550-552-554-556-558-560-562-564-566-568-570-572-574-576-578-580-582-584-586-588-590-592-594-596-598-600-602-604-606-608-610-612-614-616-618-620-622-624-626-628-630-632-634-636-638-640-642-644-646-648-650-652-654-656-658-660-662-664-666-668-670-672-674-676-678-680-682-684-686-688-690-692-694-696-698-700-702-704-706-708-710-712-714-716-718-720-722-724-726-728-730-732-734-736-738-740-742-744-746-748-750-752-754-756-758-760-762-764-766-768-770-772-774-776-778-780-782-784-786-788-790-792-794-796-798-800-802-804-806-808-810-812-814-816-818-820-822-824-826-828-830-832-834-836-838-840-842-844-846-848-850-852-854-856-858-860-862-864-866-868-870-872-874-876-878-880-882-884-886-888-890-892-894-896-898-900-902-904-906-908-910-912-914-916-918-920-922-924-926-928-930-932-934-936-938-940-942-944-946-948-950-952-954-956-958-960-962-964-966-968-970-972-974-976-978-980-982-984-986-988-990-992-994-996-998-1000-1002-1004-1006-1008-1010-1012-1014-1016-1018-1020-1022-1024-1026-1028-1030-1032-1034-1036-1038-1040-1042-1044-1046-1048-1050-1052-1054-1056-1058-1060-1062-1064-1066-1068-1070-1072-1074-1076-1078-1080-1082-1084-1086-1088-1090-1092-1094-1096-1098-1100-1102-1104-1106-1108-1110-1112-1114-1116-1118-1120-1122-1124-1126-1128-1130-1132-1134-1136-1138-1140-1142-1144-1146-1148-1150-1152-1154-1156-1158-1160-1162-1164-1166-1168-1170-1172-1174-1176-1178-1180-1182-1184-1186-1188-1190-1192-1194-1196-1198-1200-1202-1204-1206-1208-1210-1212-1214-1216-1218-1220-1222-1224-1226-1228-1230-1232-1234-1236-1238-1240-1242-1244-1246-1248-1250-1252-1254-1256-1258-1260-1262-1264-1266-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1280-1282-1284-1286-1288-1290-1292-1294-1296-1298-1300-1302-1304-1306-1308-1310-1312-1314-1316-1318-1320-1322-1324-1326-1328-1330-1332-1334-1336-1338-1340-1342-1344-1346-1348-1350-1352-1354-1356-1358-1360-1362-1364-1366-1368-1370-1372-1374-1376-1378-1380-1382-1384-1386-1388-1390-1392-1394-1396-1398-1400-1402-1404-1406-1408-1410-1412-1414-1416-1418-1420-1422-1424-1426-1428-1430-1432-1434-1436-1438-1440-1442-1444-1446-1448-1450-1452-1454-1456-1458-1460-1462-1464-1466-1468-1470-1472-1474-1476-1478-1480-1482-1484-1486-1488-1490-1492-1494-1496-1498-1500-1502-1504-1506-1508-1510-1512-1514-1516-1518-1520-1522-1524-1526-1528-1530-1532-1534-1536-1538-1540-1542-1544-1546-1548-1550-1552-1554-1556-1558-1560-1562-1564-1566-1568-1570-1572-1574-1576-1578-1580-1582-1584-1586-1588-1590-1592-1594-1596-1598-1600-1602-1604-1606-1608-1610-1612-1614-1616-1618-1620-1622-1624-1626-1628-1630-1632-1634-1636-1638-1640-1642-1644-1646-1648-1650-1652-1654-1656-1658-1660-1662-1664-1666-1668-1670-1672-1674-1676-1678-1680-1682-1684-1686-1688-1690-1692-1694-1696-1698-1700-1702-1704-1706-1708-1710-1712-1714-1716-1718-1720-1722-1724-1726-1728-1730-1732-1734-1736-1738-1740-1742-1744-1746-1748-1750-1752-1754-1756-1758-1760-1762-1764-1766-1768-1770-1772-1774-1776-1778-1780-1782-1784-1786-1788-1790-1792-1794-1796-1798-1800-1802-1804-1806-1808-1810-1812-1814-1816-1818-1820-1822-1824-1826-1828-1830-1832-1834-1836-1838-1840-1842-1844-1846-1848-1850-1852-1854-1856-1858-1860-1862-1864-1866-1868-1870-1872-1874-1876-1878-1880-1882-1884-1886-1888-1890-1892-1894-1896-1898-1900-1902-1904-1906-1908-1910-1912-1914-1916-1918-1920-1922-1924-1926-1928-1930-1932-1934-1936-1938-1940-1942-1944-1946-1948-1950-1952-1954-1956-1958-1960-1962-1964-1966-1968-1970-1972-1974-1976-1978-1980-1982-1984-1986-1988-1990-1992-1994-1996-1998-2000-2002-2004-2006-2008-2010-2012-2014-2016-2018-2020-2022-2024-2026-2028-2030-2032-2034-2036-2038-2040-2042-2044-2046-2048-2050-2052-2054-2056-2058-2060-2062-2064-2066-2068-2070-2072-2074-2076-2078-2080-2082-2084-2086-2088-2090-2092-2094-2096-2098-2100-2102-2104-2106-2108-2110-2112-2114-2116-2118-2120-2122-2124-2126-2128-2130-2132-2134-2136-2138-2140-2142-2144-2146-2148-2150-2152-2154-2156-2158-2160-2162-2164-2166-2168-2170-2172-2174-2176-2178-2180-2182-2184-2186-2188-2190-2192-2194-2196-2198-2200-2202-2204-2206-2208-2210-2212-2214-2216-2218-2220-2222-2224-2226-2228-2230-2232-2234-2236-2238-2240-2242-2244-2246-2248-2250-2252-2254-2256-2258-2260-2262-2264-2266-2268-2270-2272-2274-2276-2278-2280-2282-2284-2286-2288-2290-2292-2294-2296-2298-2300-2302-2304-2306-2308-2310-2312-2314-2316-2318-2320-2322-2324-2326-2328-2330-2332-2334-2336-2338-2340-2342-2344-2346-2348-2350-2352-2354-2356-2358-2360-2362-2364-2366-2368-2370-2372-2374-2376-2378-2380-2382-2384-2386-2388-2390-2392-2394-2396-2398-2400-2402-2404-2406-2408-2410-2412-2414-2416-2418-2420-2422-2424-2426-2428-2430-2432-2434-2436-2438-2440-2442-2444-2446-2448-2450-2452-2454-2456-2458-2460-2462-2464-2466-2468-2470-2472-2474-2476-2478-2480-2482-2484-2486-2488-2490-2492-2494-2496-2498-2500-2502-2504-2506-2508-2510-2512-2514-2516-2518-2520-2522-2524-2526-2528-2530-2532-2534-2536-2538-2540-2542-2544-2546-2548-2550-2552-2554-2556-2558-2560-2562-2564-2566-2568-2570-2572-2574-2576-2578-2580-2582-2584-2586-2588-2590-2592-2594-2596-2598-2600-2602-2604-2606-2608-2610-2612-2614-2616-2618-2620-2622-2624-2626-2628-2630-2632-2634-2636-2638-2640-2642-2644-2646-2648-2650-2652-2654-2656-2658-2660-2662-2664-2666-2668-2670-2672-2674-2676-2678-2680-2682-2684-2686-2688-2690-2692-2694-2696-2698-2700-2702-2704-2706-2708-2710-2712-2714-2716-2718-2720-2722-2724-2726-2728-2730-2732-2734-2736-2738-2740-2742-2744-2746-2748-2750-2752-2754-2756-2758-2760-2762-2764-2766-2768-2770-2772-2774-2776-2778-2780-2782-2784-2786-2788-2790-2792-2794-2796-2798-2800-2802-2804-2806-2808-2810-2812-2814-2816-2818-2820-2822-2824-2826-2828-2830-2832-2834-2836-2838-2840-2842-2844-2846-2848-2850-2852-2854-2856-2858-2860-2862-2864-2866-2868-2870-2872-2874-2876-2878-2880-2882-2884-

EUROPE

Grande-Bretagne

GRACE A LEUR ACCORD AVEC LES LIBÉRAUX
Les travaillistes obtiennent une confortable majorité aux Communes

Londres. — Après le bruit et la fureur de ces derniers jours, le gouvernement Callaghan a franchi l'obstacle, mercredi soir 23 mars, beaucoup plus aisément qu'il ne l'espérait : la motion de censure de l'opposition conservatrice a été repoussée aux Communes par 322 voix contre 238.

De notre correspondant

Cette majorité de vingt-quatre voix a été obtenue grâce à l'appui des libéraux d'un représentant du parti social-démocrate travailliste d'Irlande du Nord, M. Pitt, et du vote de M. Macpherson, l'un des membres les plus proches du gouvernement qui a bien voulu, à cette occasion, abandonner le « pub » dont il est propriétaire en faveur d'un projet de loi de M. Callaghan. Mme Thatcher avait bénéficié du renfort de quatre nationalistes écossais et gallois ainsi que de deux travaillistes écossais qui constituent à eux seuls le Labour Party écossais. Les unionistes de l'Ulster se sont divisés, sept d'entre eux votant avec l'opposition conservatrice, trois autres, dont M. Powell, s'abstenant. Au cours de leurs négociations avec M. Callaghan, ils avaient pourtant accepté une concession substantielle : le premier ministre a accepté, en effet, d'envisager une représentation accrue de l'Irlande du Nord à Westminster. Le problème sera soumis à une conférence interpartis sous la présidence du speaker des Communes.

Dans l'immédiat, une élection générale est évitée. Comme les mois à venir vont être consacrés à la célébration du jubilé de la reine Elizabeth, un nouvel assaut contre le gouvernement est difficilement imaginable avant l'automne. La véritable question est donc de savoir si l'accord conclu entre le gouvernement travailliste et les libéraux est plus que l'« accord » dénoncé par Mme Thatcher.

Judas

Pour l'instant, la déception, et même la fureur de toutes les guirlandes de droite, l'ouverture du débat sur la motion de censure, que le gouvernement était assuré par les trente voix des libéraux, les conservateurs ont salué l'entrée de M. Steel par les cris de « Judas » !

La clause principale de l'accord intervenu entre le cabinet et le groupe parlementaire libéral constitue une innovation. Les pourparlers entre M. Callaghan et M. Steel ont abouti à la création d'un comité consultatif perma-

Une expérience nouvelle

Amx Communes, M. Steel a exploré tout le pays à la recherche de candidats. Trois élections générales en trois ans ne seraient certainement pas la seule du genre. Mais le parti de M. Steel évite ainsi l'épreuve d'une élection générale dont il se serait très mal tiré.

les électeurs seront prêts à partager l'interprétation de M. Steel. Nombre de citoyens considèrent les libéraux comme des gens « très sympathiques », mais dépourvus de poids à Westminster. Mais la coopération amorcée est-elle de nature, comme l'espèrent certains, à bouleverser le système traditionnel de la Grande-Bretagne ? Jusqu'à la vie parlementaire à Westminster était toujours assurée à un match équilibré, se disputant en présence des deux équipes. De temps à autre l'arbitre — le corps électoral — sifflait la mi-temps et les deux équipes se reposaient. C'est dans cette perspective que depuis l'opposition des petits partis comme ceux des nationalistes gallois et écossais. Est-ce donc la Grande-Bretagne va entrer dans l'ère des gouvernements de coalition, « à la continentale » ? C'est dans cette perspective que les libéraux paraissent se placer aujourd'hui.

JEAN WETZ.

Espagne

La campagne électorale ne durera que trois semaines

Madrid (A.F.P.). — Le Bulletin officiel de l'Etat espagnol a publié, mercredi 23 mars, le décret-loi électoral qui régit les prochaines élections législatives, prévues pour le mois de juin prochain.

Le texte rappelle que tous les Espagnols majeurs de vingt et un ans seront appelés à désigner trois cent cinquante députés, selon le système de la représentation proportionnelle, et deux cent sept sénateurs selon un système majoritaire restreint.

La province sera la circonscription électorale, et le nombre des députés dans chaque province dépendra du nombre d'habitants de chacune d'elles. Ainsi, 33 députés seront élus à Barcelone, 28 à Madrid, 10 à Cadix, 10 à Saragosse. Les listes des candidats à la Chambre basse déposées par les organisations politiques seront bloquées. Pour la Chambre haute, en revanche, chaque électeur pourra voter pour un maximum de trois candidats choisis sur l'une des listes en circulation à cet effet. Les quatre candidats en tête de chaque district seront proclamés élus sénateurs.

Le décret gouvernemental indique, en outre, que la campagne électorale durera trois semaines, et impose l'égalité des partis pour l'accès à la radio et à la télévision officielle. Un comité de contrôle des médias sera nommé par le gouvernement, qui choisira ses membres parmi les associations, fédérations et coalitions à leur tour désigneront les membres de l'assemblée législative.

Le décret gouvernemental indique, en outre, que la campagne

Italie

LA GRÈVE GÉNÉRALE A ROME
« Vive les sacrifices ! »

De notre correspondant

Rome. — Les Romains respirent. Ils appréhendaient beaucoup la journée de mercredi 23 mars. Les syndicats avaient proclamé une grève générale et les étudiants contestataires organisés une contre-manifestation. Pas un magasin, pas un café, ni restaurant n'avait ouvert ses portes. La ville, gardée par de nombreux policiers, était morte. Cette mobilisation inhabituelle était expliquée en grosses lettres au-dessus de la tribune syndicale à Saint-Jean de Latran : « Pour surmonter le climat de violence, pour la convivia civil (convivialité), pour le plein emploi. »

Mais, au lieu de se fâcher, les étudiants ont choisi de rire. Défilant sous le nez de dizaines de milliers de manifestants protégés par les camions du service d'ordre, ils les ont nargués. Pendant deux heures, on a eu droit à un étrange carnaval révolutionnaire, favorisé par le temps estival. Même les « autonomes », reconnaissables à leur mine patibulaire, masqués par des foulards — abandonnés par moments leurs slogans pour crier avec les autres : « Vive les sacrifices... Moins de maisons populaires, davantage de centrales nucléaires. »

On l'avait déjà senti à Bologna, le samedi précédent : c'était encore plus vif à Rome, mercredi : la dévotion, chère aux

« Indiens métropolitains », a fait tâche d'huile. Elle s'exerce essentiellement contre le parti communiste et l'un de ses illustres représentants, M. Luciano Lama, secrétaire général du syndicat C.G.I.L. Paurro M. Lama ! Même sa pipe légendaire qui inspire confiance aux classes moyennes a été moquée : « Molotov de l'herbe », criaient certains, tandis que d'autres se prosternaient en chantant : « Lama sei superstar ! sacrifici vogliamo fare » (« Lama, tu es un superstar ! les sacrifices, nous voulons les faire »).

Le service d'ordre, importun-

PROCHE-ORIENT

LES CHEFS D'ÉTAT DU SOUDAN, DE LA SOMALIE ET DES DEUX YÉMENS SOUHAIENT RÉUNIR UNE CONFÉRENCE ÉLARGIE SUR LA MER ROUGE.

La conférence qui a réuni, mardi 22 mars, à Tazeh, au Yémen du Nord, les chefs d'Etat du Soudan, de la Somalie, du Yémen du Sud et du Yémen du Nord s'est terminée par la publication d'un communiqué dans lequel les participants soulignent l'importance de la solidarité arabe « vis-à-vis de la politique israélienne agressive ». Ils ont, d'autre part, donné des assurances à l'Arabie saoudienne que l'objectif recherché par les pays arabes représentés à Tazeh était de faire de la mer Rouge une zone de paix. Les quatre chefs d'Etat ont affirmé leur volonté de réunir à bref délai une conférence de l'ensemble des pays arabes et africains riverains de la mer Rouge pour examiner les problèmes de sécurité dans la région. Enfin, les quatre chefs d'Etat ont demandé à la France et à l'Espagne de leur offrir des facilités de crédit à l'Arabie saoudienne sur une base nationale démocratique, et ont une base tribale, afin d'éviter tout ce qui peut menacer la stabilité et la paix dans cette région.

NUMÉRO SPÉCIAL
1957-1977
La Communauté
20 ANS
après
Du Traité de Rome à l'élection européenne

Peu avant son départ de Tazeh, le président du Soudan, le Nemeiry, qui avait fait auparavant une visite à Mascate et à Aden, a annoncé que la République démocratique du Yémen (Yémen du Sud) et le sultanat d'Oman avaient décidé de mettre un terme à leur différend à propos de la province omanaise du Dhofar. Le conflit du Dhofar oppose les forces du sultan Qabus, d'Oman, appuyées par un corps expéditionnaire irakien, aux partisans du F.L.O. (Front de libération d'Oman). — (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

30 JOURS D'EUROPE

La vie quotidienne de 260 000 000 d'Européens.

GRATUIT

Si vous voulez recevoir gratuitement 30 JOURS D'EUROPE pendant 3 mois envoyez ce bon 61, rue des Belles-Feuilles Paris 16^e

IMMENSE GARDE-MEUBLES BAILLY 148, AV. DU MAINE 75014 PARIS 56743.00

MATH à PAQUES Révision complète MATH ET PHYSIQUE de 6^e en Terminale à partir du 4 avril MATH ASSISTANCE Centre pédagogique privé Saint-Lazare 325-37-17 Vaugueux 373-96-38

Roumanie

BUCAREST SERA RECONSTRUITE « DANS UN STYLE SPÉCIFIQUE »

Bucarest, la capitale de la Roumanie, montrera dans quelques années un nouveau visage. A la place de l'ancien centre détruit ou gravement endommagé par le séisme du 4 mars sera édifiée une ville alliant « les principes d'esthétique et de construction moderne et les éléments de l'architecture roumaine traditionnelle ».

Cette décision a été prise le mardi 22 mars, au cours d'une réunion au comité central du parti communiste roumain, sous la direction de M. Ceausescu, chef du parti et de l'Etat, et à laquelle participaient de nombreux architectes, ingénieurs et professeurs du pays.

Les spécialistes roumains estiment qu'il est préférable du point de vue de l'urbanisme de procéder à la reconstruction de zones importantes de la capitale, plutôt que de se livrer à un ras-le-bol plus ou moins heureux des immeubles et quartiers touchés par le tremblement de terre. Ainsi pourra être conçu un nouveau « centre politico-administratif », et réaménagés les principaux axes de la ville. Les bâtiments devront trouver, à-t-il dit, « un style spécifique et original, portant l'empreinte du génie artistique du peuple roumain et de l'époque d'édification du socialisme en Roumanie ».

Les travaux commenceront l'an prochain et devront être terminés d'ici à 1984, le centenaire de la révolution d'août 1944. Le centre politico-administratif étant achevé dès 1980. A cette fin, un « large collectif », composé des autorités les plus compétentes en matière d'architecture et d'urbanisme, sera formé. Il sera dirigé par un bureau de coordination, qui prendra contact directement avec le secrétaire général du parti, M. Ceausescu, pourra ainsi superviser de près la « renaissance » de la capitale roumaine. — M. L.

Finlande

La première centrale nucléaire du pays est de type soviétique

De notre correspondant

Helsinki. — M. Aleks Kossyguine, chef du gouvernement soviétique, a inauguré, mercredi 23 mars, avec le président Kekkonen la première centrale nucléaire construite en Finlande qui marque l'entrée du pays dans l'ère atomique.

La Finlande doit importer 70 % de l'énergie utilisée. Le recours à l'énergie nucléaire ne pourra lui assurer en 1985 que 15 % de l'énergie produite. L'indifférence de la population, mais les réserves de charbon, gaz naturel, pétrole et électricité. Les besoins en énergie du pays ont pu être réduits en raison de la récession économique, mais ils s'accroîtront quand même à 32 millions de tonnes d'équivalent pétrole en 1985, contre 21,5 en 1975. Jusqu'à présent, le taux de croissance moyen de la consommation d'énergie primaire avait été supérieur au taux de croissance du produit national brut, mais la tendance devrait se renverser dans les années 80.

La première unité de centrale inaugurée mercredi à Lovisa, sur la côte méridionale de la Finlande, est de type soviétique et d'une puissance de 420 mégawatts.

Une seconde unité est en voie d'achèvement et devrait être mise en route en 1978. En outre, deux centrales de type nucléaire sont construites par une société privée à Olkiluoto, sur la côte ouest. D'une puissance de 600 mégawatts elles devraient entrer en service en 1978 et 1980. C'est pour des raisons de politique commerciale et économique que la centrale soviétique a été préférée à un modèle anglais.

Après l'offre faite par l'U.R.S.S., il y a près de deux ans, de construire deux nouvelles centrales de 440 MW chacune, la Finlande a mis à l'étude un projet d'une centrale de 1 000 MW qui serait plus économique. Alors qu'un tel modèle existe et fonctionne dans plusieurs pays occidentaux, la Finlande a décidé, toujours pour des raisons de politique commer-

ciale et économique, de se tourner vers l'U.R.S.S., même si dans ce pays l'unique centrale de cette taille (1 000 MW) n'est pas encore achevée.

Dans le cadre de la coopération avec l'U.R.S.S., non seulement la centrale atomique peut être payée avec des marchandises, mais l'approvisionnement en uranium est garanti pour la durée de la vie de l'installation : de plus, l'entretien et le remplacement du combustible sont assurés par l'U.R.S.S.

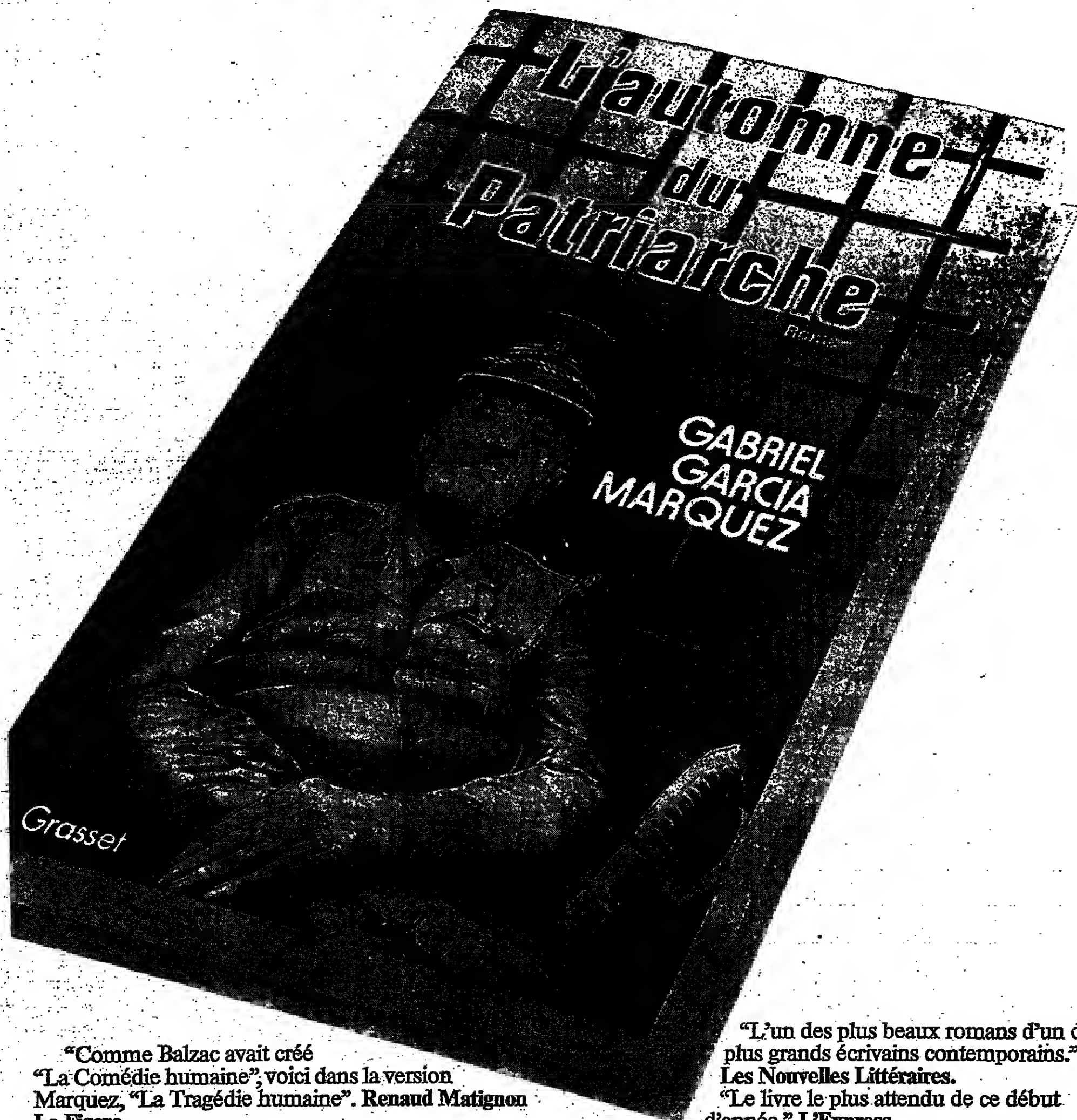
L'indifférence de la population

Le choix du site pour une ou deux centrales de 1 000 MW pose, en revanche, des problèmes délicats. L'une d'elles pourrait être située à Lovisa, mais l'autre — qui aurait dû être à proximité de la capitale — finit par être écartée pour des raisons de préservation de l'environnement, le débat nucléaire est resté acrimonieux, limité aux populations directement concernées. La grande majorité témoigne d'une certaine indifférence. Certains estiment même que, étant donnée l'origine des centrales soviétiques, le problème ne se pose pas. Certes, les garanties de sécurité apportées par les constructeurs finlandais de la première centrale de Lovisa ne sont pas négligeables : adoption du système de sécurité américain de niveau plus exigeant que le système soviétique, contrôle très strict des dommages sur l'environnement, et réexpédition vers l'U.R.S.S. du combustible utilisé. Mais tous ces aspects du problème de sécurité n'ont pas été examinés, dans l'enthousiasme de l'ouverture nucléaire.

GILLES GERMAIN.

1.000.000 d'exemplaires vendus dans le monde

A vous de découvrir cet incomparable chef d'œuvre



"Comme Balzac avait créé
"La Comédie humaine", voici dans la version
Marquez, "La Tragédie humaine". Renaud Matignon
Le Figaro.

"Entre Swift et Rabelais." Max-Pol Fouchet /
Le Point.

"Le Cervantès d'aujourd'hui s'appelle Garcia
Marquez." M.K. / Libération.

"L'une des plus étranges, les plus savoureuses, les
plus terrifiantes, les plus envoûtantes histoires que nous
ayons goûtées, vues, entendues." René Tavernier /
Le Progrès de Lyon.

"L'un des plus beaux romans d'un des
plus grands écrivains contemporains."
Les Nouvelles Littéraires.

"Le livre le plus attendu de ce début
d'année." L'Express.

"Véritable tourbillon où s'effondrent les apparences de
logique ou de vraisemblance et d'où émerge la carcasse
des vérités éternelles." Claude Fleury / Le Républicain
Lorrain.

"Un très grand morceau de littérature
dans un style torrentiel." Lire.

"300 pages de plénitude." Yvan
Andouard / Le Canard Enchaîné.



LE VINGTIÈME ANNIVERSAIRE

Les grandes dates de la construction communautaire

Ce que sont devenus les signataires

Les traités de Rome portent douze signatures, deux pour chacun des États fondateurs (Allemagne fédérale, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas), celle du ministre des affaires étrangères ou pour l'Italie et l'Allemagne de chefs de gouvernement et celle du chef de la délégation qui mène les négociations. Voici ce que ces personnalités sont devenues.

Pour l'Allemagne fédérale

KONRAD ADENAUER est mort le 19 avril 1967 à quatre-vingt-neuf ans, après une carrière qui le conduisit de la Chambre basse de la Prusse (1877) à la chancellerie de la République fédérale d'Allemagne (1949-1963), comme chef du parti chrétien-démocrate, en passant par le maire de Cologne. Jusqu'en octobre 1957, il cumule la fonction de chancelier avec celle du ministre des affaires étrangères.

Pour la Belgique

PAUL-HENRI SPAAK, mort le 31 juillet 1972, à soixante-troize ans, avait été élu député en 1932 alors qu'il militait dans l'aile gauche du parti socialiste. Ministre des transports en 1935, puis des affaires étrangères en 1936, il conserve ce poste lorsqu'il forme en 1938 le premier gouvernement belge à direction socialiste. Démissionnaire l'année suivante, il retrouve le portefeuille des affaires étrangères dans le gouvernement d'union nationale qui prit en 1940 la route de l'exil. Premier ministre et ministre des affaires étrangères à plusieurs reprises après la guerre, il fut chargé par ses pairs en 1955 de « coordonner » la négociation de ce qui devint les traités de Rome. Après leur signature, P.-H. Spaak fut nommé secrétaire général de l'OTAN, poste qu'il abandonna en 1961, pour mener une action politique dans son pays avant de rejoindre les efforts privés.

LE BARON JEAN-CHARLES SNOY ET D'OPPEERS, économiste, a soixante-dix ans aujourd'hui. Il a été député (social-chrétien) de Bruxelles et, de 1958 à 1972, ministre des finances.

Pour la France

M. CHRISTIAN PINEAU, soixante-trois ans, ancien employé de banque et syndicaliste, crée pendant l'occupation le journal clandestin Libération. Après en 1941 par la police de Vichy, déporté puis arrêté par le Gestapo en 1943, il fut déporté à Buchenwald. Élu en 1945 député socialiste de la Sarthe, il appartint à de nombreux gouvernements et fut notamment ministre des affaires étrangères de 1956 à 1958. Retiré de la vie po-

litique, il a écrit divers ouvrages, entre autres des livres pour enfants, et tout récemment un livre intitulé 1955-2000.

M. MAURICE FAURE, né en 1922, était à trente-trois ans, lors de la signature des traités de Rome, le benjamin de l'équipe européenne. Député (radical puis radical de gauche) du Lot en 1951 et, depuis 1958, de la circonscription de Cahors, ville dont il est maire, il a été dans les derniers gouvernements de la IV^e République, de 1958 à 1959, secrétaire d'État aux affaires étrangères et (dans le gouvernement Pflimlin) ministre de l'Intérieur puis des institutions européennes.

Pour l'Italie

ANTONIO SEGNI est mort le 1^{er} décembre 1972, à quatre-vingt-un ans. Serbe, professeur de droit et agronome, il entra en 1944 dans le premier gouvernement formé après la libération de Rome et appartint ensuite, comme démocrate-chrétien, à de nombreux gouvernements. De 1950 à 1957 il fut président du conseil et tint alors à signer les traités de Rome. Il redevint chef du gouvernement de 1960 à 1961 et fut élu président de la République en 1962. Frappé d'une thrombose cérébrale, il démissionna deux ans plus tard.

Pour le Luxembourg

JOSEPH BECH est mort le 3 mars 1967, à quatre-vingt-huit ans. Docteur en droit, il était entré au Parlement en août 1914 et au gouvernement en 1921. Il en devint le président en 1926 en même temps que ministre des affaires étrangères. S'il abandonna la direction du gouvernement en 1937 pour le retrouver en 1953, il conserva le portefeuille des affaires étrangères jusqu'en 1959 et devint alors président de la Chambre.

LAMBERT SCHAUS est mort en octobre 1967, à soixante-huit ans. Lors de la négociation des traités communautaires, il était ambassadeur à Bruxelles.

Pour les Pays-Bas

M. JOSEPH LUNS, soixante-six ans, a été diplomate avant de devenir ministre des affaires étrangères, fonctions qu'il partagea jusqu'en 1962 avec Johan Beyen et qu'il conserva sans interruption dix-neuf ans. Il est depuis 1971 secrétaire général de l'Organisation atlantique.

M. JOHANNES LINTHORST HOMAN, économiste, a été membre de la Haute autorité de la CECA et de la Haute autorité de la CEEA et a terminé sa carrière en 1971 comme représentant à Londres des Communautés. A soixante-trois ans, il s'est retiré en Italie.

La naissance romaine (1957)

C'est le 25 mars 1957, au Capitole de Rome, que les ministres des Six (Allemagne, Belgique, France, Italie, Luxembourg, Pays-Bas) signent les traités qui instaurent la Communauté économique européenne (C.E.E.) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (EURATOM).

Cette cérémonie marquait l'aboutissement de négociations menées depuis moins d'un an sur la base du rapport d'un comité présidé par M. Spaak, à Vaulx, à la fin du mois de mai 1956, les

six ministres des affaires étrangères avaient en effet décidé d'engager une négociation diplomatique pour conclure deux traités : l'un créant le Marché commun ou C.E.E., constituant entre les pays adhérents une vaste zone de politique économique commune, et l'autre l'EURATOM, dont la mission était de développer en Europe l'utilisation des fins pacifiques de l'énergie nucléaire. C'est, en fait, le premier traité qui devait surtout porter des fruits.

Les premières étapes

vers l'union douanière (1958-1962)

A Bruxelles sont mises en place les institutions des nouvelles Communautés le 1^{er} janvier 1958. La Communauté européenne est présidée par M. Walter Hallstein, les vice-présidents sont MM. Marjolin et L. de Groot. La commission de l'EURATOM est présidée par M. Louis Armand. Robert Schuman est élu président de l'Assemblée européenne, qui tient sa première séance le 19 mars de la même année à Strasbourg.

Le 1^{er} janvier 1959 s'ouvre la première étape vers la disparition

des barrières douanières entre les six. Une baisse de 10 % des tarifs à l'extérieur du Marché commun est décidée. Cette opération se réalisera dans de bonnes conditions, si bien que les ministres décident d'accélérer le mouvement. En 1960, la Grande-Bretagne, jugeant le mouvement irréversible, et fortement encouragée dans ce sens par John Kennedy, pose le 9 août 1960, sa candidature à l'entrée dans la C.E.E. Les premières négociations s'engagent à l'automne de cette même année.

Baptême de l'Europe verte

et premières crises (1962-1968)

Le Marché commun passe à sa deuxième étape le 1^{er} janvier 1962, rétroactivement, à la suite de la décision très importante du 14 juillet 1961 qui met en place les premiers règlements sur la politique agricole commune (en ce qui concerne en particulier les céréales). Ils obéissent aux grands principes de l'élaboration annuelle de prix uniques à l'intérieur de la C.E.E. ainsi qu'à celui de la « préférence communautaire » qui aboutit à des « préférences » (taxes) sur les produits qui sont exportés par les pays extérieurs à la C.E.E.

Cette même année, les six arrêtent des règles communes applicables aux « préférences » prises au sein du Marché commun. Une nouvelle accélération du désarmement douanier est décidée pour le 1^{er} juillet 1962 : elle porte à 50 % (au lieu de 30 %) la baisse des droits de douane entre les six. Enfin, la plupart des restrictions aux mouvements de capitaux sont levées le 18 décembre 1962.

La première crise du Marché commun s'ouvre le 14 janvier 1963, lorsque le général de Gaulle déclare que la Grande-Bretagne n'est pas prête à entrer dans le Marché commun. Les négociations sont alors suspendues, mais des progrès sont réalisés : d'autres chapitres : nouvelle baisse de 10 % des droits de douane le 1^{er} juillet ; adoption de nouveaux règlements agricoles ; signature, le 20 juillet 1963, d'une nouvelle convention d'association avec les pays d'outre-mer.

A la suite d'un nouveau marathon agricole, les six adoptent,

le 15 décembre 1964, le plan d'application des prix des céréales (plan Mansholt). Ces prix communs seront appliqués en juillet 1967.

En avril 1965, les six décident la fusion des exécutifs du Marché commun, de la CECA et de l'EURATOM, instituant un conseil unique et une commission unique des Communautés européennes.

Durant cette même année 1965, s'ouvre la deuxième grande crise du Marché commun, provoquée par la France, qui décide, à partir du 30 juin, de ne plus envoyer ses représentants aux conseils des ministres du Marché commun. Le gouvernement de Paris ne peut accepter, en effet, les propositions de la Commission, tendant à assurer des ressources propres à la Communauté et à organiser le contrôle de leur emploi par le Parlement européen. Cette « politique de la chaise vide » dure jusqu'en juin 1966, où, après un compromis dit « de Luxembourg », la France accepte de reprendre sa place aux conseils des ministres européens.

En mai 1966, le conseil décide, au 1^{er} juillet 1968, soit avec un an et demi d'avance par rapport à la date prévue dans le traité de Rome, la réalisation de l'union douanière.

Le premier programme de politique commune, le moyen terme 1967-1970, est adopté le 1^{er} avril 1967 par les six, qui décident également l'harmonisation des systèmes de taxes sur le chiffre

d'affaires pour préparer un régime commun de T.V.A. Au mois de mai de cette même année, la Grande-Bretagne pose à nouveau sa candidature à la Communauté ainsi que l'Irlande, le Danemark et la Norvège.

Le temps des rêves (1968-1971)

Les droits de douane sont complètement éliminés à l'intérieur de la Communauté le 1^{er} juillet 1968 et le tarif extérieur commun est mis en place. De même la libre circulation des travailleurs devient totale.

Porte de ces résultats les six décident le 1^{er} et 2 décembre 1969, lors de la conférence au « sommet » de La Haye, de mettre en marche une union économique, d'enclencher une coopération politique et d'ouvrir en 1970 des négociations avec la Grande-Bretagne et les autres pays candidats. Réussite plus immédiate : la convention de Yaoundé est renouvelée pour cinq ans et les six décident la mise en place du Fonds

social, après avoir posé les bases d'une politique régionale. En outre, au début de l'année 1970, ils s'accordent sur un financement garantissant des ressources propres à la Communauté et sur la constitution d'un fonds de soutien automatique de 2 milliards de dollars (plan Barre).

Sur la lancée de ces succès, M. Werner, alors premier ministre du Luxembourg, adresse aux gouvernements, le 15 octobre 1970, un rapport définissant les objectifs et les moyens de l'union économique et monétaire qui devrait aboutir en 1980 à une monnaie commune. A la lumière de ce qui l'on sait aujourd'hui, nous sommes là dans le temps des rêves.

L'élargissement de la Communauté (1971-1973)

Les négociations avec la Grande-Bretagne se poursuivent vigoureusement pendant tout le premier semestre de l'année 1971 pour aboutir les 23 et 24 juin à l'accord final qui sera signé solennellement à Bruxelles le 22 janvier 1972, ainsi que les traités avec le Danemark, l'Irlande et la Norvège. Cet élargissement est ratifié en France par voie de référendum le 23 avril 1972. Mais

les Norvégiens, à une faible majorité, décident, par référendum également, le 25 septembre de la même année, de ne pas entrer dans le Marché commun. Lors de leur réunion « au sommet », les 19 et 20 octobre 1972 à Paris, les Neuf décident de transformer, avant la fin de l'année, l'ensemble des relations des États membres en une union européenne.

Les Neuf dans la crise mondiale (1973-1977)

La Communauté des Neuf entre effectivement en fonction le 1^{er} janvier 1973, la nouvelle commission composée de treize membres étant présidée par M. François-Xavier Ortoli. Mais dès février la crise monétaire internationale conduit six États membres seulement (Allemagne, France, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas et Danemark) à maintenir un « écart maximum » de 2,25 % entre leurs monnaies (le « serpent ») et de les faire flotter de façon ordonnée par rapport au dollar.

M. Wilson, à la tête du nouveau gouvernement britannique, veut renégocier les conditions de l'adhésion anglaise au Marché commun. Mais les 9 et 10 décembre 1974, lors de leur réunion au « sommet », les Neuf trouvent une solution à la question épineuse de la participation britannique au budget de la Communauté. Lors de ce sommet, la France déclare qu'elle ne s'opposera pas à l'élection au suffrage universel du Parlement européen et le premier ministre belge, M. Leo Tindemans, est chargé d'un rapport sur les moyens de parvenir à une union européenne.

Le 5 juin 1975, les Anglais se prononcent par référendum pour le maintien du Royaume-Uni dans la Communauté. Cette année est marquée également par la signature à Lomé d'une conven-

tion entre les Neuf et quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la caractéristique principale de cet accord étant la création du STABEX qui garantit aux pays du tiers-monde associés la stabilité de leurs recettes d'exportations.

Réunis à Rome les 1^{er} et 2 décembre 1975 en Conseil européen, les Neuf décident de la dénomination des « sommets », les chefs d'État et de gouvernement des Neuf s'accordent sur l'organisation en 1978 de la première élection au suffrage universel du Parlement européen.

La crise internationale se traduit par des divergences croissantes entre l'évolution économique des différents pays de la Communauté et le franc doit, en mars 1976, quitter le serpent monétaire européen.

Le Conseil européen du 12 juillet à Bruxelles s'accorde sur le nombre de sièges du futur Parlement européen ainsi que sur la nomination de M. Roy Jenkins, ministre de l'Intérieur britannique, comme président de la Commission européenne à partir du 1^{er} janvier 1977.

En ce début de 1977 la décision la plus importante concerne l'extension à 200 milles de la zone de pêche de la Communauté sur les ressources de la mer. Une série de négociations avec des pays tiers est entreprise pour régler les droits de pêche.

Marché commun et Euratom

Il n'y a pas un mois deux traités de Rome, signés le 25 mars 1957 par l'Allemagne fédérale, la Belgique, la France, l'Italie, le Luxembourg et les Pays-Bas, déjà signataires en 1951 du traité de l'union européenne, ont été complétés par le traité de l'Union européenne de l'énergie atomique (EURATOM).

L'un des traités établit la Communauté économique européenne (ou Marché commun), c'est-à-dire que l'on désigne communément comme « le » traité de Rome ; l'autre crée la Communauté européenne de l'énergie atomique (ou Euratom).

Le traité de la C.E.E. comporte un préambule et la première phrase déclare que les signataires ont « déterminé à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens » et deux cent quarante-huit articles.

Après une première partie consacrant les principes régissant la Communauté, la seconde expose les modalités de la libre circulation des marchandises, le calendrier du désarmement douanier et de l'élimination des restrictions quantitatives, les buts de la politique agricole commune, les modalités de la libre circulation des person-

nes, des services et des capitaux, les objectifs d'une politique commune des transports.

La troisième partie, intitulée « La politique de la Communauté », expose les dispositions communes en matière de concurrence, de fiscalité, de rapprochement des législations, de conjonction, de balance des paiements, de commerce, ainsi que les dispositions sociales, les fondements d'un Fonds social européen et d'une Banque européenne d'investissements.

La quatrième partie fixe les grandes lignes de l'association de la Communauté avec les pays et territoires non européens entretenant des relations particulières avec les États membres.

La cinquième partie établit les institutions : l'Assemblée européenne, composée de « représentants des peuples des États », qui seront ultérieurement élus au suffrage direct. Cette Assemblée est composée de trois Communautés.

2) Le Conseil, formé par les représentants des États membres, a le pouvoir de décision. « Sauf dispositions contraires », les décisions du Conseil sont prises à la majorité qualifiée, les voix étant affectées d'un indice de pondération.

3) La Commission, formée de membres indépendants nommés par le Conseil à l'unanimité. Elle dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes du Conseil.

4) Le Cour de justice. Elle assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application du traité. Le Cour est composé de trois Communautés.

5) Un Conseil économique et social consultatif.

La sixième partie traite des dispositions générales et notamment de la mise en place des institutions.

Le traité crée l'Euratom, comprend un préambule où les signataires se déclarent résolus à créer les conditions de développement d'une puissante industrie nucléaire et deux cent vingt-trois articles.

La première partie précise les missions de la Communauté, la seconde porte sur les dispositions favorisant le progrès dans le domaine nucléaire (développement de la recherche, diffusion des connaissances, protection sanitaire, investissement, entreprises communes, approvisionnement, contrôle de sécurité, régimes de propriété,

établissement d'un marché nucléaire et relations extérieures). La troisième partie établit des institutions sur le même modèle que celles de la C.E.E.

La pratique tout à fait contraire à l'esprit du traité, dite « du juste retour », selon laquelle chaque État doit « se tirer » en commun des ressources de la mer. Une série de négociations avec des pays tiers est entreprise pour régler les droits de pêche.

Ces traités ont été amenés plusieurs fois. Le traité de 1955, mis en vigueur en 1957, fusionne les institutions (Conseil et Commission) de la CECA, de la C.E.E. et de l'Euratom. Les règles de fonctionnement demeurent cependant différentes. En 1970, des pouvoirs de contrôle budgétaire sur les « ressources propres » de la Communauté ont été attribués à l'Assemblée européenne. Un traité de 1975 a renforcé ces contrôles mais n'est pas encore ratifié par toutes les parties (l'Assemblée nationale française a approuvé la ratification le 7 décembre dernier). Le 1^{er} janvier 1973, trois États ont adhéré aux trois communautés : le Danemark, la Grande-Bretagne et l'Irlande.

ROBERT & RENÉ
13, Rue du Faubourg-du-Temple - PARIS (10^e)
Métro: REPUBLIQUE

Une boucherie «Grande Surface»
au service des consommateurs

PRIX DISCOUNT

le kilo	le kilo
FILET ENTIER 39,90 F	SOUS-NOIX DE VEAU 24,90 F
FILET EN TRANCHE 41,90 F	COTE DE VEAU 22,90 F
PAUZE-FILET 27,90 F	TENDRON-POITR VEAU 14,90 F
ROSBIF-TRANCHE 27,90 F	ANGUS DE Bœuf 12,90 F
COTE DE Bœuf 20,90 F	POTE DE GENESSE 8,90 F
BOEUF A LA MOELLE 14,90 F	JAMBON D.D. 16,90 F
PLAT DE COTE 7,90 F	SAISONNÉ EN TRANCHE 41,90 F
COTE DE PORC 16,90 F	SAISONNÉ PUR PORC 20,90 F
GRIGOT D'AGNEAU 26,90 F	FRANÇOIS 13,90 F
CARRÉ D'AGNEAU 29,90 F	PATE DE CAMPAGNE 7,90 F
ÉPAULE D'AGNEAU 21,90 F	CUISSE D'INDONDEAU 13,90 F
ESCALOPE DE VEAU 29,90 F	ESCALOPE DE DINDE 24,90 F
NOIX DE VEAU 23,90 F	SAUMON FUME 69,90 F

OUVERT DU MARDI AU SAMEDI
de 8 h. 30 à 13 heures et de 15 heures à 18 h. 50

2 sessions
du 4 au
3 ou du
12 au 16

pâques
5 jours
math, phys

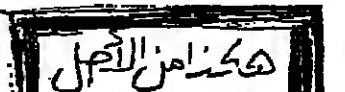
Rattrapage Intensif, 3^e à terminale
SOS MATH - Téléphone 795.51.24
Adresse (10^e) : Port-Royal 97
et 2, rue de Montcaumon 97

Le Hameau de la Lubiane/Vence

dans un parc de 5.000 m² avec une rivière ;
5 petits immeubles de 3 étages du studio au 5 pièces
habitable 3ème trimestre 77

- Cuisine équipée
- Chauffage électrique individuel
- Crédit possible
- Excellent placement locatif

Bureau de vente, sur place :
Chemin de St Colomb
D.L.C. 82, la Croisette
Cannes - 06
Tél. (93) 99.25.81/99.35.16



VERS SAIR DES TRAITÉS DE ROME

immunautaire

Vingt ans avant

(Suite de la première page.)
C'est ainsi que naquit l'idée de la communauté atomique qui, combinée à celle du charbon, aurait préfiguré celle de l'énergie. Beaucoup ignorent aujourd'hui, en raison de son relatif effacement, qu'elle avait été considérée à la conférence de Messine comme le meilleur recours, en tout cas à l'échelle la plus immédiate. Le projet d'élaborer une communauté élargie à l'ensemble de l'économie, avancé au même moment, apparaissait plus lointain et sonnerait chez ses promoteurs eux-mêmes davantage de scepticisme.
Le contraire devait se produire. L'histoire a parfois de l'humour. Ainsi, peu à peu, au cours de la négociation, la C.E.E. prit le pas sur l'Euratom et devait en effet se révéler plus féconde. Elle allait pourtant à l'encontre de nos vieux démons protectionnistes et constituait, en même temps qu'une considérable entreprise, un pari audacieux au pays de Colbert et de Molière. On objectera qu'il était plus facile de concevoir et de négocier un traité — la phase romantique — que de le mettre en œuvre — la phase pratique. Vrai. Chaque avait ses problèmes et elles étaient complémentaires.
En tout cas, les choses furent rondement menées, dans une ambiance de coopération et d'humanité entre les ministres des six pays, ce qui favorisait la recherche des solutions. Car les obstacles ne manquaient pas !
En égrenant-je trois, provoqués essentiellement par des exigences françaises ? L'agriculture, les pays

d'outre-mer, le passage à la deuxième étape.
Le poids de l'agriculture, ses structures, ses productions, ses niveaux de prix variaient considérablement d'un pays à l'autre. Les données de base étaient objectivement difficiles, au point que certains n'hésitaient pas à suggérer d'exclure ce secteur de la Communauté. Il fallut l'insistance de la France et de l'Italie pour l'y maintenir et pour arrêter, dans un titre spécial du traité, les principes fondamentaux d'unité de prix, de libre circulation des produits, de préférence communautaire et de co-responsabilité financière.
Les relations à établir avec les pays d'outre-mer, relevant encore à l'époque des souverainetés française, belge ou hollandaise, furent encore plus ardues à élaborer. Certains en France surtout, prétendaient que nous apportions un cadeau sans contrepartie dans la « corbeille de la mariée ». Nos partenaires, plus avisés, pensaient le contraire. D'abord parce que ces pays étaient déjà, de par la loi-cadre Defferre, dans l'antichambre de l'indépendance. Ensuite, parce qu'il s'agissait surtout de partager des charges au travers du financement commun du FEDOM (1) et des régimes commerciaux très favorables consentis à ces territoires. Au point que, devenus indépendants, peu après, ils déclarent tous, à l'exception de la Guinée, de rester associés à la Communauté.
(1) Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer associés, qui devaient plus tard le Fonds européen de développement (FED).

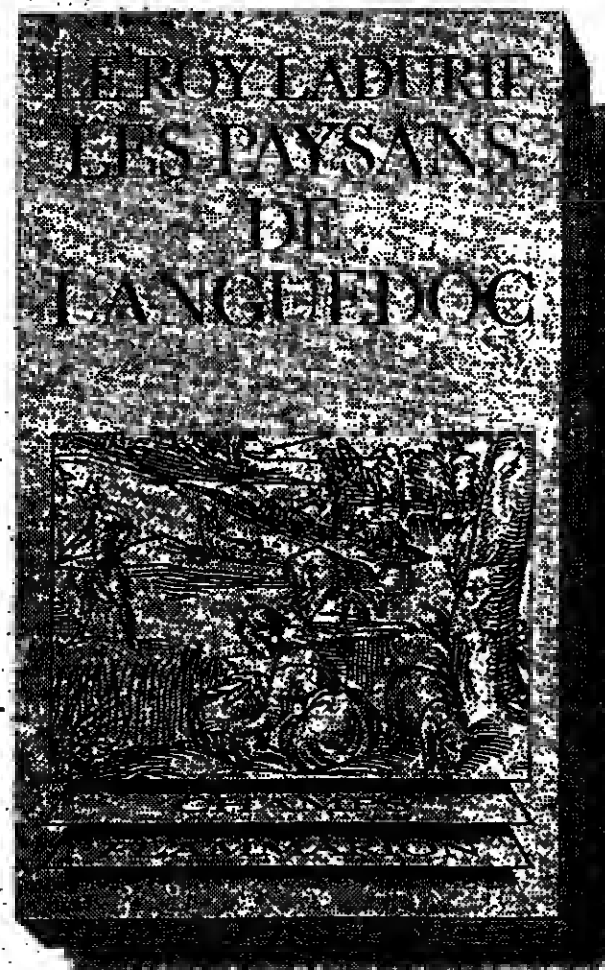
qu'en 1973. Il faut y porter aussi l'annonce d'un marché commun agricole, aujourd'hui bien compromis. Enfin, les accords de Yaoundé et de Lomé constituent les plus importants de tous ceux qui lient les pays industrialisés et ceux en voie de développement. L'attraction de la Communauté, malgré ses faiblesses internes, ne cesse de croître : la Grande-Bretagne, le Danemark, l'Irlande, la Grèce et le Portugal aujourd'hui, l'Espagne demain en portent témoignage. Au Proche-Orient, en Amérique latine, elle fait toujours impression.
Bref, le panorama peut apparaître dater. Il ne saurait, hélas ! cacher les ombres.
La Communauté n'en finit pas de se réaliser : les politiques communes conjoncturelle, industrielle, régionale ou sociale en sont encore aux balbutiements. Celles de l'énergie et de la monnaie ne sont même pas amorcées, ce qui est proprement aberrant dans la mesure où elles intéressent des domaines qui sont à la racine de la crise actuelle. D'où le scepticisme croissant des travailleurs qui attendaient une ouverture vers le progrès social. Le traité de Rome est ainsi loin d'être complètement appliqué, alors qu'il aurait déjà fallu le dépasser en de nombreux domaines pour l'adapter aux circonstances nouvelles.
La faiblesse des institutions est notoire. Leur sens a été dénaturé peu à peu : l'impuissance de la commission, l'insuffisance du contrôle démocratique, la paralysie du conseil des ministres due à son intermitte et à la règle de l'unanimité. Bref, la Communauté n'est pas gouvernée avec le dynamisme qu'exigerait l'ampleur de ses compétences et de ses responsabilités, et apparaît de plus en plus comme une lourde bureaucratie.
Enfin, et surtout, elle ne débouche pas sur une communauté politique. C'est là son ambition majeure. Elle n'a pas fait le premier pas dans cette direction, et on voit mal aujourd'hui quand et comment elle commencera. Pour moi, ayant vécu hier l'ère des pionniers, je suis assez bien placé pour contempler la forêt et ses arbres.
Ce géant économique est un malin politique. Ce qui ne pourra durer longtemps sans compromettre l'ensemble de l'entreprise. Car, à bien y réfléchir, c'est la politique qui unit, alors que l'économie divise et transforme les querelles d'intérêts en affrontements nationaux.
La est la plus lourde hypothèque qui pèse sur l'avenir de la Communauté et obscurcit singulièrement son horizon.
MAURICE FAURE.

Pourquoi la pâte n'a pas levé

(Suite de la première page.)
Les premières étapes de la réalisation justifient l'allégresse des pionniers. Servie par une bonne conjonction et par la foi des hommes, l'union douanière se réalisa plus vite même qu'il n'était prévu. Avec son propre mouvement, imposant dans un grand enthousiasme, la politique agricole commune vit le jour en 1962, qui reste encore aujourd'hui le pilier — le seul — de l'édifice.
Pourquoi l'élan a-t-il été brisé ? Le « non » fracassant du général de Gaulle à l'entrée de la Grande-Bretagne dans le Marché commun, le 14 janvier 1963, seul contre tous, cassa un ressort, c'est sûr. Un des partenaires, sans avoir consulté les autres, de son propre mouvement, imposant ses analyses personnelles au reste de l'Europe, montrait brusquement que l'appartenance au groupe n'empêchait pas de garder son franc-parler, son franc-agir surtout. Révélation qui fit mal alentour, même si dans les années qui suivirent il fut admis par tous que, lorsqu'un intérêt national éminent était en jeu, le veto n'était pas qu'une arme de Barbarie.
Le tournant de 1965
Beaucoup plus grave en fait fut la crise de 1965 parce qu'elle marqua avec éclat une rupture dans la conception que l'on avait ici et là de l'évolution du Marché commun.
C'est de cette date que l'on peut faire partir le chapelet des vicissitudes qui firent que la « pâte » européenne n'a pu vraiment lever. Avec une certaine naïveté, qui eût été seulement payante si les gouvernements et notamment celui de Paris avaient marché du même pied que J. Edgar, Robert Schuman, M. Walter Hallstein, alors président de la Commission de Bruxelles, se mit en tête de transformer l'Europe économique en Europe politique.
Le « saut qualitatif » n'était pas une pirouette compliquée : il s'agissait de doter la Communauté de « ressources propres » que le Parlement européen eût contrôlées. Ce qui peut paraître anodin aujourd'hui apparut au représentant de la France comme le premier pas, sans retour vers la supranationalité abhorrée. Cette fois, la France ne prit pas de gants et pendant plus de six mois laissa sa chaise vide aux réunions de Bruxelles. La commission boiteuse qui fut signée à Luxembourg ne put jamais effacer les traces de cet affrontement. On vit alors clairement que le cadre du traité de Rome était trop étiqué pour pouvoir jamais

donner naissance à l'Europe politique.
Mais en même temps on se rendait compte de plus en plus que, sans ferment politique, l'Europe économique allait très vite buter sur des obstacles infranchissables. Comme on n'avait plus, et notamment sur le chapitre des politiques communes, on se mit à rêver à 1980, à l'Union économique et monétaire, à l'Union européenne. Classique « fuite en avant ». La décision du président Nixon du 15 août 1971 (non convertibilité du dollar en or), puis celle des pétroliers arabes de quadrupler les prix du « brut » (fin 1973) après la guerre d'octobre, ramena l'Europe aux réalités, et, hélas, aux mesquineries.
L'absence de solidarité dans la recherche d'une politique énergétique, le conformisme (malgré quelques coups d'épée français) vis-à-vis du comportement américain, l'impossibilité tragique de se déterminer à Neuf (ce sera-ce à Douze ou Treize ?) à fait de la Communauté la « non-personne » que l'on sait.
« Quand l'Europe ouvre la bouche, c'est pour bâiller », écrit François Mitterrand (1). Ou pour parler de ses petits problèmes, et se diviser sur des « queques de cerises », voire sur les surplus de beurre à exporter vers l'Est.
N'est-il pas confondant que l'Europe n'ait rien à dire aujourd'hui sur le dialogue Nord-Sud, par peur de ne pas être tout à fait sur la même longueur d'ondes que M. Carter ? Quelle arrive en ordre dispersé à propos de la négociation de l'important accord « multibords » du GATT, destiné à marier les principes du libéralisme avec la légitime protection contre la concurrence abusive de certains pays dans le domaine du textile ? Que la France, piquée par ses vieux démons, se donne le ridicule de refuser que la C.E.E. soit représentée en tant que telle au prochain « sommet » de Londres ? A l'heure où le monde industriel va mettre sur la table tous les sujets brûlants concernant sa sécurité économique, on en est, sur les bords de la Seine, à traiter gravement des questions de préséance. On aura donc — pour paraphraser Schopenhauer — l'Europe sans volonté et sans représentation.
PIERRE DROUIN.
(1) L'Unité, 18-24 mars 1977.

Tous vos champs de réflexion sont dans Champs.



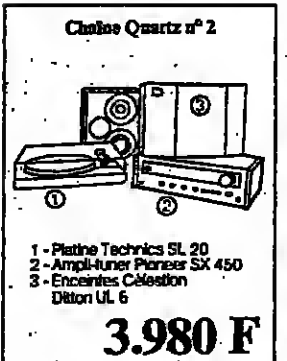
Champs, c'est une nouvelle collection où sont publiés, pour la première fois au format de poche, de grands textes abordant les sujets majeurs de la réflexion contemporaine. Tous les champs de connaissance y sont explorés — psychanalytique, économique, politique, écologique, historique — par les spécialistes les plus éminents.
Jean Orieux, Emmanuelle Le Roy Ladurie, Vladimir Jankélévitch, Robert Escarpit inaugurent cette collection ; et tous les mois, quatre nouveaux « Champs » paraîtront chez votre libraire.

CHAMPS
Une collection éditée par Flammarion.

L'ampli-tuner : choisissez la musique, pas les watts inutiles.



Ampli-tuner Pioneer SX 450



1 - Plaque Techniques SL 20
2 - Ampli-tuner Pioneer SX 450
3 - Enceintes Céléstion
Détail UL 6

3.980 F

puissance de 2 x 20 Watts (au lieu des 2 x 15 Watts annoncés) et surtout, une musicalité d'une douceur exceptionnelle.
Venez l'écouter avec nous. Et prendre les « Dossiers Quartz-HIFI » que nous avons mis de côté pour vous.

QUARTZ HI-FI
Pour bien réussir votre chaîne.

Neuilly 110 av. Ch. de Gaulle
Paris 31, bd Sébastopol
Marseille 39, av. J. Cantini
M° Sablon M° Châtelet M° Castellane

SI VOUS MESUREZ 1,80 M OU PLUS (jusqu'à 2,10 m) SI VOUS ÊTES FORT JOHN RAPAL
GRANDES TAILLES PRÊT-À-PORTER
Collection Printemps 77
Costumes légers, Vestes, blazers, ensemble jeans, sahariennes, vêtements de peau.
Exclusivité MAC DOUGLAS.
Pantalons légers, chemises, pulls sport et ville, 4 longueurs de manches.
Livrés immédiatement.
40, Av. de la République
Métro Parmentier
Parking gratuit
Tél. 355.56.00

pièdes larges et GRANDS 38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chausser à cause de leur pointure (ou largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Polois de la Chaussure, 39, av. de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointures de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. - Tél. : 357-45-92.

ASIE

LA DÉSIGNATION DU NOUVEAU PREMIER MINISTRE INDIEN

Le parti Janata et ses alliés ont la majorité absolue à la Chambre du peuple

Mais le Parti du Congrès contrôle encore vingt des vingt-deux États de l'Union

En raison de l'augmentation de la population, le nombre des sièges à pourvoir à la Chambre du peuple (Lok Sabha) était supérieur en 1977 à celui des députés qui siégeaient dans l'Assemblée électorale en 1971. Dans la nouvelle Chambre, qui comprendra 542 députés, la majorité absolue se situe à 271 voix. Il manque un seul siège au parti Janata (Parti du peuple) pour atteindre cette majorité. Cependant les résultats ne sont pas encore connus dans trois circonscriptions.

Le Janata peut compter sur le soutien du Congrès pour la démocratie (dont la représentation relativement faible s'explique par le fait qu'il avait présenté seulement 52 candidats) et d'un certain nombre d'élus indépendants ou appartenant à des formations locales.

Voici la représentation des par-

tis dans la Chambre émise en 1977

Parti	Chambre émise en 1977	Chambre émise en 1971
Congrès pour la démocratie	228	270
Parti Janata	16	—
Congrès O.P.	30	—
Jan Sangh et Swatantra	5	—
Parti socialiste	23	19
Parti tamoul DMK	23	7
P.C. pro-soviétique	25	22
P.C. marxiste	350	154
(Mme Gandhi)	42	39
Divers	—	—

Aux chiffres relatifs à la Chambre émise en 1977, il faut ajouter neuf sièges dont les titulaires, nommés ou élus plus tard, ne furent pas identifiés à l'époque, lors de la proclamation des résultats.

Le parti Janata regroupe le Congrès O, le Jan Sangh, le parti socialiste et une quatrième formation, le Bharatiya Lok Dal (Le Monde du 18 mars), dont les élus figuraient à la rubrique « divers » en 1971.

Outre la Chambre du peuple, le Parlement indien comprend le Conseil des États (Rajya Sabha), qui ne peut renverser le gouvernement, mais dont l'accord est nécessaire pour l'extension de la législation fédérale au domaine réservé aux États. Deux tiers de ses membres doivent approuver les projets de réforme de la Constitution pour que ceux-ci puissent entrer en vigueur.

Le renouvellement du Conseil des États a lieu tous les deux ans à raison d'un tiers des sièges. Depuis les dernières élections, en mars 1976, le Parti du Congrès dispose de la majorité des deux tiers dans cette Assemblée.

Rappelons enfin que l'Inde est un État fédéral et que le Congrès, majoritaire dans les assemblées régionales, contrôle toujours les gouvernements de vingt des vingt-deux États de l'Union. Le Kerala a une majorité gouvernementale formée par le Congrès et le parti communiste pro-soviétique. Le Tamil-Nadu a été placé sous administration fédérale en janvier 1976.

La date des élections dans les États est variable. Seule l'Assemblée du Kerala a été élue en même temps que la Chambre du peuple fédérale.

PORTRAIT

M. MORARJI DESAI

Un conservateur imprégné de la philosophie de Gandhi

« Après Mme Gandhi, qui ? » A peine posée, la question suscitait partout la même réponse : M. Morarji Desai. N'avait-il pas été candidat à la succession de Jawaharlal Nehru en 1964, puis à celle de Shastri en 1966 ? Il était donc naturel qu'il le fût également à celle d'Indira Gandhi, malgré son grand âge. Les Indiens ont parlé comploté de Gaulle ce personnage acétique, à la silhouette filiforme, au visage qui évoque un peu celui de Mahatma Gandhi. Ces dernières années, il fit lui aussi le travers du désert, entraîné par une inaltérable rancœur à l'égard de Mme Gandhi. Son accession au pouvoir fut d'abord le résultat de cette opiniâtreté au service d'un esprit de revanche.

M. Desai n'a jamais supporté que la fille de Nehru puisse avoir des ambitions politiques. Ayant milité très jeune au sein du Congrès, occupé plusieurs postes ministériels dans le gouvernement de l'État de Bombay, dont il assure la direction de 1952 à 1958, M. Desai est monté à New-Delhi en 1958

pour faire son entrée au gouvernement fédéral en tant que ministre du commerce. Il devait renoncer par la suite à des postes ministériels pour assumer des responsabilités dans l'appareil du parti gouvernemental. En 1967, il est élu député du Goudjerat, et voit son mandat renouvelé en 1971. Lorsque mourut Shastri, les dirigeants du parti décidèrent de confier la responsabilité du gouvernement de l'Union à Mme Gandhi. Ils pensaient qu'elle serait suffisamment malléable.

M. Desai a des doutes à ce sujet, et il ne met sur les rangs. Mais le vote de ses collègues lui est nettement défavorable. M. Desai a connu Indira Gandhi enfant, dans l'entourage de Nehru ; il a éprouvé pour elle une méfiance instinctive. Il estime, par la suite, que Mme Gandhi penche à gauche, qu'elle est favorable à des relations amicales avec l'U.R.S.S. et l'Inde (il ne cache pas ses sympathies pro-occidentales et surtout pro-américaines). Il dit qu'elle n'a aucun principe, jouant, comme Nehru, les hommes les uns contre les autres, au gré de son intérêt.

La cassure du Congrès

M. Desai est, lui, un homme à principes, d'une rectitude exemplaire, d'une rigidité morale à toute épreuve. Il ne peut supporter que la fille de Nehru affirme son autorité sur la vieille garde du Congrès.

Aussi bien, refuse-t-il un poste ministériel dans le premier cabinet Gandhi, croyant cependant que celle-ci ne pourra pas se passer de son appui si elle veut remporter les élections générales en 1967. Le Congrès ne gagne celles-ci que de justesse. M. Desai prend prétexte de ce résultat décevant pour s'opposer à la reconduction du premier ministre, mais il est en minorité au sein de la direction du parti. Il consigne à une solu-

tion de compromis, malgré l'« alléluia » qu'il éprouve pour Mme Gandhi, et il accepte d'être nommé au poste, jadis pour lui, de vice-premier ministre, chargé des finances, bien qu'il ait préféré le portefeuille de l'intérieur qu'occupait M. Chavan.

M. Desai fait alors figure de « cheval de Troie » de la droite conservatrice au sein de l'équipe gouvernementale. On dit qu'il est là surtout pour avoir l'œil sur le premier ministre.

Lorsqu'il leur désignent un remplaçant à M. Hussain, le président de la République dédaigné, M. Desai s'oppose bien entendu au candidat du parti présenté par Mme Gandhi :

M. G.H. M. Desai et ses amis politiques proposent la candidature de M. S. Reddy. Cet épisode va entraîner une cassure dans le parti dominant, et M. Desai en sortira perdant. Il devra payer le prix de son attitude : en juillet 1969, il est désestabilisé sans ménagement de son poste de ministre des finances. L'explication officielle est que M. Desai a « certaines approches réactionnaires », et qu'il est un obstacle à la politique « progressiste » du gouvernement.

Il est vrai que le rival de Mme Gandhi est un conservateur, traditionaliste, imprégné par la philosophie gandhienne — retour aux villages, méfiance à l'égard de la grande industrie et du « collectivisme » — alors que Mme Gandhi encourage le progrès technologique. L'ancien premier ministre disait de M. Desai qu'il avait « la réputation d'un homme de droite,

et qu'il n'avait rien fait pour la démocratie ».

Estimant qu'il ne dispose plus d'aucun pouvoir, M. Desai démissionne, en juillet 1969, de son poste de vice-premier ministre. Mme Gandhi annonce aussitôt la nationalisation des banques et de compagnies d'assurance pour renforcer son image progressiste. M. Desai exprime alors amèrement son désaccord avec ces mesures : « Nous aurions dû nous en débarrasser depuis longtemps, mais vous ne m'écoutez jamais. » Voilà qui est fait aujourd'hui.

Par le suite, certains cadres du Congrès prononcèrent l'exclusion de Mme Gandhi du parti. Mais le premier ministre, qui a bien en main les rênes du gouvernement, surmonte l'épreuve, et les vieux dirigeants doivent passer à la dissonance pour former le Congrès de l'opposition, aujourd'hui intégré au Parti du peuple (Janata).

Une personnalité controversée

Cette scission, due avant tout à des rivalités de personnes, a pris parfois l'aspect d'un conflit entre la droite et la gauche. Elle déboucha sur une guerre ouverte : M. Desai participe au grand mouvement de désobéissance civile qu'entraîna M.J.P. Narayan, en 1976, et qui déclencha le départ de Mme Gandhi. Il est arrêté ainsi que tous les dirigeants de l'opposition et il sera l'une des dernières personnalités libérées.

C'est dès lors un héros. Sa volonté d'évincer Mme Gandhi du pouvoir et de lui succéder n'a pas faibli. Le parti du peuple adopta pour slogan « Chassez Indira ! ». Malgré son âge — il a quatre-vingt et un ans — M. Desai semble en pleine possession de ses moyens intellectuels. C'est une personnalité controversée, qui n'est pas occupée

à se faire quelques réserves par une partie de l'opposition. Lorsqu'il était chef du gouvernement de l'État de Bombay, il fit preuve d'une très grande fermeté pour régler les querelles régionales entre Marathes et Goudjérates, ce qui provoqua l'éclatement de la province et la formation de deux États séparés. M. Desai n'est pas un homme de synthèse et de compromis. Il est probable qu'il exercera fermement le pouvoir. Ne buvant pas d'alcool (c'est un évocat de la prohibition des boissons alcoolisées), ne fumant pas, hindou intégriste, administrateur autoritaire et incorruptible, le nouveau premier ministre est un homme aux idées tranchées, mais l'on dit que son séjour en prison a quelque peu assoupli les traits de son caractère.

GERARD VIRATELLE.

LE MONDE diplomatique

Numéro de mars

LES ISRAËLIENS FACE À L'O.L.P.

(Amnon Kapeliouk)

LA CRISE EN GRANDE-BRETAGNE

(Ralph Miliband)

Le numéro : 5 F

5, rue des Italiens, 75001 PARIS

Publité mensuelle du « Monde »

(En vente partout.)

365 rue de vaugirard
cet appartement
a quelque chose de plus,
il donne sur une voie privée.



Ce n'est pas la moindre des qualités des appartements du Clos Vaugirard.

Une architecture élégante, des appartements bien conçus et aux aménagements particulièrement soignés : chauffage électrique mixte, isolation phonique et thermique très poussée, cuisine aménagée, moquette T4 dans les pièces principales et dégagements, revêtement textile mural Lesura dans les entrées, séjours et pièces communicantes, nombreux placards ; autant de prestations et d'éléments de confort qu'il vous sera facile de constater en visitant l'appartement témoin, tous les jours, de 10 h à 13 h et de 14 h à 19 h (fermé mardi et mercredi).

3 pièces 72,02 m², balcon 9,59 m²

le Clos Vaugirard
du studio au 5 pièces

RENSEIGNEMENTS ET VENTE

SAF

Sur place Tél. : 622.13.11 ou 42, av. de Friedland - Paris 8^e M^o Etoile - Tél. : 622.10.10

SGM CONSTRUCTEUR UNION FINANCIERE IMMOBILIERE

Avril 1977

Pakistan

LA VICTOIRE DES ADVERSAIRES DE Mme GANDHI RENFORCE LA DÉTERMINATION DE L'OPPOSITION À M. BHUTTO

Lahore (A.F.P.). — Les dirigeants de l'opposition réunis à Lahore, capitale du Punjab, ont répondu, jeudi 24 mars, une offre de dialogue faite par M. Bhutto, premier ministre, dans un message à la nation diffusé la veille, jour de la fête nationale.

L'Alliance nationale pakistanaise s'en tient à la thèse qu'elle défend depuis les élections générales du 7 mars : ces élections ont été truquées sur une grande échelle, et seul un nouveau scrutin, organisé par un « gouvernement neutre », composé de militaires et de magistrats, pourrait débarrasser le Punjab.

La victoire des adversaires de Mme Gandhi en Inde a renforcé la détermination de l'opposition au Pakistan. Les dirigeants de l'Alliance nationale comptent maintenant sur la pression de la rue pour écarter M. Bhutto du pouvoir. D'abord tenté par la manière forte — il a fait emprisonner ses principaux adversaires pendant quelques jours — le premier ministre a ensuite cherché des « interlocuteurs responsables » qui accepteraient de former une opposition constitutionnelle à l'Assemblée nationale, mais tous les hommes présentés se sont dérobés.

L'opposition lance un appel à la grève générale le 26 mars. Depuis le 7 mars, la production est désorganisée par des grèves partielles et des émeutes. A Karachi, capitale économique du pays, la zone industrielle est soumise au couvre-feu.

M. IENG SARY, vice-premier ministre et ministre des affaires étrangères du Cambodge, est arrivé le jeudi 24 mars à Kuala-Lumpur. Sa visite a été déplorée par certains membres du parti gouvernemental malaisien, en raison de « la terreur que fait régner aujourd'hui le communisme au Cambodge ».

M. Ieng Sary poursuit une tournée de deux semaines qui l'a déjà conduit en Chine, en Émiratie, à Sri-Lanka et à Singapour. — (A.F.P.)

Japon

Principale formation d'opposition

Le parti socialiste est menacé d'éclatement

De notre correspondant

Tokyo. — Pour la première fois depuis dix-sept ans, le parti socialiste japonais, principale formation d'opposition, est sur le point de se diviser. Le départ de M. Eda, chef de l'aile droite du P.S., vivement critiqué lors du dernier congrès, et dont le groupe a été pratiquement évincé des postes dirigeants, paraît désormais certain. Selon son entourage, M. Eda annoncerait officiellement sa décision à la fin de cette semaine. A plus ou moins brève échéance, il pourrait être suivi par plusieurs membres de sa faction (il compte actuellement dix-sept parlementaires et certains députés en désaccord avec la direction actuelle du P.S., dominée par l'aile gauche).

Ces départs pourraient provoquer la plus grave scission que le P.S. ait connue depuis 1960, lorsque l'aile droite de l'époque, sous la direction de M. Suehiro Nishio, forma l'actuel parti ecclésiastique.

Vice-président du P.S. jusqu'au dernier congrès, M. Eda, qui a été battu aux élections du 6 décembre 1976, comme la plupart des parlementaires du premier plan du P.S., a décidé de former un nouveau groupe, provisoirement nommé Shin Shokai Club (Nouveau club socialiste), et de se présenter sous cette étiquette aux élections de juillet prochain pour le renouvellement de la Chambre haute.

La direction du P.S. a multiplié ces derniers jours les tentatives pour dissuader M. Eda de quitter le parti. Son départ a été rendu inévitable par la décision de la Société pour penser un nouveau Japon (Atarashi Nihon Wo Kangaeru Kai), dont il est vice-président aux côtés de membres dirigeants du Komito (parti d'inspiration bouddhiste) et du parti social-démocrate (P.S.D.), de présenter une liste de candidats aux élections de juillet. M. Eda avait été vivement critiqué par le congrès pour sa participation à cette Société, qui ne se voulait alors qu'un groupe de réflexion. Comme elle entend maintenant mener une action politique, M. Eda est contraint de clarifier sa position.

Il n'est pas exclu que le Komito et le P.S.D. aient pressé l'ancien vice-président du P.S. de prendre une décision qui ne peut qu'affaiblir le premier parti de gauche et, par conséquent, les servir. Ils sont, en

effet, conscients que, depuis le « virage à gauche » du P.S., les chances d'une alliance avec ce dernier sont minces.

Le succès de la tentative de M. Eda dépend des résultats qu'il obtiendra aux élections. Si elle est soutenue par les électeurs, elle aura des conséquences importantes sur la composition de l'Assemblée nationale. La Société pour penser un nouveau Japon a pour but, à long terme, de créer un nouveau parti politique par la fusion des forces qui le composent (Komito, sociaux-démocrates et droite socialiste). Ce parti ne serait ni une « avant-garde » ni un « parti de classe », mais une formation populaire dans le sens viendrait moins des syndicats — à la différence du P.S. — que des « masses ».

Il reste à savoir combien de députés socialistes suivront l'ancien vice-président. M. Eda a soixante-dix ans et joue sa dernière carte pour revenir sur le devant de la scène. Parmi ses amis, certains pensent que la jeu est risqué, car, s'il rompt avec le P.S., il ne bénéficiera plus du soutien de la plus grande confédération syndicale, Sohyo.

En dernière analyse, la défection de son aile droite et la renouveau du camp centriste pourraient avoir un effet stimulant sur le P.S. et favoriser un rapprochement avec les communistes. La crainte d'être écrasés par le P.C. dans une alliance dernière cependant vive chez les socialistes, qui ne le cachent pas — ne souhaitent-ils pas un « bon de chemin » avec le communiste ?

PHILIPPE PONS.

ASIE

Chine

Une conférence sur l'enseignement a mis l'accent sur la nécessité de la discipline

Pékin. — Le procès de la situation dans les écoles chinoises vient d'être fait au cours d'une conférence des enseignants de la municipalité de Pékin, qui s'est tenue « récemment » et dont le journal *Chang Chun* a rendu compte dans plusieurs articles successifs ces jours derniers. La conférence a porté sur « divers problèmes » posés dans le domaine de l'enseignement primaire et secondaire, et a abouti à une série de recommandations définissant assez clairement les orientations nouvelles. Compte tenu de la place qu'occupe le problème de l'éducation dans la vie politique chinoise, l'événement est un des plus révélateurs sur les intentions du régime.

La partie critique des débats s'inscrivait naturellement dans le cadre de la campagne de dénonciation de la « bande des quatre ». Les dirigeants déchu ont accusé d'avoir « utilisé l'anarchisme sur le front de l'éducation ». Du fait de leur « sabotage », écrit *Chang Chun*, « on n'avait plus dans les écoles de règles ni de règlements, et aucune autorité ne s'exerçait ». « Propager l'idée d'aller à contre-courant », poursuit le journal, « cela revient à s'opposer aux professeurs, ce qui aboutit à saper la dignité des enseignants ».

Sur le plan de l'enseignement proprement dit, les « quatre » sont accusés d'avoir oublié que l'étude devait constituer l'occupation principale des élèves, même si des occupations secondaires — travaux manuels, contacts avec le monde ouvrier ou agricole, etc. — devaient trouver leur place. *Chang Chun* note en outre que « les activités politiques ne sauraient remplacer le travail idéologique à l'intérieur des écoles ni, qui plus est, remplacer les connaissances professionnelles ».

Certains aspects de la révolution culturelle en question

Les enseignants de Pékin se réclament des acquis de la révolution culturelle : enseignement à porte ouverte, envoi des jeunes instruits à la campagne, recrutement ouvrier et paysan. Mais, au-delà de la critique des « quatre », le procès qui est fait est, pour une large part, celui de la situation héritée de cette révolution, qui, si elle a détruit le système traditionnel d'éducation, n'est pas parvenue à mettre en place un autre système cohérent. Que des maladroites aient été commises par des innovateurs imprudents, que des résistances dans les milieux académiques aient fait avorter certains plans, ou que des instructions contradictoires aient déstabilisé nombre de responsables, toujours est-il qu'on se plaint vivement aujourd'hui d'un grave laisser-aller dans beaucoup d'écoles : élèves assistant au cours quand bon leur semble, enseignants n'osant pas intervenir et s'en tenant à l'exécution passive et prudente des ordres reçus, manuels différents d'un établissement à l'autre. La position d'enseignant a ainsi perdu l'essentiel de son prestige traditionnel et elle finissait par être jugée risquée. Des difficultés de recrutement se faisaient même sentir.

Les remèdes envisagés à la conférence de Pékin consistent en un programme de reprise en main de tout l'enseignement primaire et secondaire, où l'on reconnaît le goût de la nouvelle direction chinoise pour l'ordre et la discipline. Expliquent la nécessité de rétablir règles et règlements dans les écoles, *Chang Chun* observe que « la discipline est une forme d'éducation ». Et si cette discipline doit être en partie obtenue par la persuasion, elle n'en comporte pas moins une part de « contrainte ». Les professeurs doivent « encourager les élèves à oser penser, parler, agir, faire la révolution ». Mais les élèves, pour leur part, doivent « respecter les professeurs et leur obéir ».

La réhabilitation d'une forme d'enseignement plus classique est d'autre part entreprise. Il s'agit de mener à bien un enseignement culturel, scientifique et technique, afin que les élèves acquièrent une base solide. Plus précisément, les élèves doivent acquiescer « une connaissance des livres et des expériences accumulées par nos prédécesseurs ». Il faut en conséquence « garantir les heures d'enseignement et la qualité de ce dernier », et procéder à une « réforme des manuels ».

Reste la question des enseignants eux-mêmes. *Chang Chun* attribue au président Hua Kuo-feng l'opinion que « le problème de la réforme de l'enseignement, c'est en dernière analyse le problème de l'enseignant ». Toute une campagne, avec la participation active des organisations du parti, est prévue pour relever le prestige de la profession. Du point de vue de la qualité d'abord : « un moyen efficace pour améliorer la qualité de l'enseignement est que les enseignants se perfectionnent dans leur profession ». Cela est surtout nécessaire pour les

De notre correspondant

nombreux « enseignants nouveaux » — c'est-à-dire formés depuis la révolution culturelle — qui sont invités à apprendre auprès de leurs anciens « pour accéder au niveau requis ».

Des emprunts à Confucius ?

Du point de vue social ensuite, « les enseignants doivent bénéficier du respect du parti, du peuple et de notre société ». Ils doivent « être fiers de leur métier. Il faut « élever la position sociale et politique des enseignants », les aider à surmonter les difficultés de l'existence, et même, reconnaissance suprême, faire « avec prudence » adhérer certains d'entre eux au parti.

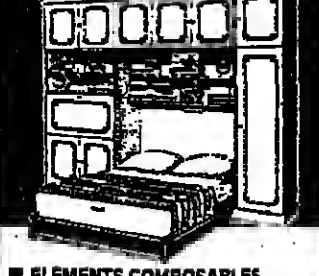
Il est hors de doute que le fonctionnement des écoles chinoises laisse à désirer. La réforme entreprise soulève cependant au moins deux questions. L'accord qui est mis sur la discipline ne correspond-il qu'à un désir d'améliorer les conditions d'enseignement et non, également, à une volonté de « mettre au pas » la jeunesse, volonté sensible dans d'autres initiatives récentes du

pouvoir ? On retrouve ici le problème du rapport entre générations, aggravé par la coupure de la révolution culturelle, les amertumes et les espoirs déçus qu'elle a laissés derrière elle. Mais les plus jeunes peuvent-ils avoir la même conception de « l'ordre » que leurs pères, pour qui il est déjà choquant que deux adolescents de sexes différents se tiennent par l'épaule sur un banc public ? Comment, d'autre part, ce respect du professeur que l'on veut restaurer va-t-il se concilier avec le mouvement de critique de Confucius, théoriquement toujours valable. En effet, si les « quatre » sont accusés d'avoir « détourné » ce mouvement pour attaquer notamment Chou En-lai — et M. Hua Kuo-feng personnellement —, le principe même de la critique des idées confucianistes n'a pas été abandonné et il constitue un élément essentiel de la façade moderniste, « maoïste », du nouveau pouvoir. La parenté de quelques recommandations récentes sur le respect des ancêtres et les vertus de la discipline, avec l'enseignement « modérateur » confucien, n'en est que plus troublante.

ALAIN JACOB.

CAPÉLOU

propose



- ELEMENTS COMPOSABLES
- tous styles et essences de bois
- Armoires de rangement, secrétaires, bibliothèques
- ARMOIRES-LITS relevables à 1 ou 2 places
- Chaque élément peut être fourni séparément
- QUALITE IRREPROCHABLE
- CREDIT SOFINCO

CAPÉLOU
Seule adresse de vente
37, AVENUE DE LA REPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parmentier
TEL 557.46.35

rustiques
ou mont st-michel
100% de bois massif
garanti 5 ans
tel 548.08.59

OFFICIERS MINISTÉRIELS

ET VENTES PAR ADJUDICATION

SAINT-RÉMY-DE-PROVENCE
Dans immeuble neuf - Confort
STUDIO LIBRE
Office notarial à CAUDRY (Nord)
Tel. 16 150 85-11-54

Cabinets de M^{rs} Gaston CHAVRIER, ancien avocat, avocat, à pl. Masséna, Nice, tél. 85-63-67 ; M^{rs} Daniel HANCY, avocat, 30, rue Godefroid, Nice, tél. 81-35-30 ; M^{rs} Jacques RIVIÈRE, 19, Paul-Déroulède, Nice, tél. 87-40-25

VENTE
au Palais de Justice à NICE
le JEDI 14 AVRIL 1977, à 9 heures
UN IMMEUBLE
dénommé « VILLA SIMONE »
sit à MENTON, Impasse des Janni
MISE A PRIX : 500.000 F
Pour renseignements s'adresser à M^{rs} CHAVRIER, HANCY et RIVIÈRE

SERVICE DES DOMAINES
Adjudication
le 25 avril 1977, à 14 h. 30, Mairie du MONT-DORE (63)
LIBRE
IMMEUBLE au MONT-DORE
Dit : « HOTEL Gallia »
place des Moulins et rue Meynadier
Bâtiment en forme de quadrilatère - 515 m² sur sous-sol et 4 étages - Chauffage central - Ascenseur
Superficie totale utile : 2.243 m²
MISE A PRIX : 800.000 F
RENSEIGNEMENTS :
Direction des Services Fiscaux (Domaines), 4, rue Parail, 63002 CLERMONT-FERRAND Cedex (tél. 82-46-50).

Vente sur publication judiciaire au Palais de Justice à Paris, le JEDI 21 mars 1977, à 14 heures
TROIS BOUTIQUES à PARIS (20^e)
au rez-de-chaussée dans un immeuble
1-3, Villa Gagliardini et 104, rue Haxo
MISE A PRIX: 125.000 F
S'adresser à M^{rs} Jacques SCHMIDT, avocat à Paris (N^{rs}), 17, rue Faraday ; M^{rs} HUET, syndic à 75006 Paris, 18, rue Séguier et sur place pour visiter.

10 000 FAMILLES FRANÇAISES COMPTENT SUR NOUS.

10 000 familles, l'équivalent d'une ville comme Epernay ou Aurillac. Unic, c'est d'abord cela. Les 10 000 personnes à qui nous donnons du travail et les familles qui en vivent.

Quand nous avons ouvert nos premiers ateliers, il y a 70 ans, nous ne pensions pas encore qu'Unic jouerait un si grand rôle dans la vie du pays.

Aujourd'hui, nous construisons 18 000 camions dans nos trois usines de Trappes, Bourbon-Lancy et Fourchambault. De 3,5 à 38 tonnes, les camions Unic réussissent dans tous les métiers - du service de voirie au transport long courrier, du travail de chantier à la livraison en ville.

Les milliers d'entreprises qui les utilisent pour leurs transports, les millions de consommateurs qui en dépendent pour leurs approvisionnements comptent sur eux.

Comme nos 10 000 familles.

UNIC

Constructeur français de camions.
Partenaire du Groupe européen Iveco.



MAG.

APRÈS SON ÉLECTION VENDREDI A LA MAIRIE DE PARIS

M. Chirac relancera très vite l'action du R.P.R. dans le pays

Le conseil de Paris dimanche 20 mars, l'ancien premier ministre doit devenir, vendredi 25, maire de la capitale. Son élection ne fait guère de doute puisque le groupe Union pour Paris, fort de cinquante conseillers élus sous ses couleurs, a enregistré l'adhésion de trois des quatre élus de la liste de M. Frédéric-Dupont dans le septième arrondissement et deux ou peut-être trois des six élus de la liste de M. de Bénouville du douzième arrondissement. Ainsi, le groupe de M. Chirac peut assurer à son premier tour de scrutin. Les conseillers centristes, qui reconstruiront le groupe "Liberté" de Paris, avec huit membres, devraient, eux aussi, apporter leurs voix à M. Chirac alors que les élus républicains indépendants songent à constituer, eux aussi, un groupe autonome fort de cinq membres.

L'Esting gauche depuis 1919

M. Chirac, depuis la fondation du R.P.R. le 5 décembre et surtout depuis l'annonce de sa candidature à la mairie de Paris le 19 janvier, n'a guère eu de temps à consacrer à l'animation de son mouvement. Les militants du R.P.R. absorbés eux-mêmes par la campagne municipale n'ont pas toujours reçu l'impulsion de la direction nationale qu'ils espèrent. M. Chirac a décidé de reprendre les choses en main, tout en maintenant M. Jérôme Monod à ses responsabilités de secrétaire

M. Jacques Chirac va désormais développer son action politique sur trois plans parallèles, mais complémentaires.

Un de ses premiers gestes de caractère politique consistera — ainsi qu'il l'a promis durant sa campagne électorale — à inviter les candidats qui conduisent les listes écologistes afin de mettre au point avec eux un programme minimum d'action écologique et de leur demander de désigner leurs représentants dans les commissions d'arrondissements.

Celles-ci seront ensuite mises en place. Elles se composent, par tiers égaux, des conseillers de l'arrondissement, d'officiers ministériels nommés et de représentants d'associations. Elles seront installées par M. Chirac dans chacune des vingt mairies de la capitale qui deviendront des « annexes » de l'Hôtel de Ville. Le maire de Paris se rendra dans chaque arrondissement pour procéder à cette cérémonie, relayant l'itinéraire qu'il a plusieurs fois parcouru comme candidat.

M. Chirac, qui veut développer une politique systématique de concertation, envisage de créer des structures originales au niveau des quartiers, des arrondissements et de la ville pour recueillir les avis des administrés dans les diverses formes d'activités relevant de la culture, des sports, de l'urbanisme, de la circulation, des loisirs, des relations avec les services publics, etc.

M. Couve de Murville « ambassadeur extraordinaire »

Pour mieux souligner l'exclusivité de ses préoccupations parisiennes et nationales, M. Chirac a décidé — pour un temps — de ne pas honorer les nombreuses invitations à se rendre à l'étranger qu'il a déjà reçues. Il a demandé à M. Maurice Couve de Murville, élu du septième arrondissement, d'être son délégué pour la représentation de Paris hors des frontières. L'ancien ministre des affaires étrangères du général de Gaulle — qui est aussi président de la commission des affaires étrangères de l'Assemblée nationale — deviendra ainsi, en quelque sorte, un « ambassadeur extraordinaire » de la capitale.

Combattre seul

Alore qu'à l'Élysée et parmi les républicains indépendants on affirme, sous forme de boutade, que « le R.P.R. ce n'est plus que le F.U.D.R. moins les gauchistes », M. Chirac veut démontrer que « le R.P.R. c'est le F.U.D.R. avec les gauchistes plus d'autres encore ». La preuve qu'il en avait été apportée le 5 décembre doit désormais être de nouveau administrée. Résolu à relancer avec vigueur et rapidité son mouvement, M. Chirac est convaincu que c'est par le nombre et la diversité de ses adhérents que le R.P.R. se débarrassera de l'image de « droite » que ses adversaires comme ses alliés de la majorité veulent lui imprimer.

Si l'on estime au R.P.R. qu'une action intense, résolue et imaginative peut permettre de retrouver une portion de l'électorat qui s'est laissé aller à voter pour l'opposition, on pense aussi qu'une frange d'électeurs centristes et abandonnés à la majorité par déception. On se dit donc tout prêt à soutenir, voire à encourager, la reconstitution d'un centre contestataire, dont les chefs ne se compromettent pas avec le pouvoir et dans lequel toutes les majorités menacées voient l'appui salvateur. Déjà, des contacts sont établis à cet effet, utilisant le rancœur que certains centristes et radicaux éprouveraient à l'égard de leurs ministres rendus responsables du mauvais résultat des municipales.

Pour conduire cette triple action pendant l'année qui vient, M. Chirac devra donc, de surcroît, bénéficier d'un bon équilibre total.

ANDRÉ PASSERON.

Réactiver le R.P.R.

général. Lorsque ses fonctions de maire seront rodées, le président du R.P.R. s'efforcera de commencer ses journées en passant une heure ou deux au siège du mouvement, afin d'y donner ses instructions et d'y recevoir les responsables avant de regagner son bureau de l'Hôtel de Ville.

Il effectuera aussi des déplacements nombreux, mais rapides, en province afin de mobiliser les militants et surtout d'y régler les problèmes qui en sont créés. Dans

Le problème de l'originalité du R.P.R. dans la majorité sera notamment examiné au conseil politique puis, dimanche 27, au comité central. Les dirigeants du mouvement seront appelés à approuver le plan d'action préparé par M. Chirac et, surtout, en mise en œuvre immédiate. Les responsables du R.P.R. sont convaincus que le résultat des élections municipales a été moins néfaste à ceux qui se sont battus sous leurs propres couleurs qu'à ceux qui, fondus dans la coalition

M. Jobert : l'espoir de M. Chirac c'est de faire partir M. Giscard d'Estaing

Interviewé après le second tour des élections municipales par la télévision canadienne, M. Michel Jobert, président du Mouvement des démocrates, a notamment déclaré : « Pour la majorité, le terrain est désormais pourri parce que c'est un terrain électoral (...) Les esprits sont à ce point aiguisés maintenant qu'ils ne désarmeront pas (...) Il reste un an au gouvernement pour faire une autre politique et pour prouver qu'il fait la bonne politique; à mon sens, c'est un délai insuffisant pour qu'il puisse réussir (...) Je crois que les difficultés qui se sont créées à l'intérieur de la droite, désormais minoritaire, vont conduire M. Chirac d'une part, le président de la République d'autre part, à affirmer encore les termes de leurs contestations. Dans ces conditions, je crois que le gouvernement, s'il le peut, ne sera amené à précipiter sa démarche électorale. »

des candidats partout où nous le pourrions aux prochaines législatives, quelles soient anticipées ou non. »

Interrogé sur l'avenir de M. Jacques Chirac, l'ancien ministre des affaires étrangères a répondu : « Il va dans le sens de son espoir et son espoir, pour l'instant — si j'ai bien compris — c'est de faire partir M. Giscard d'Estaing... Tout cela dans la chaude solidarité de la droite. A partir de cette constatation, vous pouvez tirer toutes les extrapolations possibles. »

CORRESPONDANCE

M. Jacques Chirac et Léon Blum

M. Robert Verdier, ancien député S.F.I.O., président de la Société des amis de Léon Blum, nous écrit :

Au cours de la campagne pour les élections municipales, le président du R.P.R. a affirmé à plusieurs reprises que le parti socialiste a renié son passé, qu'il a cessé d'être le parti de Léon Blum. « Erreur historique », dit M. Jacques Chirac : le parti socialiste est devenu un parti marxiste et révolutionnaire, il a signé un pacte avec le parti communiste et, de ce fait, il menace les libertés démocratiques.

M. Jacques Chirac n'est pas ignorant de notre histoire politique au point de croire un seul instant ce qu'il affirme avec son habitude assurance. Il sait bien que l'union de la gauche a existé du vivant de Léon Blum. Elle portait certes un autre nom : c'était le Rassemblement populaire; mais elle unissait déjà les mêmes partenaires qu'aujourd'hui, communistes, socialistes, radicaux.

vient de paraître

APRÈS DEMAIN : L'AUDIO-VISUEL.

Revue 2000 n° 38 12 F

ABONNEZ-VOUS A ANTENNES

Revue d'information, de réflexion et de référence dans les divers secteurs des communications, sociales ou humaines, mais bien que techniques : radio, télévision, presse, information etc.

Abonnement (6 n° par an) . 40 F

maisons de presses, librairies et LA

DOCUMENTATION FRANÇAISE

31 quai Voltaire 75340 Paris-Cedex 07

Ancien préfet de Paris
M. TAUBELLE
ST ADJONTE CONSEILLER D'ETAT
EN SERVICE EXTRAORDINAIRE

UN NOUVEAU VOLVARIG: PARIS/BELEM/MANAUS!

L'Amazonie se rapproche!



PARIS

La plus grande réserve de nature vierge du monde. Une forêt où l'on compte 400 espèces d'arbres, 1.500 espèces de poissons, etc. Varig conseille trois étapes : Santarém au cœur de la forêt et enfin Manaus, l'avant-garde permet ce circuit. Le Brésil du Sud, celui des plages, des voyages d'affaires, des nombreux tours de Paris.

VOLVARIG

Volvarig, 6 avenue Gustave-V

POLITIQUE

Libres opinions

Le consommateur et le citoyen.

par ROBERT LEDUC (*)

LES lampes de la grande kermesse électorale viennent de s'éteindre et les citoyens vont pouvoir se remettre de la formidable pression de propagande qui, de tous bords, s'est abattue sur eux pendant plusieurs semaines, puisant toutes les ressources des médias.

Faudrait-il en faire le bilan qu'il paraît intéressant de se demander quel effet ce bombardement intensif a pu avoir sur l'opinion et surtout dans quelle mesure il est parvenu à éclairer l'électeur et à lui fournir les éléments d'un choix clair et raisonné.

Après tant de sondages et abusivement exploités, il ne serait peut-être pas superflu d'en conduire un dernier pour vérifier la proportion des citoyens qui connaissent les conditions et le sens du scrutin auquel ils viennent de participer et d'assurer de ce qu'ils savent du contenu des programmes de gestion municipale qui leur ont été si sommairement exposés. Beau sujet de réflexion pour ceux qui se disent les spécialistes du marketing politique.

En effet, presque partout, les campagnes électorales se sont réduites à des polémiques, à des attaques plus ou moins directes et à des coups bas. L'information la plus élémentaire a été le pas à la persuasion la plus pressante. Mais quel est insensiblement la violence et la déloyauté d'un battage publicitaire qui laisse tant loin derrière lui les excès de certaines publicités commerciales ?

On tremble en se demandant quel aurait été le sort de bien des auteurs de ces manifestes s'ils avaient été justiciables de la rigueur des contrôles et des contraintes qui entourent les messages publicitaires.

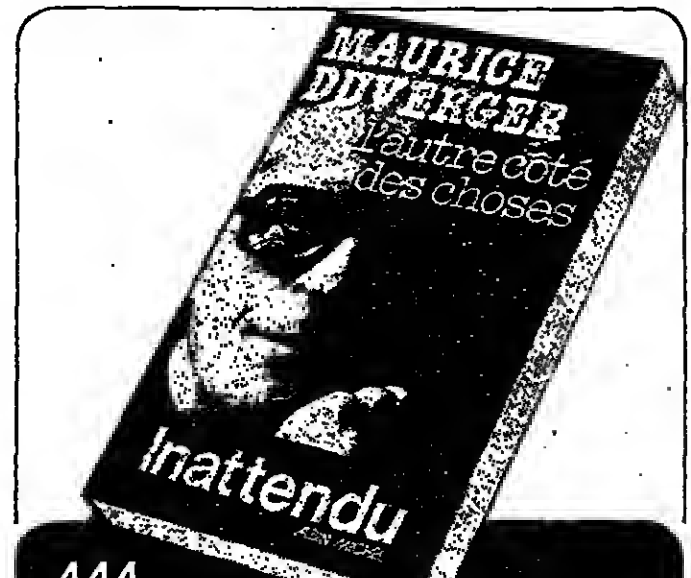
Combien se seraient retrouvés sur les bancs de la correctionnelle et on leur aurait appliqué le fameux article 44 de la loi Royer qui punit « toute publicité comportant (même de bonne foi), sous quelque forme que ce soit, des dénégations, indications ou présentations fausses ou de nature à induire en erreur » lorsqu'elles portent sur la nature, la composition, la teneur en principes utiles, l'origine et les résultats qui peuvent être attendus du produit ?

Mais notre société est ainsi faite que l'on estime aujourd'hui que le consommateur est plus vulnérable que le citoyen et que, en définitive, il est plus grave de se tromper sur une lessive que sur un représentant du peuple.

(*) Vice-président de l'Adf France. Auteur de l'ouvrage *Le Pouvoir publicitaire*.

LES ESTIMATIONS DE LA SOFRES

M. Jérôme Jaffré, directeur des études politiques de la SOFRES, nous écrit, documents à l'appui, que les estimations annoncées entre 20 h. 30 et 21 h. 30 à TF 1-Radio-France ont correspondu aux résultats effectifs à Paris, notamment dans le X^e arrondissement (majorité : 51,4 % contre 48,6 %). Les estimations ont également été exactes, dès 20 heures, dans plusieurs grandes villes : Toulouse, Toulon, Lille, Nancy et Rennes,



AM

"La livre courageux sensible et tendre qui se lit comme du bon pain."

LE ROY LADURIE - Le Monde

"Ce livre dit tranquillement de grandes vérités."

ARMAND LANOUA - Le Figaro

"Un des hommes qui nous auront aidé depuis trente ans à nous sentir un peu moins bête. S'exprime librement."

JEAN LACOUTURE

Le Nouvel Observateur

ALBIN MICHEL

ALFETTA

VOTRE CONCESSIONNAIRE ALFA ROMEO EST DANS LE SECRET.

6 rue Duplex 75015 Paris
Tél. 566 09.09
ESSAIS ET VENTES du lundi au samedi soir sans interruption.

LA F.R.P. : une force d'opposition gauchiste à sa place.

La fédération des républicains de progrès (gauchistes d'opposition), que préside M. Jean Chabonnel, ancien ministre, se félicite du résultat des élections municipales. Elle relève « le résultat remarquable obtenu, pour sa première élection, par son président Jean Chabonnel, l'élection de Pierre Dabizès à Paris, ainsi que les victoires acquises dans plusieurs villes de plus de trente mille habitants, notamment à Marseille, Montpellier, Rennes, Bourges, Albi-Mont, Contre, Nîmes, Grand-Angoulême, Châtillon-sous-Bagneux... »

« Dans les communes de moins de trente mille habitants, ajoute-t-elle, les élus de la F.R.P. sont également nombreux, puisqu'ils ont en moyenne plus de quatre cents. La fédération a aussi retenu les résultats obtenus par ses amis de l'U.F.P. et du Mouvement des démocrates et la fermeté de leur électorat à Saint-Nicolas, à Nîmes, au Mans, dans la capitale. Au bout du compte, ce scrutin administré la preuve qu'il y a aujourd'hui place pour une force d'opposition gauchiste située aux côtés des partis de gauche mais gardant son indépendance et sa personnalité. »

« Deux associations de rattachées, l'Union des comités de défense et l'Association des fils de rattachés et leurs amis, que président respectivement MM. Guy Furey et Jacques Roseau, « enregistrent avec satisfaction les résultats obtenus dans les villes de la France où l'électorat rattaché vient de faire la démonstration d'une prise de conscience politique permettant la victoire de l'opposition. »

Ces associations « rappellent solennellement au gouvernement que ce premier coup de semence ne doit pas être l'unique et irrévocable de la communauté rattachée à la majorité lors des trois prochaines législatures et le gouvernement continuera à refuser toujours à se désolidariser de républicains rattachés par l'élaboration et le vote d'une nouvelle et juste loi de répartition. »

PRÉCISIONS ET MISES AU POINT

GUINGAMP (Côtes-du-Nord). — La liste d'union de la gauche, qui a remporté 17 sièges sur 22, était conduite par M. Létour, conseiller général communiste, et non par M. Briand, P.S., comme nous l'avions indiqué par erreur.

LIMOGES (Haute-Vienne). — Mme Celler, qui conduisait la liste P.S.U.-écologiste, nous indique que cette liste comportait également des représentants d'organisations syndicales et du mouvement ouvrier.

MAISON-LAFFITTE (Yvelines). — La liste d'union de la gauche conduite par Mme Engstrand était composée de socialistes, de communistes et d'un représentant du Front progressiste, M. Pierre Fremont.

MEULAN (Yvelines). — Mme Brigitte Gira, radicale, sénateur non-inscrit, nous sortant réçu, nous prie d'indiquer que ses vingt-deux collègues se réclamaient uniquement de l'action locale. Rappelons que la composition politique du nouveau conseil municipal est la suivante : 9 action locale, 8 divers majorité, 5 réformateurs.

SAINT-GRATIEN (Val-d'Oise). — Le nouveau conseil municipal comprend 12 P.S. et 10 P.C. (et non 15 P.S. et 10 P.C. et 2 radicaux de gauche, comme nous l'avions indiqué dans le Monde du 23 mars).

« La Fédération des anciens combattants et engagés volontaires juifs dans l'armée française », a été créée par le communiqué dans le Monde du 23 mars, émanant d'un certain Comité d'action et animé par un certain M. Hajdenberg, totalement inconnu dans les milieux juifs de France, élève d'une protestation rigoureuse.

64, rue La Fayette, Paris-9.

M. JEAN-PIERRE COT (P.S.) : les États-Unis ne feront rien pour empêcher une victoire de la gauche.

M. Jean-Pierre Cot, député socialiste de la Sarthe, qui était rendu à Washington en janvier dernier pour rencontrer les nouveaux dirigeants américains, a déclaré, mercredi 23 mars, dans une interview au Dauphiné libéré :

« J'ai eu de longues conversations avec le vice-président Walter Mondale et avec le secrétaire d'État aux affaires étrangères Cyrus Vance. Lorsque j'ai demandé à ce dernier si la venue de la gauche au pouvoir en France poserait un problème à son gouvernement, il m'a répondu : « Non, cela n'en pose aucun. Nous espérons simplement renforcer nos relations avec la France. »

« Une telle déclaration ne signifie pas que les États-Unis souhaitent notre arrivée au pouvoir, mais simplement qu'ils ne feront rien pour l'empêcher. C'est en cela qu'ils tranchent sur les précédentes positions prises par M. Kissinger et par le général Harkins, sous l'administration Ford. Les Américains sont réalistes : souhaitant avoir avec la France les relations les meilleures, ou les moins mauvaises, ils expriment leur intention de respecter le principe de la souveraineté intérieure des États. »

(Cette position du gouvernement américain a été exprimée également sur P.C.F. par deux diplomates de l'ambassade des États-Unis à Paris, qui ont été reçus par M. Jean Karpis, membre du bureau politique.)

« Le Congrès national du parti socialiste se tiendra les 17, 18 et 19 juin à Nantes, ville conquise à l'occasion des élections municipales par une liste d'union de la gauche, conduite par un socialiste, M. Alain Chénard, conseiller général. »

M. FABRE : le Mouvement des radicaux de gauche n'est plus le parent pauvre du P.S.

Le bureau national du Mouvement des radicaux de gauche a dressé, mercredi 23 mars, le bilan de la situation municipale. Dans une déclaration publiée au terme de ses travaux, il affirme notamment : « Prés de dix mille conseillers municipaux radicaux de gauche ont été élus dans les villes de plus de trente mille habitants le M.R.G. a triplé le nombre de ses élus (314 élus contre 110 précédemment). »

« La qualification du M.R.G. aux listes d'union a été décisive dans le succès de la gauche, notamment dans les grandes villes, dont Montpellier, Saint-Benoît, Beaune, Criel, Villeurbanne, Angers. »

M. Robert Fabre, président du M.R.G., a ajouté que, fort de ces résultats, le Mouvement peut aborder dans de bonnes conditions la préparation des élections législatives dans le cadre de l'U.G.S.D. (Union de la gauche socialiste et démocrate). Aussi va-t-il prendre contact avec le parti socialiste pour tenter d'obtenir un nombre satisfaisant d'investitures dès le premier tour pour les candidats radicaux de gauche.

M. Fabre a rappelé que si son Mouvement ne dénie pas deux milliers de plus de trente mille habitants, La Rochelle et Bastia, cela ne doit pas masquer le fait que, dans de nombreuses villes importantes, des radicaux de gauche occupent des postes d'adjoint au maire. Nous ne sommes plus le parent pauvre du parti socialiste », a noté M. Fabre.

Vingt-six députés, maires de leur commune ont été battus les 13 et 20 mars

Sur les quatre cent soixante-trois députés de la métropole, deux cent quarante-neuf étaient maires de leur commune avant le 13 mars. A l'issue des deux tours des élections municipales, vingt-neuf ont été personnellement battus parmi ceux qui se représentaient :

Seize députés R.P.R. : MM. Mario Bérard, à Hyères (Var) ; Jacques Bérard, à Orange (Vaucluse) ; Pierre Billodeau, à Gravelle (Vaucluse) ; Robert Besson, à Lisieux (Calvados) ; Michel Boscher, à Evry (Seine-et-Marne) ; Georges Delaire, à Courmayeur (Haute-Savoie) ; Jean Favre, à Langres (Haute-Marne) ; Bertrand Flornoy, à Coulommiers (Seine-et-Marne) ; Maurice Hirsch, à Chauxvillain (Haute-Savoie) ; Henri Lacagne, à Creusot (Saône-et-Loire) ; Jacques Lamoignon, à Castres (Tarn) ; Pierre Montredon, à Saint-Affrique (Aveyron) ; Jean-Paul Mourou, à Blaise (Indre) ; Pierre Régis, au Pecq (Yvelines) ; Roger Ribaut, à Domus, à Valenciennes (Nord) ; et Raymond Valentin, à Gagny (Seine-Saint-Denis).

Cinq députés républicains indépendants : MM. André Beaujeu, à Verdun (Meuse) ; Raymond Boledé, à Bourges (Cher) ; Pierre Bourson, à Carrières-sur-Seine (Yvelines) ; Paul Caillaud, à La Roche-sur-Yon (Vendée), et René Feit, à Lons-le-Saulnier (Jura).

Trois députés réformateurs : MM. Paul Barberot, à Bourg-en-Bresse (Ain) ; Pierre Damaris, à Dax (Landes) ; et Étienne Gagnaire, à Villeurbanne (Rhône).

Deux députés non inscrits : MM. Maurice Bruu, à Montluçon (Allier), et Robert Drapier, à Longuyon (Meurthe-et-Moselle). Certains députés, bien que per-

sonnellement battus, restent les listes qu'ils conduisaient conservent la majorité au sein du conseil municipal. Tel est le cas de MM. Pierre Montredon (R.P.R.) à Saint-Affrique (Aveyron), Robert Besson (R.P.R.) à Lisieux (Calvados) et Pierre Régis (R.P.R.) au Pecq (Yvelines).

En revanche, d'autres députés, maires sortants, bien que personnellement réélus, voient les listes qu'ils conduisaient perdre la majorité au conseil municipal. Tel est le cas, par exemple, de M. Edgar Pature (ex-R.P.R.), président de l'Assemblée nationale, mis en minorité à Fontenay (Doubs) et de M. Gilman (C.D.S.) à Guingamp (Côtes-du-Nord).

MAIRES ÉLUS OU RÉÉLUS

BERGERAC (Dordogne). — M. Manet, P.S., est réélu.
 BOULAZAC (Dordogne). — M. Lucien Durand, député, P.C., est réélu.
 COULOUNETIX - CHAMBERS (Dordogne). — M. Sigalas, P.C., a été réélu.
 MONTREUIL (Seine-Saint-Denis). — M. Marcel Dufrique, P.C., est réélu.
 PERIGUEUX (Dordogne). — M. Yves Guéna, ancien ministre, député, délégué politique du R.P.R., est réélu.
 SAINT-CLOUD (Hauts-de-Seine). — M. Jean-Pierre Fournier, ministre de l'équipement, R.I., est réélu.
 TERNY-EN-BRETAGNE (Dordogne). — M. Lamarque, P.S., est élu.
 VIARMES (Val-d'Oise). — M. Pierre Salvi, président du conseil général, Centre démocrate, est réélu.

« La Nouvelle droite française (mouvement d'extrême droite qui se réclame du monarchisme libéral) vient de réunir ses délégués régionaux à Paris. M. Michel-Georges Michébert a été élu directeur du bureau politique pour deux ans. Il a déclaré à cette occasion : « La démocratie traditionnelle telle qu'elle se pratique en France est une érotique de la rue, 7 à 8 % des électeurs ont une connaissance honnête de la vie politique et sont à même de voter librement. Pour le reste, les conclusions et l'indépendance culturelle sont vertigineuses. Les sondages le prouvent. On ne construit pas une nation sur l'émotion réactionnelle des membres qui la composent, mais sur la raison de ceux qui en sont pourvus. (...) Je rajoute avec vigueur notre position non violente. Les marxistes ont notre mépris. Nous réalisons la culture de la force, tous ceux qui imposent leurs idées par la force, le fer et la sang, ou qui maintiennent leur autorité par la force armée ou policière. »

* N.D.P., 68, r. Nollet, 75017 Paris.

ARMÉE

CONDAMNATIONS POUR RENVOIS DE LIVRETS MILITAIRES

Le tribunal de grande instance de Saint-Nazaire a condamné, mardi 22 mars, M. Henri Le Cadre à 500 F d'amende et à trois ans de suspension des droits civiques, pour avoir renvoyé son livret militaire.

Le prévenu avait agi ainsi, en même temps que trois autres personnes qui n'ont pas été poursuivies, afin de protester contre l'extension du camp du Larzac. Après cette condamnation, six militants ont remis leur livret militaire au président du tribunal.

Les renvois de livrets militaires se sont multipliés ces derniers temps. Le tribunal correctionnel de Dijon avait à juger trois cas de ce genre, le mercredi 23 mars (jugements le 14 avril), tandis que celui de Nantes verrait comparaitre quatre inculpés pour ce motif le 30 mars.

Au cours du mois de février, un instituteur de la Manche, M. Serge Levluyer, a été condamné à 500 F d'amende par le tribunal de Cherbourg. La même peine avait été prononcée à Marseille à l'encontre de M. Michel Lohre, militant de la C.F.D.T. et membre du mouvement Alternatif non violent. Quant à M. Pierre Dané, comparaisant au Havre, il avait subi la plus lourde condamnation, contre laquelle il a fait appel : trois mois d'emprisonnement et cinq ans de privation des droits civiques.

« Un observateur se conscience, M. Bernard Simon, a été condamné à un mois de prison avec sursis par le tribunal de grande instance de Montauban pour n'avoir pas rejoint son lieu d'affectation à l'Office national des eaux et forêts.

CHARLIE HEBDO

Partout. Tous les jours. 4F50

هكاهم النفل

POLITIQUE

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni le mercredi 23 mars 1977, sous la présidence du président de la République. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

LE BUDGET DE 1977.

Le conseil des ministres a adopté le projet de loi de finances rectificative pour 1977 qui constitue l'un des instruments de la politique budgétaire définie par le gouvernement pour les années 1977 et 1978, lors du conseil du 23 février dernier.

Le projet ne constitue pas un collectif de caractère traditionnel, mais une opération de mise à jour et de constatation : il a pour objet d'ajuster le budget à la situation budgétaire, en certains domaines, qui s'avèrent nettement insuffisamment couverts par les dépenses effectivement constatées au 31 décembre 1976.

Le projet de loi de finances rectificative pour 1977 fait ainsi apparaître un déficit prévisionnel d'exécution pour 1977 de 18 milliards de francs, correspondant à un total de charges de 19 925 milliards de francs, à des recettes totales de 17 925 milliards de francs et à des ressources supplémentaires de 2 000 milliards de francs.

Les ouvertures proposées portant sur des crédits de la dette publique (3 550 milliards de francs), les rémunérations et charges sociales des fonctionnaires, notamment de l'éducation et des collectivités (2 800 milliards de francs), les interventions sociales concernant les anciens combattants (1 800 milliards de francs), le Fonds national d'aide au logement (540 milliards de francs), des subventions destinées à divers régimes de sécurité sociale (2 800 milliards de francs) et des dépenses diverses (330 milliards de francs).

En outre, les entreprises publiques bénéficient de 5 977 milliards de francs pour compenser sur le plan budgétaire la politique de modernisation des tarifs, adoptée par le gouvernement, et seule compatible avec la politique de lutte contre l'inflation et pour tenir compte d'une dégradation de la situation financière de certaines d'entre elles, constatée à la fin de 1976.

Par ailleurs, le projet propose d'ouvrir 600 millions de francs pour financer les mesures prises en janvier 1977. Le coût de cette mesure, qui constitue la seule action nouvelle du projet, est compensé par 624 millions de francs d'économies réalisées par les administrations au titre de la baisse du taux normal de T.V.A. intervenue le 1^{er} janvier 1977.

LES GARANTIES NOUVELLES POUR LES CONTRIBUABLES.

Le conseil des ministres a adopté un projet de loi, accordant des garanties de procédures aux contribuables en matière fiscale et douanière. Ce projet, qui constitue une nouvelle distinction des pouvoirs respectifs du juge et de l'administration en cas de poursuites judiciaires en matière fiscale et douanière, et, d'autre part, une amélioration des procédures administratives par la création d'un comité du contentieux fiscal, demande et des changes.

L'administration ne pourra désormais poursuivre devant le tribunal correctionnel les délits en matière d'impôts directs, de taxes sur le chiffre d'affaires et de droits d'enregistrement que sur l'avis conforme d'une commission composée de conseillers d'Etat, de conseillers à la Cour de cassation, de conseillers à la Cour des comptes ainsi que de membres de l'inspection générale des finances. Cette commission se prononcera non seulement sur les affaires qui lui seront soumises par l'administration, mais également sur celles dont elle se saisira elle-même.

Le ministre de l'économie et des finances sera lié par les avis et les propositions de la commission.

En matière de contributions indirectes et de douanes, les pénalités de retard seront établies pour chaque type d'infraction seront proportionnelles à la gravité des infractions et à la gravité des infractions. En outre, le juge pourra tenir compte des circonstances atténuantes lorsqu'il s'agit de la poursuite de la fraude à l'heure actuelle.

L'administration ne pourra transiger avant la prononciation du jugement définitif qu'après l'avis préalable des autorités judiciaires. L'interdiction provisoire d'exercer une profession industrielle, commerciale ou artisanale, ainsi que le retrait de permis de conduire ne pourront plus être décidés à titre préventif par l'administration. Seuls les tribunaux judiciaires pourront les prononcer à titre de peines complémentaires.

Afin d'apporter toute garantie d'impartialité dans les procédures administratives, le gouvernement instituera un comité de conciliation fiscale, douanière, et des changes, chargé d'instaurer un dialogue entre les contribuables et l'administration, dans les limites de compétence des services extérieurs des impôts et des douanes.

Ce comité, composé de membres du Conseil d'Etat, de la Cour de cassation, de la Cour des comptes, et de l'inspection générale des finances, procédera à des enquêtes, pourra évoquer les dossiers de transaction et de remise en fait des infractions, notamment en vue d'éviter les disparités dans les décisions prises. Il élaborera un rapport annuel et sera consulté par le ministre sur toute question relative à sa composition.

Le conseil a également décidé de procéder à une clarification et à une amélioration de la présentation des textes relatifs aux procédures

judiciaires pour les impôts, ainsi qu'aux garanties et voies de recours des contribuables. Cette clarification sera préparée par l'administration sous la conduite d'une commission d'experts, présidée par un conseiller d'Etat qui soumettra ses conclusions au gouvernement avant le 15 décembre. Elle sera alors l'objet d'un projet de loi.

Le président de la République a déclaré à ce sujet :

« Cette réforme est l'aboutissement d'une évolution et sonne les efforts accomplis par les administrations fiscales, au cours des dernières années, pour éliminer la fraude fiscale comme phénomène social. Elle a en effet comme premier objet de faire connaître exactement aux contribuables leurs droits et les voies de recours qui leur sont offerts.

« Elle vise ensuite à assurer aux justiciables le maximum de garanties, notamment en confiant au juge les attributions qui lui reviennent normalement, et constitue à cet égard une sorte d'habeas corpus fiscal.

« La justice fiscale n'est pas seulement une affaire de textes ; elle dépend de la manière dont ceux-ci sont appliqués. La réconciliation des Français avec leur fiscalité suppose une clarification des droits et des devoirs respectifs du contribuable et de l'administration. Cette clarification et ces garanties nouvelles sont la contrepartie nécessaire du renforcement de la lutte contre la fraude fiscale. »

L'APPLICATION DES LOIS.

Le premier ministre a présenté une communication sur la publication des lois. Il s'est prononcé en faveur des décrets pris par les lois votées depuis le début de la présente législature, compte tenu de la dernière session, 30 % des décrets n'ont pas été publiés. Il reste encore quatre décrets à publier pour appliquer des lois votées en 1973. Bien que le gouvernement ait veillé, plus que par le passé, à accélérer la préparation des décrets et que la parution ait reconnu la réalité des efforts accomplis, les délais moyens de publication sont encore trop longs : après six mois, 30 % des décrets restent à prendre, 30 % après un an et 15 % après deux ans.

La publication des décrets, en effet, est l'un des éléments les plus complexes, soit dans l'articulation avec la réglementation de la Commission européenne, soit la consultation d'organismes divers ainsi que, dans la plupart des cas, l'accord de plusieurs départements ministériels.

Pour remédier à cette situation, le premier ministre a proposé que la liste et le calendrier des textes d'application soient arrêtés, avant la promulgation de la loi qui les prévoit. Le point de la publication de ces décrets sera fait deux fois par an. Il verra à ce que les administrations qui supportent la charge la plus lourde en matière d'élaboration de textes, en particulier certaines directions des ministères sociaux, soient dotées d'un personnel qualifié nécessaire pour préparer les décrets. Il a demandé, enfin, que les ministres étendent avec les organismes consultatifs relevant de leur compétence la suppression des consultations qui font double emploi et la création en leur sein de commissions permanentes susceptibles d'émettre un avis dans un délai bref.

Le premier ministre a conclu en demandant à tous les membres du gouvernement de participer activement à la préparation des décrets et à la consultation des organismes de la solidarité gouvernementale et comme un critère de l'efficacité de son action.

LA REORGANISATION DU MINISTRE DES FINANCES.

Dans la ligne définie par le texte du président de la République adressé le 1^{er} mars au premier ministre, le ministre délégué à l'économie et aux finances a présenté un projet de réorganisation de son ministère. Une direction générale pour les relations avec le public sera chargée d'animer et de coordonner l'action de tous les services du département en ce domaine, d'organiser l'accueil et la consultation des usagers. Un service de la législation fiscale, organisme de consultation, directement rattaché au ministre, sera chargé de concevoir et d'élaborer les textes de caractère législatif et réglementaire concernant la fiscalité, de préparer les instructions générales pour l'application de ces textes, et de conduire les relations et les négociations en matière fiscale. La Direction générale des impôts continuera à assurer l'administration de l'impôt et toutes les prévisions seront prises pour maintenir la coopération constante entre ces deux services, ainsi que la mobilité des agents.

L'AVENIR DU T.E.A.L.

Le secrétaire d'Etat chargé du ministère d'Etat, ministre de l'Industrie (D.T.O.M.), a rendu compte de l'avis intervenu samedi dernier avec les diverses formations politiques représentatives du Territoire français des Antilles et des Guyanes sur les principales étapes et les modalités de l'accession du Territoire à l'indépendance.

Le principe d'un renouvellement de la Chambre des députés, la même jour que la consultation sur l'indépendance, a été admis sur des bases qui ont recueilli un large accord. Un décret portant dissolution de la

Chambre des députés et une entente créant une circonscription électorale unique pour les Antilles-Guyane seront soumis à un prochain conseil des ministres. Les modalités retenues pour le renouvellement de la Chambre doivent permettre une représentation équitable des ethnies. Par ailleurs, la préparation du double scrutin prévu pour le 2 mai est engagée.

Si les résultats de la consultation du 2 mai sont favorables à l'indépendance, et dès leur proclamation, le projet de loi prévoyant celle-ci pour le 27 juin ainsi que des dispositions précises relatives à la nationalité sera déposé au premier tour. En ce qui concerne la coopération avec le futur Etat, les modalités des accords qui lui seront proposés dans les domaines économique, financier et militaire ont été également examinées avec les représentants du Territoire réunis à Paris.

LES ELECTIONS MUNICIPALES.

Le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, a fait une communication sur les élections municipales.

Les élections municipales ont fait apparaître, par rapport à celles de 1971, un net progrès des formations d'opposition qui, s'étant accrues au premier tour, l'ont emporté au second tour.

En nombre de voix, l'évolution constatée en 1976, lors des élections cantonales, se trouve ainsi confirmée. Mais il n'apparaît pas qu'elle ait été amplifiée.

En nombre de sièges, le système majoritaire a fortement accru les gains de l'opposition par rapport à sa progression en voix. Vingt-six villes de plus de trente mille habitants n'ont été acquises par l'opposition que par une marge inférieure à 3 % des suffrages.

Dans les villes de plus de trente mille habitants, qui sont celles où l'opposition a obtenu ses meilleurs résultats, elle a recueilli au premier tour 51,1 % des suffrages et au second tour 49,9 %.

L'examen des résultats de l'ensemble montre que si les élections municipales ont été favorables à la fois au parti socialiste et au parti communiste, ce dernier en est le principal bénéficiaire. Dans les villes de plus de trente mille habitants, par le biais de son alliance avec le parti communiste, la gauche communiste a obtenu dans vingt-cinq municipalités qui étaient jusqu'alors gérées soit par le parti socialiste, soit par une coalition socialo-centriste. Il participe désormais à la gestion de cent quarante-sept villes.

Dans ces villes, le nombre des conseillers municipaux communistes fait plus que doubler. Il dépasse celui des conseillers socialistes et atteint 29,4 % du total des sièges. D'un tour à l'autre, la progression en voix des listes d'opposition dans les villes de plus de trente mille habitants est de 42 %. Elle s'explique, d'une part, par le report de l'électorat des listes dites « Diverses gauches » (listes écologistes, mouvement des démocrates, etc.) sur les listes de l'union de la gauche au second tour. Elle s'explique, d'autre part, par le fait que, alors que le taux d'abstention national a légèrement augmenté au second tour, il a reculé en moyenne de cinq points dans les villes conquises par l'opposition.

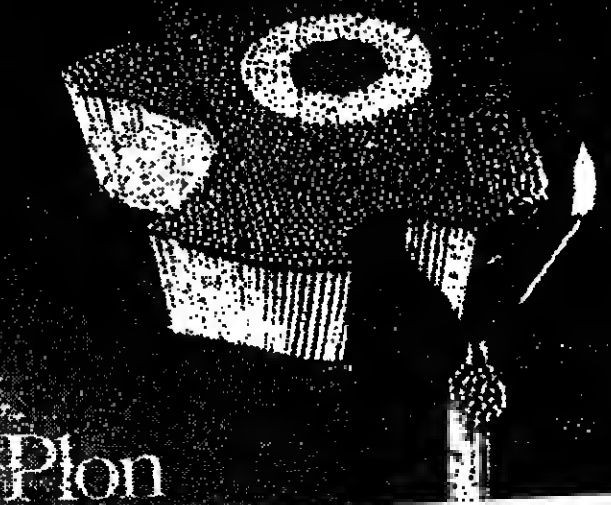
L'électorat tend à se mobiliser en sa faveur. Néanmoins, la participation a été beaucoup moins forte qu'elle ne l'est habituellement lors des élections législatives. Ne serait-ce que pour cette raison, toute extrapolation serait hasardeuse.

En ce qui concerne la majorité, elle a bien réalisé et même quelquefois dépassé sur l'opposition lors qu'elle constituait une majorité. La qualité de la tête de liste, une large union, comme à Toulouse, une grande ouverture, comme à Quimper ou à Narbonne.

A Paris, où il s'agissait pour la première fois d'établir un conseil municipal de droit commun, la majorité a emporté un net succès, avec 55 % de sièges au second tour et un total soixante-neuf sièges contre quarante à l'union de la gauche.

En termes de communication, le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur, évoquant le changement de statut de la capitale, a rendu hommage aux fonctionnaires parisiens et à ses collègues de toutes les villes de France, qui depuis plus d'un siècle et demi, ont assumé avec compétence et dévouement la responsabilité de l'administration parisienne. (Libre p. 12.)

Alain Peyrefitte
LE MAL FRANÇAIS



Peyrefitte a bondi sur un piédestal avec vue imprenable sur l'avenir. Son irruption éclaire le panorama de notre littérature... Le premier de nos grands écrivains politiques... Le Tocqueville du siècle de l'atome... Comme tous les grands créateurs, il fait éclater les carcans des genres, pour en fonder un, à sa mesure.

Paul GUTH, La Voix du Nord

Hâtez-vous de prendre la tête de l'armée des lecteurs du Mal français, car j'ai la certitude que ce livre est promis à un succès qui devrait en toute justice éclipser celui de Quand la Chine... Ce livre est mieux qu'un discours, une grande action qui, peut-être, peut encore changer le cours du destin.

Pierre CHAUNU, Usine Nouvelle

Ces 525 pages vont faire couler des torrents d'encre... Le livre le plus important qui ait été écrit sur notre pays depuis la guerre.

Georges SUFFERT, Le Point

L'originalité du livre d'Alain Peyrefitte, ce qui en fait un témoignage capital, c'est la démonstration de l'impuissance de l'Etat, due à l'excès même de sa puissance.

Jean-François REVEL, L'Express

La culture historique de Peyrefitte est impressionnante... Des suggestions toujours stimulantes... Quelques révélations croustillantes... Les menues critiques n'épuisent ni ne diminuent les qualités substantielles de cette œuvre prestement écrite, parsemée de formules, vite lue.

Emmanuel LE ROY LADURIE, Le Nouvel Observateur

Ouvrez son ouvrage, vous ne l'abandonnerez pas que vous ne soyez parvenu à la dernière page... Quel esprit de synthèse, quel talent dans l'expression simple et limpide des choses graves! Quelle aisance à se mouvoir au travers de disciplines multiples! Cette vieille vertu de curiosité polyvalente héritée des Encyclopédistes.

Pierre-Luc SEGUILLON, Témoignage Chrétien

Très important ouvrage... Des exemples dont je gage qu'ils deviendront célèbres... Une approche globale, neuve et convaincante d'un problème qui se pose à tous les Français, quelles que soient leurs préférences politiques.

François GOGUEL, Le Monde

RIDEAUX VOILAGES
Marcel SELGER
Montre Artisan Tapis et
1, Impasse Druiot
Paris-12 628.35.30

ÉDITÉ PAR LA S.A.B.L. Le Monde.
Jacques Tresselt, directeur de la publication.
Jacques Sauvageot.

Imprimerie de la S.A.B.L. Le Monde.
5, rue de Valenciennes
PARIS-10

Reproduction interdite de tout article, sans accord avec l'administration.
Contenu positif des journaux et publications : 10 5127.

FORMATION DE FORMATEURS

Inscriptions à l'I.F.A.C.E.

L'Institut de Formation d'Animateurs-Conseillers d'Entreprises

Fondé en 1959, l'I.F.A.C.E. fait partie du Centre Parisien de Management de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris.

Est ouvert :

Aux titulaires d'un diplôme de 2^e cycle (sciences humaines, gestion, Grandes Ecoles, ...) ayant de préférence trois ans d'expérience et un bon niveau de culture.

Ces personnes, de formation scientifique ou littéraire, ayant déjà une expérience de vie professionnelle dans une organisation et souhaitant augmenter leur maîtrise de leur compétence, seront capables d'acquiescer un mode de vie modeste et un régime à la fois libéral et exigeant pendant deux ans.

Prépare aux fonctions de conseil et de formateur

Ces fonctions recouvrent des activités diverses, dans le domaine du Développement des Organisations. La démarche suit l'apprentissage à un modèle Recherche Action.

L'I.F.A.C.E. propose de nombreuses expériences (conseil en formation, en organisation, animateur-formateur, responsabilité de formation) au sein d'un cadre d'une entreprise ou d'une institution (administration, établissements publics, établissements d'enseignement...).

Propose un cycle de formation de deux ans

à temps plein

La pédagogie de l'I.F.A.C.E. comprend :

- un apport théorique, sous forme de séminaires ponctuels (sur l'échelle du cycle) ;
- des groupes de recherche permanents, avec des animateurs, sur les actions menées par les assistants, des groupes de travail ;
- de l'information, rendue possible par la pluridisciplinarité des assistants ;
- de l'autoformation, grâce aux moyens et aux aides pédagogiques ;
- la disposition des assistants.

L'I.F.A.C.E. délivre une attestation de fin d'études et favorise la stratégie de placement.

Conditions matérielles

Il n'y a pas de frais de scolarité. Après examen des dossiers, des bourses peuvent être accordées. Les dossiers d'inscription doivent être demandés à :

I.F.A.C.E.

108, boulevard Malesherbes - 75017 PARIS

Téléphone : 766-51-34, poste 460.
(Les inscriptions seront closes le 30 avril.)

Parce qu'une

LANGUE

ÉTRANGÈRE

s'apprend sur place

venez avec nous en

ANGLETERRE

ÉCOSSE

ÉTATS-UNIS

ALLEMAGNE

AUTRICHE-ESPAGNE

préparer la B.E.P.O. ou le R.A.C. dans une ambiance agréable.

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE

43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 526-63-49

pour une documentation complète et gratuite

NOM _____

ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échanges internationaux dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions.

EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais.

Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

experiment France

Pour un monde plus ouvert

(Association loi de 1901, membre de l'UNESCO) 89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 278-50-03

OUBLIEZ LE FRANÇAIS.



Pendant 2 semaines, vous dialoguez à 4 ou 5, selon la méthode Berlitz, 7 h 30 par jour avec des étrangers qui vous enseignent leur langue. Ou à mi-temps pendant 4 semaines. C'est simple et efficace. Demandez le calendrier des stages à l'Opéra : 742.13.39 - Nations : 346.12.65 - Panthéon : 633.98.77 - Puteaux : 772.18.16 - Boulogne : 609.15.10 - St-Germain-en-Laye : 973.75.00 Versailles : 950.03.70.

"STAGE INTENSIF" BERLITZ

Service traduction

ÉDUCATION

A Toulouse

Le tribunal administratif examine les recours des enseignants sanctionnés de l'université du Mirail

De notre correspondant régional

Toulouse. — Le tribunal administratif doit se prononcer, vendredi 25 mars, sur les recours déposés contre M. Claude Chablin, recteur de l'université du Mirail, et le secrétaire d'Etat aux universités par neuf enseignants de Toulouse-Le Mirail qui ont refusé de remplir le questionnaire sur les examens adressé par le recteur à la rentrée 1976. Devant ce refus, l'administration avait suspendu la validation des unités de valeur dans ces établissements et les enseignants sanctionnés, et ne leur a plus versé leur traitement depuis le 1^{er} novembre 1976, à l'exception des sommes dues pour les jours fériés, en application d'une circulaire de M. Chablin du 3 juin 1976.

Dans son mémoire, le secrétaire d'Etat déclare : « Le vœu des diplômés nationaux par l'autorité de tutelle n'est pas une intervention de pure forme. (...) En matière de diplômes nationaux, le contrôle de l'autorité de tutelle prend les formes suivantes : un contrôle au moment de la demande d'habilitation présentée par l'université ; un contrôle a posteriori sur la ou les déclarations de conseil de l'université fixant la réglementation des examens ; un contrôle a posteriori une fois les épreuves organisées, qui se traduit par le vœu en matière de la délivrance des diplômes nationaux. (...) Au moment de voter les diplômes

nationaux, le recteur, dont l'intervention a été votée par le législateur, doit s'assurer que les épreuves conduisent à des diplômés qui ont été légalement régulièrement et sérieusement organisés. »

Cette position a suscité une pétition d'enseignants de Toulouse. Ses signataires, qui ont rempli le questionnaire recteur de juin 1976 « en s'efforçant de toutes les réserves sur la validité du procédé (...) ne peuvent admettre cette extension progressive par le secrétaire d'Etat au principe de l'université d'un contrôle qui contrevient au principe de la souveraineté des jurys d'examen légalement constitués. »

D'autre part, cent cinquante enseignants d'une quinzaine d'universités ont signé un texte déclarant qu'ils ne répondraient pas à la validation des unités de valeur en suspens, ainsi que la levée des sanctions contre les enseignants qui ont refusé de remplir le questionnaire.

Le secrétaire d'Etat aux universités vient de préciser que le président de l'université du Mirail, ayant fourni au recteur, le 15 mars, les précisions demandées, celui-ci a validé les unités de valeur en suspens.

LEO PALACIO.

LES NOUVEAUX PROGRAMMES DE SIXIÈME ET DE CINQUIÈME SONT PUBLIÉS

Les programmes des classes de sixième et de cinquième des lycées sont publiés au Bulletin officiel du ministère de l'Éducation du jeudi 24 mars. Il s'agit de l'application de la réforme de l'enseignement en vigueur en 1975, à la rentrée prochaine. Les horaires correspondant à ces programmes ont été publiés le 18 mars (le Monde du 19 mars).

Ces programmes ont été discutés au conseil de l'enseignement général et technique en décembre dernier (le Monde du 15 décembre 1976). Ils sont conçus différemment selon les disciplines : en français, en sciences naturelles, et pour l'éducation artistique et un certain nombre de langues vivantes, ils s'inscrivent dans une démarche internationale des commissions sur lesquelles porte l'enseignement, mais les professeurs peuvent plus librement les répartir sur les deux années.

Un certain nombre de changements ont été apportés par rapport aux textes précédents en décembre. En français, on se contente d'énumérer les contenus, toutes les indications sur leur usage et les objectifs de l'enseignement ont disparu. En sciences naturelles, on met moins l'accent sur des thèmes de « longue durée » ; ceux-ci sont essentiellement à travers l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Âge. En sciences naturelles, enfin, on a ajouté un chapitre sur les sciences de la vie et de l'écologie.

D'autre part, on invite les enseignants à « une étude répétée des comportements » et des manifestations des fonctions corporelles de la vie, en leur laissant une « large liberté » de choix des exemples et des exercices.

Pour l'histoire, la géographie, l'économie et l'éducation civique (le terme de « sciences humaines » a disparu), on met moins l'accent sur des thèmes de « longue durée » ; ceux-ci sont essentiellement à travers l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Âge. En sciences naturelles, enfin, on a ajouté un chapitre sur les sciences de la vie et de l'écologie.

D'autre part, on invite les enseignants à « une étude répétée des comportements » et des manifestations des fonctions corporelles de la vie, en leur laissant une « large liberté » de choix des exemples et des exercices.

Un certain nombre de changements ont été apportés par rapport aux textes précédents en décembre. En français, on se contente d'énumérer les contenus, toutes les indications sur leur usage et les objectifs de l'enseignement ont disparu. En sciences naturelles, on met moins l'accent sur des thèmes de « longue durée » ; ceux-ci sont essentiellement à travers l'histoire de l'Antiquité et du Moyen Âge. En sciences naturelles, enfin, on a ajouté un chapitre sur les sciences de la vie et de l'écologie.

D'autre part, on invite les enseignants à « une étude répétée des comportements » et des manifestations des fonctions corporelles de la vie, en leur laissant une « large liberté » de choix des exemples et des exercices.

AÉRONAUTIQUE

LA SIGNATURE OFFICIELLE DU « MARCHÉ DU SIÈCLE » EN EUROPE SERAIT RETARDÉE

De notre correspondante

Copenhague. — Le ministre danois de l'Énergie, M. Ole Moeller, rencontre, ce jeudi 24 mars, à Bruxelles, ses homologues belge, néerlandais et norvégien afin d'examiner, une fois de plus, les conditions de réalisation du projet de marché du siècle en Europe. Les Danois de rechercher tous les prétextes pour se retirer de l'opération, mais le quotidien danois Politiken prétend, au contraire, que les conditions d'acceptation des Danois sont encore plus mauvaises que celles obtenues provisoirement par les Danois.

CAMILLE OLSEN.

On déclare à Copenhague qu'il est maintenant impossible que le contrat définitif du « marché du siècle » puisse être signé, comme prévu, le 1^{er} avril. Les Belges ont demandé, à la fin de la semaine dernière, que ce délai soit repoussé à la mi-mai ; mais il semble, dit-on dans les milieux danois, que les six mois au moins seront encore nécessaires pour mettre au point tous les détails techniques et financiers.

En effet, si 50 % du prix des appareils ne peuvent revenir aux pays acheteurs, comme l'avaient promis les États-Unis, sous forme de coproduction (ce qui paraît être le cas), il va falloir rechercher des compensations industrielles d'une autre nature, ce qui risque de prendre du temps. Les Norvégiens, de leur côté, ont ajourné le débat que le Parlement danois avait ces jours-ci

avant d'entériner le contrat. Apparemment, les Norvégiens seraient satisfaits, jusqu'à présent, de leurs résultats et leur presse accusait même les Danois de rechercher tous les prétextes pour se retirer de l'opération, mais le quotidien danois Politiken prétend, au contraire, que les conditions d'acceptation des Danois sont encore plus mauvaises que celles obtenues provisoirement par les Danois.

CAMILLE OLSEN.

On déclare à Copenhague qu'il est maintenant impossible que le contrat définitif du « marché du siècle » puisse être signé, comme prévu, le 1^{er} avril. Les Belges ont demandé, à la fin de la semaine dernière, que ce délai soit repoussé à la mi-mai ; mais il semble, dit-on dans les milieux danois, que les six mois au moins seront encore nécessaires pour mettre au point tous les détails techniques et financiers.

En effet, si 50 % du prix des appareils ne peuvent revenir aux pays acheteurs, comme l'avaient promis les États-Unis, sous forme de coproduction (ce qui paraît être le cas), il va falloir rechercher des compensations industrielles d'une autre nature, ce qui risque de prendre du temps. Les Norvégiens, de leur côté, ont ajourné le débat que le Parlement danois avait ces jours-ci

A l'occasion d'un mouvement de protestation contre la réforme des examens

Les assistantes sociales en formation s'interrogent sur leur futur métier

A l'appel d'une « coordination nationale », les élèves des écoles d'assistantes sociales et assistants sociaux étaient invités à manifester ce jeudi 24 mars à Paris. Une délégation devait être reçue dans l'après-midi au ministère de la Santé.

Le mouvement de protestation des futures assistantes sociales — les garçons sont encore rares dans les écoles — dure depuis plusieurs semaines. Il porte principalement sur l'organisation des examens de fin d'études, qu'un arrêté de M. Lemoine, secrétaire d'Etat à l'action sociale, a modifié le 10 janvier dernier, quatre mois avant les épreuves. Au-delà de cette revendication, de nombreux élèves mettent en cause la politique d'action sociale et la conception traditionnelle de leur métier.

Par rapport à d'autres jeunes de leur âge les élèves des écoles d'assistantes sociales qui forment les assistants sociaux — dont une douzaine dans la région parisienne — ont un privilège qu'ils admettent volontiers : « Nous n'avons pas de difficultés à trouver un emploi. Les sept mille élèves actuellement en formation seront, à l'issue de leur formation, pourvus d'un diplôme d'Etat et les employeurs s'en trouvent pas : entre les directions de l'action sanitaire et sociale qui emploient la majorité des assistants sociaux, les services sociaux des communes, des départements, des régions, des ministères, des entreprises, des associations, etc. »

Si ces élèves se sont mis en mouvement pour la première fois depuis 1963, c'est d'abord pour protester contre la modification des épreuves conduisant au diplôme d'Etat qui sanctionne leurs trois années d'études (dont la moitié est occupée par des stages non rémunérés et sur le terrain). En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de ces écoles — pour la plupart privées — ont manifesté de grande combativité. « Nous n'avons pas un passé de lutte », reconnaît un des leaders du mouvement social.

En décidant, à quatre mois de l'examen, que celui-ci comporterait désormais une épreuve écrite nationale portant sur la législation sociale, le secrétaire d'Etat n'imaginait sans doute pas le tollé qui s'en suivrait. Les élèves de

Sur France Culture

Chaque jour à 18 h 30 du 21 Mars au 2 Avril 1977
dans "La vie entre les lignes"

Daniel Boulanger

évoquera ses œuvres avec Patrice Galbeau

Mémoires de la ville
Vessies et lanternes
La barque amirale
Les Princes du quartier bas
Fouette cocher !
L'autre rive

GALLIMARD

EUROPE
revue littéraire

EFR

MONTESQUIEU

Pour présenter ce grand classique, EUROPE a réuni quelques-uns des meilleurs spécialistes français et étrangers. Leurs études, leurs vues nouvelles, ont su concilier le sérieux de l'analyse et l'agrément de la lecture.

Le philosophe de l'Esprit des Lois, défenseur de l'équilibre des pouvoirs, de l'indépendance de la justice, et donc de la liberté, est aussi l'émancipateur des Lettres persanes. La malice et l'esprit satirique qu'il met au service de son antiracisme, de son exigence de tolérance, sont d'une singulière actualité.

Aussi bien, ce numéro d'EUROPE ne se borne pas à l'examen d'une œuvre : il présente un portrait savoureux du bachelier. C'est dire que ce panorama n'intéresse pas seulement les candidats à l'agrégation, mais un très vaste public.

Ce numéro, Couverture en couleur ornée d'un portrait de Montesquieu

LES ÉDITEURS FRANÇAIS RÉUNIS
21, rue de Richelieu 75001 PARIS

25 F

Yves
BONNIEFOY
Rue Traversière
Le
Nuage rouge

Mercure de France

Un dossier qui ne vieillit pas

Une couverture jaune, des lettres noires, un titre sérieux : « Colloque sur la situation de la littérature, du livre et des écrivains ». La réalité de cette situation justifie à coup sûr cette présentation austère par les Editions sociales du débat qui fut organisé en 1975 par le Centre d'études et de recherches marxistes. On y retrouve non seulement les rapports d'orientation mais aussi les travaux préparatoires de ce colloque qui avait réuni deux cents participants, écrivains, critiques, éditeurs, libraires, diffuseurs, bibliothécaires, universitaires.

Au total, c'est un dossier de trois cent quatre-vingt-deux pages qui se trouve aujourd'hui offert pour 45 F, à tous ceux qui s'intéressent à la situation du livre, de l'édition et de l'écrivain en France. Et c'est un dossier qui — hélas ! — n'a pas ou bien peu vieilli, que ce soit en ce qui concerne la demande d'un statut social pour l'écrivain, les attitudes du public, la place du livre dans la vie par le commerce ou encore la place et la fonction de la littérature.

Le philosophe boîteux

« Au reste, ceux qui veulent supprimer ou mutiler le philosophe de nos collèges ne s'en déclarent pas les ennemis ; loin de là, ils veulent le servir. Ils assurent qu'après tout, si l'on retranchait le philosophe des collèges, elle n'y perdrait pas ; elle gagnerait, au contraire, à n'être enseignée que dans les facultés. » Il est difficile de s'éloigner davantage de la vérité en principe et en fait.

On croirait lire un texte récent, un débat actuel, une analyse de la situation présente. Et qui parle ? Victor Cousin, le 2 mai 1844, à la Chambre des pairs. Un collectif de jeunes enseignants a eu la bonne idée de rééditer ces discours consacrés à la « Défense de l'Université et de la philosophie », avec une présentation de Danielle Rancière (188 p., 21 F, Ed. Solin, 1, rue des Fossés-Saint-Jacques, 75005 Paris).

Ce volume est le premier d'une série, éditée par le groupe responsable de la revue *Le Docteur de la philosophie*. A paraître prochainement : le *Philosophe saisi par l'Etat*, une histoire de l'institution enseignante esquissée par Stéphane Donatier, Danielle Rancière et Patrick Verwer. Titre de cette bibliothèque intelligente : « Les émanations du philosophe boîteux ». Tout un programme...

La vie littéraire

Du nouveau sur la Cagonie

C'est du moins ce que nous promettrait pour le mois de mai les Editions France-Empire avec un livre de Christian Bernadac. Le directeur de l'information de TF 1 en a un avec ses livres et témoignages sur les camps nazis. Mais en achevant cette quête il a connu un prêtre déporté qui avait conservé le journal tenu par un ex-cagouillard tuillé en 1942. Journal qui doit être considéré comme le livre de bord de cette conspiration. Son auteur, Arlette Corre, ami d'enfance, devenu adjoint d'Eugène Deloncle, avait pour habitude de noter chaque jour dix à soixante feuillets sans marge. Il aurait ainsi rempli trente cahiers de tout cent cinquante pages. Christian Bernadac dispose de la partie 1938-1941, soit trois mille cinq cents pages. Il a fallu réduire, découper sans trahir. Le document devrait intéresser les historiens. Qui donc pose en principe qu'un conjuré n'écrit jamais ?

Un jury pas comme les autres

Il existe peu de prix littéraires visant à faire mieux connaître en France les écrivains étrangers. Il y a le prix du meilleur livre étranger, créé après la guerre et qui fait figure de prix Nobel français, le prix Médicis étranger, qui, depuis six ans, consacre des auteurs notables, et enfin, le prix Ségur, le dernier-né, prix de découverte. Créé en 1974 par notre collaboratrice Françoise Wagener, ce prix, d'un montant de 5 000 francs, décerné chaque année à la fin du printemps, a la particularité d'offrir un jury mixte. Il comprend, d'une part, des critiques (Hector Biancotti, M.C. de Brunhoff, Viviane Forrester, Ugné Karvélis, Pierre Kyria, Diane de Margerie, Raphaël Sorin et Françoise Wagener) et, d'autre part, quatre membres invités, tous écrivains étrangers, renouvelés tous les trois ans. A Jüdis Cortazar, Milan Kundera, Susan Sontag et Vassilios Vassilikos succèdent ainsi cette année Aljo Carpenter, Carlos Fuentes, Adolf Rudnicki et Jerzy Kosinski.

Tu gnosos, tu gnosos...

Les savoirs occultes sont un marché en pleine expansion. Dernière-née des publications du genre, *Gnosos* se veut une « revue universelle, européenne et régionaliste de synthèse entre le réel et le surnaturel ». Et son numéro 2 consacrera un article à un sujet d'un grand intérêt pratique : « Pourquoi l'ail conjure les vampires ? » (rescrit : 138 pp., 7 F. 3, rue Dufour-Dubergier, 33000 Bordeaux).

Bons pour la Pologne

Les éditions polonaises de Varsovie envisagent la publication dans le courant de 1977 d'une cinquantaine d'œuvres d'écrivains français, contemporains ou non. Ainsi figurent parmi les élus et par ordre alphabétique : Barbery d'Aureville, Hervé Bazin, Roger Caillols, Patrick Carvin, Blaise Cendrars, Denis Diderot, Théophile Gautier, Joseph Gribouze, André Malraux, Octave Mirbeau, Jean-Jacques Rousseau et Vercoeur.

Ils rejoindront Balzac, Camus, Hugo, Meurice, Saint-Exupéry, Simenon et Stendhal, qui, depuis la dernière guerre mondiale, sont les écrivains français les plus lus par les Polonais.

Une seule solution

la... vélorution !

Jean-Jacques Pauvert est l'éditeur des Amis de la Terre. Dans la collection qui porte leur nom, il vient de publier une brochure de quarante-huit pages intitulée : « Assez roulé comme ça et vendue 12 F ».

Il s'agit donc de rouler « autrement ». La brochure propose justement les « éléments pour un contre-projet au plan de circulation de Paris ». Les Amis de la Terre, qui ne manquent pas d'idées, se veulent également « tolérants » envers l'automobile. Car bien sûr, ils plaident pour le vélo, d'où vient la seule solution. Autrement dit, pour le « vélorution ». Un calembour sérieux.

Mœurs de stars

Un grand-penseur-parisien s'apprête à publier son prochain livre. Au programme de son « éditeur, pour le mois qui précède la parution de son ouvrage, figure un essai de deux jeunes auteurs — sur un thème voisin. Les textes sont bien sûr très différents, mais les livres, comme les sujets, sont très proches.

Que pensez-vous qu'il écrit ? Le grand-penseur-parisien a demandé que la sortie du volume fût concurrentiellement retardée, et placée un mois après le sien. Et sa volonté sera faite. Surtout ce le degré zéro de la dictature ?

Tel qu'on le parle

« Ecrivain professionnel accept. travaux de *roulter*, conseillerai *écrivain* *débouter*. » Cette petite annonce, parue dans le Monde daté du 18 mars, est un signe des temps. Il n'y a pas de sol : métiers, mais le mot « réécriture » n'existe-t-il pas en français ?

vient de paraître

Poésie
ALAIN BOSQUET : *Le Livre du daim et de la grâce*. — Un recueil dans la lignée du poète (Gallimard, 212 p., 55 F) auquel s'ajoutent, comme une surprise, des poèmes pour enfants *Le Choral applaudi*. (Editions ouvrières, 104 p., 22 F.)Roman français
IRENE MONEI : *Les Mers profondes*. — Le nouveau roman del'auteur de *Nature morte devant la fenêtre* (prix Femina 1966). A dix ans de distance, une situation sentimentale se éprouve avec un glissement : l'absence d'herbe la propriétaire d'aujourd'hui. (Mercure de France, 215 p., 45 F.)Pamphlet
H.E. KAMINSKI : *Celine en chemin brisé*. — Réédition d'un pamphlet de 1938 contre Celine. (Ed. Plasma, 58, rue des Moines, 75017 Paris, 129 p., 25 F.)Religion
BERNARD GUILLEY : *Les Catholiques français en danger*. — Six à huit millions de Français et de Françaises de plus de quinze ans voient chaque semaine à l'église, ou million jouent un rôle actif dans le catholicisme, cent soixante-dix mille F. consacrent. (Fayard, 410 p., 49 F.)

en bref

• UNE EXPOSITION CONSACRÉE A RAYMOND QUENEAU se tient jusqu'au 15 avril à la librairie Le Texte Intégral, 15, rue Beautreillis. Paris-6. Des peintures, des manuscrits, des éditions rares y sont présentées. Tous les visages de Raymond Queneau y sont évoqués : le poète, le romancier, le traducteur, le critique, le linguiste, le mathématicien, le parapsychiste, le surréaliste.

• LE PRIX MONDIAL ET LES BOURSES LITTÉRAIRES DE LA FONDATION CENDRARS seront attribués au mois de juin. Si le prix mondial couronne un auteur dont l'œuvre constitue déjà « un message d'humanité » et qui, de ce fait, n'a pas besoin de faire acte de candidature, il en va différemment pour les bourses. Les candidats ne doivent pas être âgés de plus de quarante-cinq ans. Ils doivent se faire connaître avant le 18 mai 1977 au secrétariat de la Fondation, 10, rue Alfrede-Bligny, 75005 Paris.

• STALINE N'A PAS PAÏT DE VICTIMES QUE PARMI SES OPPRESSÉS. Dimitris, Demos, sculpteur roumain d'origine macédonienne, avait reçu commande de la plus grande statue jamais érigée à la gloire de Staline. Après le XX^e Congrès D fut mis au ban, sa statue démolie et lui-même obligé de quitter le pays avec sa mère pour s'établir à Veszeged, où il édifie des monuments moins compromettants. Il raconte son aventure dans *La Source de Staline* (Editions J.-P. Delarge, 252 p., 35,50 F.).• ABDELJALIL TEMINI, jeune historien tunisien, lance une nouvelle revue trimesestrielle *« Revue d'histoire maghrébine »* (5, rue de Dr. Habib, Thémour, El-Kharidj, La-Goulette, Tunisie). La dernière livraison est consacrée à un hommage à Marcel Emerit, qui fut, de 1938 à 1962, professeur à Alger et qui a lutté contre les spéculations de l'histoire coloniale et a fait prévaloir le recours scientifique aux archives.

correspondance

« L'intellectuel contre l'Europe »

Nous avons reçu de M. André Reszler la lettre suivante :

« Le Monde des livres » du 18 février publie sur mon étude *L'intellectuel contre l'Europe* un article qui déforme radicalement mon propos. Ce contre-argument à ce qu'affirme M. Ben Jelloun, il ne s'agit pas d'un « procès en dénigrement » (de qui ?), mais d'une étude des sources historiques et culturelles de la mauvaise conscience occidentale. Des erreurs de citation et d'énumération défigurent les thèses que je soutiens :

1) M. Ben Jelloun me reproche de présenter Claude Lévi-Strauss comme l'héritier de l'anti-européisme des dix-septième et dix-huitième siècles. Il écrit : « L'ethnographie n'est-elle pas, se demande

Reszler, une tentative de rachat et un symbole d'expiation de l'Occident ? » Or, il s'agit ici d'une citation de Lévi-Strauss lui-même, non pas d'une interprétation erronée ou malveillante que j'aurais faite de sa pensée.

2) Je ne qualifie pas la vision de Jean Ziegler d'« odieuse, cruelle et criminelle ». Je dis tout simplement que, en raison du parti pris de l'intellectuel anti-européen, c'est l'Europe qui, fatalement, est vue comme odieuse, cruelle et criminelle.

3) Selon M. Ben Jelloun, je mélangerais dans la catégorie du « primitivisme culturel » aussi bien Rimbaud que le « roman-lépreux » destructeur de l'art en général » et « l'humour de Maubert ». Je n'ai rien dit de pareil. Il a dû se tromper d'ouvrage.

• Ma lecture est celle d'un sauvage, c'est-à-dire celle d'une différence.

La citation sur l'ethnographie est prise en partie à Lévi-Strauss. Elle est formée de deux bouts de phrase qui se trouvent dans *Tristes tropiques*. Je n'ai pas dit que M. Reszler « affirme », mais « se demande », réinterprétant par là la pensée de Lévi-Strauss.

• Pour ce qui est de Ziegler, citons encore M. Reszler, qui, après avoir cité et commenté Ziegler, pages 145 et 146, écrit dans la page suivante : « La vision de l'Europe du sociologue anti-européen (il s'agit de Ziegler) ne peut pas être différente de la vision de la vie micro-bienne ou stérile du biologiste ou de l'astronome : une vision odieuse, cruelle et criminelle qui interdit toute joie de vivre et bientôt toute vie... »

• M. Reszler analyse dans le chapitre « Modernité et rapt de l'Europe » les notions de « déchéance de la beauté » et la « déshumanisation de l'art » en citant les artistes de la rupture et de la négation. Il conclut par cette interrogation page 111 : « Comment une culture de négation qui a érigé l'antithèse en principe créateur en butte aux sentiments de décadence qui la rongent, peut-elle devenir l'habitat d'une véritable universalisation, ou mondialisation de la culture européenne ? »

• Est-ce à se tromper d'ouvrage ? que de ne pas être d'accord avec les thèses de l'auteur ? — T. B. J.

en poche

Révolte contre le père

DRISS subit l'autorité du père. « Le Seigneur » comme il l'appelle, règne en maître absolu sur la famille. La mère de Driss n'avait pas droit à la parole. Le Seigneur lui menait la vie dure. Le Pessé simple est le manifeste d'une révolte. Révolte d'un adolescent contre la famille, la société marocaine, règles par des valeurs traditionnelles qui étouffaient la vie.

La parution du Pessé simple, en 1954, fut un scandale dans un Maroc engagé, à l'époque, dans la lutte pour l'indépendance. Driss Chraïbi devint « l'assassin de l'espérance ». Les attaques fusèrent de partout. La révolte contre l'ordre ancestral, le père, symbole de la loi et de la toute-puissante tradition, ne pouvait être tolérée au moment où l'Occident chrétien exerçait sa violence contre les valeurs arabes et musulmanes. Driss Chraïbi passa pour un « traître », un intellectuel qui fait le jeu du colonialisme (le presse de droite en France et au Maroc s'empara du livre et l'exploita contre les nationalistes). Traumatisé, l'auteur renia son œuvre. Il a fallu du temps à Chraïbi pour revenir sur sa démarche et assumer ce qu'il avait écrit.

Vingt-deux ans après, cette radioscopie d'une certaine bourgeoisie marocaine apparaît comme un document de grande importance. D'autres révoltes, d'autres dénonciations de « la sclérose et [de] l'étouffement de la haute bourgeoisie musulmane traditionnelle » ont suivi. En ce sens, Driss Chraïbi est un pionnier. Ce roman, vil, terrible, hétéroclite parfois dans la démarche, est une œuvre capitale dans la littérature maghrébine.

TAMAR BEN JELLOUN.

• LE PASSE SIMPLE, de Driss Chraïbi. Denoël, collection « Belles », 260 pages, 20 F.

Du même auteur, dans la même collection, vient d'être réédité « Les Boues » (1965), un des premiers livres sur les travailleurs nord-africains en France.

• Parmi les rééditions : le *Roman historique*, de Georges Lukacs, étude de la sociologie de ce genre littéraire, de Walter Scott à Romain Rolland (Petite Bibliothèque Payot, 408 pages, 20,70 F.).

romans

Une utopie de Paul-André Lesort

Et si l'humanité recommençait tout ?

Après son dernier roman, *Après le déluge*, Paul-André Lesort s'engage sur une voie peu frayée, et c'est un dépaysement total qu'il apporte en imaginant une société symétrique de la nôtre, dirigée par des femmes, dont la fondatrice, « Rose, mère à tous », a institué la polyandrie, interdisant aux hommes l'usage de l'écriture et le secret du feu.

Ces lois ont été promulguées après un cataclysme, le « déluge », et elles sont jalousement gardées par les « anciennes », dont l'autorité fait trembler à la Sassièr, chacun porte le nom de sa mère : la paternité est une notion inconnue. Le narrateur se présente ainsi dès la première ligne : « Je suis Omer, fils de Noémie, j'ai quatre-vingt ans ».

Après le déluge, les lois et les usages, Omer a appris à écrire. Toute société vivante ne porte-t-elle pas en germe sa propre contradiction ? Omer est le représentant d'une opposition, encore éminemment clandestine : l'écriture sera l'arme de la subversion. Consignant sur des peaux les événements de la cité, fixant pour des générations à venir les actes et les noms de ceux qui sont morts, il prend à sa façon le pouvoir sur l'histoire.

APRÈS LE DÉLUGE, de Paul-André Lesort. Le Seuil.

TERRE HUMAINE
collection dirigée par
JEAN MALAURIE

La meilleure
collection de l'édition
française
LIBÉRATION

vient de paraître
Tahca Ushte
Richard Erdős

de
mémoire indienne

LA VIE D'UN SIOUX
VOYANT
ET GUÉRISSEUR

La sagesse et l'humour
indiens
Une lecture remise en
question de notre société

Derniers succès
PIERRE JAKEZ HELIAS
LE CHEVAL D'ORQUEL
500 000 EXEMPLAIRES
JACQUES LACARRIÈRE
L'ÉTÉ GREC
100 000 EXEMPLAIRES
ADELAÏDE BLASQUEZ
GASTON LUCAS
SERRURIER
30 000 EXEMPLAIRES
JEAN MALAURIE
LES DERNIERS ROIS
DE THULE
100 000 EXEMPLAIRES

Plon

Mais si Omer s'est emparé de l'écriture, bravant la réprobation des uns et la moquerie des autres, il n'a pas découvert le secret du feu, sévèrement gardé. Sa quête du secret devient obsession, passion — à la fois désir de connaissance et condition de survie ; il y voit la clé de sa délivrance. L'unique moyen de vivre loin des anciennes avec la femme qu'il aime, Agathe, qu'il ne veut pas

An réalisme des préoccupations quotidiennes à la Sassièr s'opposent les légendes qui circulent sur la vie des hommes « avant le déluge ». Est-il vrai qu'en ce temps-là les hommes volaient dans les airs à l'aide de grandes machines ailées ? Les anciennes savent-elles la vérité sur cette civilisation perdue ? Les contemporains d'Omer ont besoin de rêver à leurs lointaines origines.

« J'en avais assez de la psychologie »

Il n'a fallu du temps pour écrire ce livre commencé dès 1957. J'en avais assez des romans psychologiques, avec leur arrière-boutique de sentiments, ou plutôt de « langage sur les sentiments ». Je voulais tout à fait autre chose. L'archéologie et l'ethnologie m'ont toujours attiré : je suis intéressé par la façon dont on raconte ses origines. Je suis aussi lecteur de la Bible.

On s'interdit de commencer ? Je voulais un paysage rude, des montagnes, des pierres. J'ai regardé une carte des Alpes, j'ai supposé que l'eau du déluge montait à 2 800 mètres, et j'ai écrit ce qui émergeait : les massifs de la Sassièr, de la Meiga, de la Motte, de la Casse, etc. C'est là qu'Omer s'empare de l'écriture, s'empare des femmes, et cherche à s'emparer du feu. Les hommes prendront-ils le pouvoir aux femmes ? Casser une domination pour la remplacer par une autre, ce n'est pas la peine, n'est-ce pas ?

Il fallait un langage très simple pour dire ces événements. J'ai eu beaucoup à faire pour réduire le foisonnement initial : je peux dire que j'en ai bavé. Toute l'année, j'écris dans des cahiers dont je ne me sers pas — ou presque pas. C'est ainsi que je travaille : je coupe, j'élague, je réduis, j'ôte une foule de petits éclats pour que la lame soit tranchante.

tager avec aucun autre homme, et avec le fils d'Agathe qui va naître, et qui est son fils. Tous les dangers qu'il affronte pour conquérir le feu, il les connaît sur les peaux dont il ne se sépare pas : « Mes écritures n'ont pas été mouillées. J'en ai retenu beaucoup. J'ai compris que je devais les garder avec moi car, si elles sont perdues, ce que j'ai cherché à faire est perdu. La mémoire de ce que j'ai cherché. Et c'est peut-être tout ce qui en restera. »

Quand Omer aura succombé, Agathe écrira à son tour dans son livre, et elle apprendra l'écriture à leur fils.

Paul-André Lesort a voulu que le livre d'Omer soit écrit le plus simplement possible, avec un vocabulaire minimum et une syntaxe élémentaire. Ce dénuement ne va pas sans une certaine poésie et une solennité de résonance souvent biblique.

et toute une mythologie prolifère dans les imaginations. Le lecteur se demande si cette ère, révoquée au temps d'Omer, n'est pas celle que nous vivons aujourd'hui. Le grand déluge est-il notre avenir ? Et l'humanité — ou ce qu'il en restera — va-t-elle avoir à tout recommencer ?

Comme les enfants élevés loin du monde, dans la *Disparde*, de Marivaux, ceux de la Sassièr réinventent spontanément des sentiments réputés « naturels » : l'amour, la jalousie, l'envie, la haine. Nature, ou culture ? Le débat reste ouvert : il restitue la tradition de notre XVIII^e siècle, dont ce roman philosophique est bien le petit-fils.

Chargé d'intentions, d'allusions, de symboles, ce roman allégorique appelle lecture et réflexion. Plus nourrissant qu'il n'est gros, il impose avec force l'originalité d'une pensée et la maîtrise d'un style.

JOSANE DURANTEAU.

Un « franglais » argotique

La subculture d'après moi, le pop, le trip, l'herbe, l'underground, trouvent leur expression littéraire dans Jonathan, premier roman d'Agnès Pary.

Le langage qui s'élabore autour des bistrots et des cinémas vers le quartier Saint-Severin, à Paris, voilà qu'il devient langue écrite. Imagé, percutant, nourri, bien sûr, de la subculture d'après moi, avec des mots américains qui se sont fichés dans nos phrases, devenues griffes et ongles. Ça c'est donné un français au rythme cassé, qui nous fait des trous et bosses dans la mémoire. Plus question de revenir à la coule bien sage. Sauf pour montrer soudain qu'on a « retenu quelques petits trucs de la culture terrienne ».

Jonathan, ce doit être un mutant androgyne. Parce que la science-fiction, on ne peut pas plus l'arracher de nous que le pop. Jonathan est peut-être un drogué du trip ? Ou une fille qui se voit au masculin... ou l'inverse ? En tout cas, nous sommes en un temps où passé-avenir et présent font cocktail. On circule en l'air (hélicoptères ?), mais en métro aussi. Le grand-père n'a pas su gouverner les robots de la planète ; il est exilé. Jonathan, son petit-fils, revient sur terre pour créer un humain acceptable. Il vit avec des marginaux qui travaillent ; il fait bien, il cherche et trouve des nazes qui répètent ou grandissent au gré d'un rêve et d'une réalité trop mêlés pour qu'on les dissocie. Il est allé très loin, parti très haut, Jonathan. Mais au retour les partis politiques et les problèmes pratiques n'ont pas changé. Et les utopies, une fois de femme (la science ?) se charge de leur faire la peau. La campagne, la grande route vers l'idylle terrienne ? Les ont courbées sur la terre, les femmes-de-chez-moi qu'étaient si jolies. Bien sûr, ça, les lignaires, ceux dont les grand-mères font des économies

d'énergie dans leurs salons Louis XVI.

Une belle leçon de la vie d'aujourd'hui, de ses espoirs dans comme des coques en plastique, avec un cynisme d'une splendeur saine.

Au dos de la couverture, l'éditeur prévient qu'Agnès Pary est peut-être « le premier écrivain du vingt et unième siècle ». Allez savoir ! Mais en notre fin de vingtième la poésie du quotidien, même si l'herbe à Nicot est parfois remplacée par l'herbe à Marie-Jeanne, Jonathan nous en insufflé une belle bouffée vite lu, ce livre ravissant chanté et grincé, et se poursuit en vous. Opinion d'une fille de quinze ans : « C'est là ! Tu peux m'en passer d'autres comme ça ? » L'underground français n'aura pas creusé en vain.

DOMINIQUE DESANTI.

★ JONATHAN, d'Agnès Pary. Ed. du Sagittaire, 124 pages, 36 F.

poésie

Yves Bonnefoy, ce veilleur lucide

(Suite de la page 17.)

La présence est toujours éphémère. Bonnefoy admettrait-il que l'on voie en elle l'éphémère même du fini comme fini ? L'annonce, en somme d'une transposition nouvelle qui ne serait pas autre, mais la même que ce qu'elle transcende, la transcendance du même ?

Ce sont des questions que je pose. Elles me semblent en consonance avec les harmoniques d'une pensée où la poésie, comme jamais, peut-être, elle n'avait eu la faiblesse, vient réfléchir et peser ses pouvoirs.

Le *Nuage rouge* est un livre salutaire aussi. En un temps où le plus souvent l'homme se sent le manque, où la finitude a parfois les traits d'une contingence hagarde, il est bon de se remettre à l'école de ce veilleur lucide.

Rien ne lui échappe du regard toujours latent. Mais il cherche des signes là où d'autres ont renoncé à les croire possibles. N'est-ce pas ce qu'indique ce « Nuage rouge », dont l'image donne tout à la fois ? Le sens n'a pas, comme d'habitude

croient, déserté le monde : il fait seulement corps avec lui. Il l'épouse en son épaisseur. Il est sa propre épaisseur transmuée. Comme cette nue incandescente irradiant parfois le ciel en fin de jour et dont l'embrasement est autant son propre feu

que celui de l'astre masqué. Ainsi la présence éprouvée vient tradire ce qu'elle assume, fermant le cercle du fini, lui donnant par instants, ou, ne fût-ce que par instants, comme un poids d'éternité.

ROGER MUNIER.

« Rue Traversière »

Né à Tours en 1923, déboulé par les terres brûlées du Lot où il passait, enfant, ses vacances, Yves Bonnefoy traversa le surréalisme pour se retrouver à contre-courant de ce qui se faisait (et se défaisait) dans l'époque. Il écrivit un livre surprenant : *Du mouvement et de l'immobilité de Douve*, qui le rangeait, en 1953, parmi les incalçables. Il n'était d'aucun régime, il est vrai. Il se maintenait dans son isolement, scrutant les œuvres du Musée, traduisant Shakespeare avec une passion épuisée, ajoutant aux strophes publiées des strophes nouvelles, et examinant les pouvoirs de la prose, sinon, comme la démontre l'*Orléane*, ceux du récit. L'essentiel, dès lors, était affirmé : Yves Bonnefoy refuse l'« abstrait », le « concept », l'« idée ». Il s'accorde avec Platon : l'« un » est supérieur à l'« être ». Les proses ramassées dans *Rue Traversière* ne disent rien d'autre : il s'agit de confronter le vécu qui tient à la mémoire et à l'ontologie au réel qui est le paraître. A qui, sur ces divers aspects et ce cheminement, voudrait savoir plus, on conseillera l'essai de John E. Jackson, et le numéro spécial consacré à Yves Bonnefoy par le *revue l'Arc*.

Pour bien le comprendre, il faut partir du sensible. C'est un auteur pour qui la saveur des choses est dans les mots qui les disent. Pourquoi ? Parce qu'un pays du visible se substitue, à-bes, quelque part, dedans, dans un lointain d'enfance, un arrière-pays. Que cet « arrière-pays » soit inaccessible importe peu : il est ! Dans le texte qui donne son titre au présent recueil de proses : *Rue Traversière*, ce qu'on perçoit, c'est que la rue, ainsi nommée, appartient à un autre régime que celui du relevé urbain.

Les textes groupés dans ce volume, lorsqu'ils parurent dans diverses revues, s'annonçaient comme « poèmes ». D'être mis ensemble leur fait perdre cette définition : leur rassemblement indique un récit qui se fait à mesure qu'il médite sur ce qu'il pourrait être. On le dit, avec raison, que dans la *Rue Traversière* est un poème dont le mot désigne le poème même. D'une façon identique, il est loisible de prétendre que *Rue Traversière* est un récit dont le récit lui-même est le sujet. Au début du livre, divers départs sont donnés, qui ont en commun d'apparaître comme autant de « récits » de rêves. Puis l'auteur les reprend, rédige sur leurs origines incertaines, cherche leurs racines, cause dans la direction qu'ils semblent indiquer, revient sur ses pas, procède par retours et repart, par une sorte de questionnement incessant et répétitif, dont on sent, quelque jour, qu'il est au centre de toute la production d'Yves Bonnefoy. Écrire, c'est s'en prendre au chaos !

HUBERT JULIN.

★ RUE TRAVERSIÈRE d'Yves Bonnefoy, Mécène de France, 128 p., 65 F.

PARU

cette semaine

L'EXPROPRIATION EN QUESTION
M. Hane - Pétin, L. Chevalier, F. Pary

« Les fascistes de 1933, le bien égaré est destiné à redevenir, après transformation, objet d'appropriation par les aspects juridiques et sociologiques des résistances à l'expropriation en périérie des villes. 21X28,7, 120 p., broché ISBN 2-222-03071-8 25 F

catalogue CG gratuit sur demande

Editions du CNRS
15 rue ANTOINE-BOURNE 75004 PARIS
Tel. 339 87 25 - C.C.P. 931 13 Paris

Manuèle Peyrol

Journal d'une mère indigne

Plaidoyer subversif pour le devoir de bonheur

ROMAN JULLIARD

DEAUVILLE
A partir de 4 800 F le m2.

Dans un parc nous, avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans le style normand traditionnel. Tout Deauville est à votre porte : les plages, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

Et la plage de Benerville est à 2 minutes.
2 et 3 pièces à prix fermes et définitifs. Livraison cet été. Autres réalisations en cours dans la région de Deauville.

RESIDENCE **SEDERMARK**
Chemin de Tourville - 14510 Benerville-sur-Mer

SOUSCRIBRE
13 bd de Coudrayville - 75005 Paris - Tél. : 522 27 80
33 rue Shakespeare - 09400 Cannes - Tél. : (04) 96 50 90
Sur place :
Deauville - Agence : 88 rue Victor-Hugo - 14500 Deauville
Tél. : (04-31) 88 22 99

(PubliLit)

Nouvelles de l'édition
Dans une nouvelle collection de Jacques Paugam

GÉNÉRATION PERDUE
une enquête préfacée par Pierre Vianon-Ponté

Dans une chronique du « Monde » du 5 septembre 1976, Pierre Vianon-Ponté posait la question de savoir si ceux qui avaient eu vingt ans dans les années 60 n'appartenaient pas plus que d'autres à une génération perdue, qui ont eu vingt ans vers 60 ?

Sur ce thème, dans le cadre de son émission de France-Culture, Parti pris, Jacques Paugam a interrogé quelques jeunes intellectuels de ces générations et quelques témoins plus âgés.

Entres autres, François Lévy, Jean-Paul Dollé, Christian Jambet, Jean-Marie Benoist, Michel Le Bris, Jean Edem-Hallier, Michel Butel, Jean-Pierre Faye, Bernard Kouchner, Bernard-Henry Lévy, Marek Haizer, Philippe Sollers et Antoine de Gaudemar.

Leurs entretiens avec Jacques Paugam ont été regroupés sous le titre **GÉNÉRATION PERDUE**, dans un livre qui vient de paraître aux Editions Robert Laffont.

lettres étrangères

L'éternité de Miss Marple

● Agatha Christie quitte la scène avec cette dernière affaire de Miss Marple.

AGATHA CHRISTIE n'était pas encore tout à fait morte : c'est fait. Après la *Dernière Affaire de Hercule Poirot*, parue en Angleterre et en France, sous le titre de *Curatin* (Poirot quitte la scène), quelques mois à peine avant le décès de l'auteur, c'est maintenant *la Dernière Affaire de Miss Marple*, *Sleeping Murder* (le *Dernier Enigme*) (71), qui vient mettre un point final, posthume, à une carrière longue de plus d'un demi-siècle.

Mais qu'est-ce que ce dernier roman ? L'étonnant rassemblement de quelques éléments principaux qui, répétés de livre en livre pendant plus de cinquante ans, ont fait une « œuvre ».

Cela commence toujours avec une maison : cherchant un lieu où vivre en Angleterre, une jeune femme, Gwenda, revient sans le savoir à la maison de son enfance, enfouie dans sa mémoire. Puis, cela continue avec une scène étrange, indescriptible, qui ne surgit que sous la forme d'un mauvais rêve : une femme étranglée dans le hall de la maison d'enfance, tableau fantastique qui figure ailleurs, dans un des romans favoris de l'auteur, *Un cadavre dans la bibliothèque*. Cette scène n'est pas vue, mais seulement imaginée (rêvée). Aussi bien, elle est indicible, incompréhensible, puisque c'est la scène même du meurtre, dont l'enigme à chaque fois inaugure le roman policier.

A partir de quel un livre peut écrire, dans le déroulement de l'enquête, qui est reconstitution, retour en arrière, voyage à rebours vers cette époque du « premier crime », où, comme l'écrit le narrateur-assassin de *La nuit qui ne fait pas*, « tout a commencé ». Ainsi *Sleeping Murder* est la réponse à cette question : Gwenda a-t-elle réelle-

ment assisté, petite fille, à un meurtre, et le meurtre de qui, par qui ?

C'est le « meurtre endormi » que Miss Marple se donne pour tâche de ressusciter, et la vérité enfin peut scier : il y a un meurtre originel, qui est l'assassinat de la sœur par le frère. Le frère a étranglé la sœur (c'est un fantasme cher à Agatha Christie) parce qu'il l'aimait trop : meurtre « primitif », donc, qui est à chaque fois la métaphore d'un acte sexuel interdit : meurtre « oedipien », dont la révélation est la condition à laquelle une nouvelle famille pourra être créée, telle qu'elle est programmée dans le dernier chapitre de *Sleeping Murder* : à présent, Gwenda peut avoir des enfants.

Une vieille dame rose et blanche

Sur ce dernier retour au commencement, où tout l'aventure a déjà été écrit, s'achève la carrière d'écrivain d'Agatha Christie. Naturellement, les hasards de la publication, n'en sont pas. Ils sont encore signés Agatha Christie. C'est sa dernière mise en scène. On sait que le projet initial de l'auteur était d'assurer la parution « après sa mort » de *Curatin* et *Sleeping Murder*, écrits vraisemblablement à la même époque. Il y a plus de vingt ans, et conservés dans un coffre de banque pour « la fin ». Le fil de l'œuvre, évidemment. La publication de *Curatin*, du vivant d'Agatha Christie, ne change pas grand-chose à cette mise en scène, ou, plutôt, ce changement, elle l'a aussi voulu :

(1) Trad. mangrove : Librairie des Sciences Humaines, 1976 et 1977.
(2) Propos rapportés par M. Ramsay, dans *Agatha Christie, Mistress of Mystery*.



* Dessin de Jean-Pierre Gagnat

elle meurt donc, ayant accepté de tuer le personnage, Hercule Poirot, qui lui avait permis de commencer à écrire (en 1920, la *Mystérieuse Affaire de Styles*), et elle délègue son éternité à Miss Marple, qui non seulement survit à son auteur, mais lui survit « seule », dans un roman posthume, doublement voté par cet artifice à la durée qu'elle avait toujours figurée.

A l'inverse de Poirot, qui n'a jamais vécu que comme un mort déguisé en vivant (poétique des pieds à la tête), Miss Marple ne saurait mourir avec son auteur, parce qu'elle n'appartient pas au même temps. Interrogée sur l'invention du personnage, Agatha Christie répondait (2) : « Elle n'est pas sans ressembler à ma propre grand-mère, elle aussi une vieille dame rose et blanche qui, bien qu'elle ait mené l'existence victorienne la plus protégée, semblait cependant toujours très ouverte des profondeurs de la dépression humaine. » Si Miss Marple est donc revenue, dans sa « dernière affaire », à l'éternité, c'est qu'elle a toujours existé dans l'au-delà du temps biographique, l'au-delà de l'« être » des parents.

Cet au-delà a son lieu dans la géographie imaginaire d'Agatha Christie : c'est Torquay, sa ville natale, telle que *Sleeping Murder* y fait retour au son dernier chapitre, « Postscript at Torquay », pour y inscrire une dernière fois la place, immuable, de Miss Marple : « Miss Marple est un petit sourire et détourne les yeux vers la baie de Torquay. »

BRIGITTE LEGARS.

Voix d'Amérique du Sud

● Une anthologie utile.

Le poète argentin Saul Yurkiewicz écrit très clairement que « la poésie hispano-américaine contemporaine est une et indivisible ». Dans le même temps, Régis Debray remarque que la solidarité latino-américaine n'est pas une utopie, mais une réalité incontestable. Cette double notion anime de bout en bout *América libre*, de Gérard de Cortanze : une anthologie qui fonctionne autrement que les anthologies coutumières.

Les vingt-trois écrivains dont des poèmes sont rassemblés ici ne sont pas classés par ordre chronologique, ni par ordre alphabétique : ils sont livrés dans un désordre vivant. Des informations prises dans *Politique-Hebdo*, des dépêches d'agence recueillies dans le *Monde*, des témoignages empruntés à d'autres publications alimentent les textes, leur assurent l'arrière-plan de tragédie, de torture, de lutte, qui perme- tent de les lire dans le climat exact. Dès lors, la poésie cesse d'être un exercice de style pour prendre sa dimension vraie : une parole par laquelle la réalité est donnée, par laquelle la réalité est contestée. Il ne faudrait pas penser, par ce, que l'anthologie de Gérard de Cortanze est réservée à des écrivains strictement « engagés » (au sens un peu dévalorisé qu'a pris ce terme) : la nature du travail de l'écrivain est, au contraire, éclairée. *América libre* illustre parfaitement cette notion mise en avant par Octavio Paz, celle de la parole en rotation, et reprise, dans ses textes théoriques, par Yurkiewicz. De la même façon, *América libre* prend en charge le léopardisme défendu par Severo Sarduy.

Parole étendue, si l'on veut, et qui rebondit de Vicente Huidobro à Roberto Juarros, de Roque Dalton à Enrique Lihn. Qu'elle soit marquée ici par le réalisme, là par le surréalisme : qu'elle se vende abondamment ou, au contraire, réservée ; qu'elle s'incarne en vingt-trois poètes qui ne se ressemblent pas, il n'en demeure pas moins que cette « parole en rotation » désigne cette phrase de Pablo Neruda mise en exergue : « *Algunos apomies no mueren jamás* ». Ce livre, qu'il faut prendre pour ce qu'il est — un élan, — démontre la présence et la nécessité de la poésie. Ici, les mots tranchent, protestent, vivent. Ils disent les morts, — et la vie ; l'enfer, — et les hommes. La poésie y gagne une insécurité profitable. José Emilio Pacheco le dit en un court poème tiré *Manifesto* :

« Nous sommes tous des poètes de transition.
La poésie humaine ne reste immuable... »

América libre est, d'une certaine façon, une construction mouvante, sans cesse bouleversée, inconfortable comme il sied. Les deux versants qui composent le livre culminent manifestement vers un centre qui est le poème « *Dadora* », du Chubut José Lezama Lina, mort il y a quelques mois.

Cette admirable pièce baroque éclaire le volume entier, depuis les vers d'Ernesto Cardenal, cet écrivain du Nicaragua qui s'est fait prêtre, jusqu'aux poèmes du Péruvien Rudolfo Hinojosa, en passant par les textes surréalistes d'Antonio Molina ou de d'Alfonso Gironde. Comme si cette poésie hispano-américaine une et indivisible, dans l'interrogation de la réalité atroce du baroque, retrouvait dans le baroque le ton nécessaire à dissiper l'ordre, à transgresser les injustices de la loi, à contester le pouvoir des despotes. Cet aspect du travail de Gérard de Cortanze n'est pas le moins important, ni le moins significatif.

Ce qui compte, ici, c'est le fonctionnement du volume proposé par Gérard de Cortanze, la liberté qui est laissée au lecteur de l'aborder à sa guise, à l'importe quel endroit. Le montage continu, qui entremêle poèmes et informations, écrit et vécu, en renforce l'efficacité. *América libre* est un service rendu à l'Amérique latine, et un service rendu à la poésie. C'est autre chose qu'un ouvrage remarquable, c'est un livre utile.

HUBERT JUIN.

● AMERICA LIBRE, de Gérard de Cortanze. Ed. Seghers, 243 p., 25 F.

marcel légaut

interiorité et engagement

Pour une transformation intérieure de l'homme qui nous situe de plain-pied dans l'avenir et la société qui nous attendent.

clubier montaigne

PAYOT

PIERRE MANENT

Naissances de la politique moderne : Machiavel - Hobbes - Rousseau

CHRISTOPHER HILL

Le monde à l'envers

Les idées radicales dans la révolution anglaise

MARK, ENGELS, LAFARGUE, STALINE

Marxisme et linguistique

précédé de "Sous les pavés de Staline, la plage de Freud ?" par Louis-Jean Calvet

DOCTEUR I. SOW

Psychiatrie dynamique africaine

PETER WORSLEY

Elle sonnera, la trompette

Le culte du cargo en Mélanésie

PETITE BIBLIOTHEQUE PAYOT

ALFRED ADLER

L'éducation des enfants

GEORGES LUKACS

Le roman historique

MIRCEA ELIADE

Traité d'histoire des religions

KARL ABRAHAM

Développement de la libido

« Une invitation à la connaissance d'un esprit qui oriente la pensée du XX^e siècle vers des préoccupations radicalement nouvelles »

Pierre Boulez

SCHOENBERG

LE STYLE ET L'IDÉE

traduit par Christiane de Lisle

BUCHET/CHASTEL

18, rue de Condé - 75006 Paris

REZVANI

FEU

« Enfin un grand roman ! Enfin un auteur français de culture universelle ! »

B. POINOT-DELPECH, Le Monde.

Stock

Le monde légendaire de Kenneth White

● Les secrets et les périples d'un poète écossais.

A U cours de l'année 1963, le groupe des étudiants d'anglais de la Sorbonne décidait d'enthousiasme de publier les poèmes de leur professeur, Kenneth White. Jean-Jacques Mayoux, le professeur d'alors, écrit la préface. Ainsi parut *Wild Cool*, à Paris. L'année suivante, les éditions du Mercure de France publiaient l'édition bilingue complète de ces poèmes dans la collection « Domaines anglais » de Pierre Leyris, sous le titre de *En toute condition*. La Sorbonne venait de donner la parole à un poète de grande vigueur et d'énorme, écossais de surcroît, puisque Kenneth White lui arrivait tout droit de l'université d'Edimbourg.

Depuis 1963, Kenneth White a beaucoup travaillé à voyager le monde et à travers les livres (de l'Irlande jusqu'au continent asiatique, de Brice Parain, Carlyle, Whitman).

● LES LIEUX INCANDESCENTS, de Kenneth White. Denoël 1976, Coll. Les Lettres Nouvelles, traduit par P. Mayoux, 274 p., 42 F.

● APPROCHES DU MONDE BLANC, de Kenneth White, Le Nouveau Commerce 1976, traduit par Michelle Tran Van Khai, 32 p., 24 F.

POURQUOI ET COMMENT

Des situations concrètes.

Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion.

Des questions à choix multiples et des applications corrigées.

comprendre la comptabilité

35 F

en vente chez votre Libraire

FERNAND NATHAN

Une longue lignée de spectres

Les *Lignes incandescentes* est le récit de l'un des premiers épisodes de ce voyage, existentiel au sens propre, au cours duquel il s'agit moins de « dire » que de vivre par un « dire » convaincant. De chambre en chambre (sept au total), à travers Paris et sa banlieue, le poète s'efforce de se découvrir l'être dans son « underground » personnel. Ça et là, chaque jour, chaque nuit, chaque rêve, est le théâtre d'un exercice naturel, d'une sorte de yoga intellectuel, à partir duquel le monde extérieur est fortement ressenti comme irrisé et lointain, presque nauséabond. Irrépressible en tout cas d'être la nécessité de se rapprocher, page après page, de l'espace intime du monde blanc, où le plaisir est une vertu de la sagesse. Le vent qui souffle ici est avant tout salutaire. Le lecteur n'en finit pas d'être transporté et parfois emporté par ce livre, jonché des débris de tous les jaloux intellectuels : Je suis, dit Kenneth White, une longue ligne de spectres, d'esprits dont pas un ne fut vain, mais en moi le spectralisme tend à se faire lumière, toutes ces âmes dans les ténèbres sentiers de l'histoire en chemin vers une lumière concentrée en son propre lieu.

Approches du monde blanc

ANDRÉ DALMAS.

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

150 modèles vivants

Etoiles - Larges - Hauts - Profonds

Superposables - juxtaposables

100 combinaisons d'assemblages

Spécialité de Rustique

Meubles contemporains et de style

Catalogue illustré gratuit

LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES

75004 PARIS 24, rue Franklin

Tél. 533.74.33

Service clientèle 24 h/24

texte

Etiemble célèbre Julien Benda

● **Callimard réédite « la Fin de l'Éternel » de Julien Benda. Dans la préface, Etiemble souligne l'effet salutaire de ce texte et de « la Trahison des clercs » pour une pensée qui se veut libre.**

A VOUS-LE d'embée : il déconcerte plus qu'un peu, ce juit incrocois, mais imprégné d'hellénisme, agnostique, mais affecté de passions qu'il qualifie lui-même de religieuses (sa religion de Lamartine surprendrait plus d'un de ses lecteurs superficiels) : et, pour comble, affectant un langage d'Eglise, celui-même de l'Eglise qu'il ne cessait de combattre dans la mesure où elle trahissait ce Jésus dont elle osait impudiquement se réclamer, alors que, du temps de Benda, elle ne cessait de le bafouer. *La Trahison des clercs*, la *Fin de l'Éternel*, la *Jeunesse d'un clerc*, *Un régulier dans le siècle*, autant de titres provocants, un tantinet provocateurs.

Pour un seul pieux mensonge

Curieux destin, celui de la *Trahison* : divulgué durant les années « folles » en effet (mais non point au sens qu'on donnait alors à l'expression), en pleine dogmatique maurrassienne, en pleine révolution surréaliste, le titre se répandit quand même dans les rues et les ruelles, à la ville et à la cour, à la pontificale y compris, mais constamment, mais religieusement employé à contresens. Belphegor avait pourtant si Benda s'était expliqué sur la notion de cléricature et sur

celle de trahison des clercs ! Écrivains, savants ou philosophes (joignons-y les enseignants), ceux-là pour Benda sont des clercs, qui se vouent à la recherche de la vérité, à la prédication de la justice, mais jamais ne s'engagent dans un parti, dans l'action politique. Qu'ils s'accrochent un seul pieux mensonge, qu'ils commettent un seul mensonge impie, les clercs trahissent.

Ni la patrie, ni la classe ni la race

Or qu'avaient-ils fait que trahir, de 14 à 18, tous ces Barris, Maurras, Bergson, qui vouaient aux gémonies toute l'Allemagne. Goethe y compris, cet « aliboche » ? (Cela, je l'entendis en 1923, durant mon service militaire, un jour qu'un mass des officiers s'arrivait avec sous le bras le texte allemand du *Faust* ; il est vrai qu'un officier, ex officio, n'est pas un clerc, et que, s'il le devient, comme durant la guerre d'Algérie le général de Bollardière, il perd du coup son statut militaire). Et qu'avaient-ils fait que trahir, entre 1920 et 1928, tous ces écrivains de droite et de gauche qui s'étaient mis au service de l'idéologie fasciste, ou de celle qui se proclamait indifféremment « communiste », afin de mieux cacher la tyrannie d'un parti et d'un capitalisme d'État.

Ni la patrie, ni la classe, ni la race, ne sont pour le Benda de la *Trahison* des valeurs qu'un clerc puisse impunément célébrer ou servir. Ce faisant, il se trahit lui-même. Or, quelles que soient les circonstances historiques, il importe aux sociétés que certains hommes choisissent de penser ; et leur adhésion que pourra ! *Stans omnes, ego non*, telle sera donc la devise du clerc selon notre prophète de la justice, « la vérité de la liberté, dont il a senti, mieux que personne en ce siècle imbecile, qu'elles sont va-

leurs indissociables. Origine ? Que non pas ! Ou que ce soit celui du martyre accepté. Le clerc dit la vérité, prêche la justice, en toute liberté ; et la ficelle fait son métier : l'arrête, le torture, l'assassine.

A UJOURD'HUI que le pouvoir temporel dispose d'ordinateurs par la perversion desquels il entortille bien sûr chaque citoyen et, avec un soin tout particulier, chaque clerc, aussi efficacement que l'araignée fait de ses toiles, il faut relire la *Trahison des clercs*, puis cette réponse aux objections que constitue la *Fin de l'Éternel*. Après un demi-siècle, ces deux volumes n'ont rien perdu de leur cruelle pertinence, que les traites qualifient comme avant-hier d'impertinence. Car Benda nous requiert de penser tout seul, puisque c'est toujours des idéologies, autrement dit des pensées déformées par les passions collectives, qui gouvernent les hommes, ou plutôt les asservissent. L'ordre dont se réclament tous les politiciens, une fois qu'ils ont obtenu le pouvoir, ne fait jamais que perpétuer la suprématie d'une classe (chez nous la bourgeoisie capitaliste apatride), ou d'une caste privilégiée (l'armée, dans les dictatures militaires ; dans les tyrannies qui ont usurpé le qualificatif de communiste, le parti unique).

Cette liberté chérie

Non pas que Benda cultive le désordre : construit selon l'ordre de la logique et de la rigueur traditionnelle, rédigés dans le style d'idées le plus limpide, ses essais manifestent plutôt le goût, voire la passion, d'un ordre : ordre dans la pensée, ordre de la pensée. Ordre hélas ! qui n'est possible que dans le désordre de la liberté. Vérité, justice, et cette liberté chérie qui rend composites ces trois valeurs, voilà les seuls dieux de Benda. Entre 1926 et 1929, Benda s'aventure même à soutenir qu'on pense

bien mieux quand on n'est point soumis aux exigences d'une patrie, laquelle sera toujours tentée par l'ordre militaire. Il se réfère expressément à Goethe, dans une Allemagne morcelée, en proie aux conceptions d'armées étrangères : à Erasme, à saint Thomas, quasiment apatrides.

Les cent écoles

Je pourrais lui fournir un argument de choix, auquel, peu versé en philosophie chinoise, il n'a jamais dû songer : lorsque fleurissent là-bas les « cent écoles » de philosophie, l'empire de Tchouan agonise, des principautés rivales se combattent, auxquelles, selon la fable, Confucius aurait été proposer ses services, en qualité de ministre (pendant ainsi, au jugement de Benda, sa vertu et sa qualité de clerc). On n'ignore pas tout à fait ce qui advint en Chine des « cent écoles » sous M. Tchang et sous Mme Mao.

Si je puis sans trahir Etiemble me référer ici à cette Chine qu'il méconnaissait, c'est au nom de l'idée qu'il se faisait de la Raison : l'intempérance et l'universelle ; et parce que les sophistes chinois trouvaient chacun pour soi et quasiment mot pour mot les arguments, les arguties des sophistes grecs (au point que Marcel Granet se demandait parfois s'il n'y avait pas eu, grâce à la route de la soie, des commerces d'idées doublant celui des marchandises). A quoi j'ajouterais que le rationalisme du Chinois Wang Tschong n'est aussi proche, aussi fraternel, que celui de Lucrèce ou de notre Descartes.

Objection...

J E sais pourtant ce qu'on pourrait objecter à cette profession de foi : en la Raison.

— Contre une Raison soustraite aux vicissitudes, aux nécessités de l'histoire, aux acquisitions du savoir et des sciences expérimentales, la psychologie historique aurait plus qu'un peu à redire.

— Reprenant une idée chère à Montaigne, Benda professe en effet que, quelle que soit notre soumission à l'histoire, il faut considérer la Raison comme la suprême instance, et jurer que nous ne changerons pas d'idée sur la nature de cette Raison quasiment chez lui transcendante, ou du moins immanente, ou encore innée, consubstantielle à l'homme. A la limite, cette Raison-là pourrait s'identifier au Dieu cartésien qui justifie notre pensée, mais en fait la déçoit, si l'on en juge par les lourdes caricatures dont l'apriorisme cartésien fut trop souvent responsable.

— Comme, enfin, Benda se réclame volontiers de Renan, qu'il cite aussi souvent que Renouvier, j'imagine sans peine l'objection de bonne foi qui précéderait à Etiemble cette citation du saint patron auquel il avoue tant devoir. « Raison et bon sens ne suffisent pas... Le monde est plus grand que tu ne crois. »

... et parade

S ANS beaucoup de peine, il est vrai, j'imagine aussitôt la parade, et Benda répliquant du tac au tac : « Premièrement, je consens que la psychanalyse nous ait révélé quels abîmes cachent souvent nos raisons ; mais ces passions refoulées, mais ces pulsions irrationnelles, quel autre instrument les met au jour, les éclaire, les analyse, que la Raison dont je me réclame ? Deuxièmement, la culture scientifique à laquelle je suis formé, et que je n'ai jamais cessé de pratiquer, ne me permet pas d'ignorer qu'on débâtit longtemps sur la nature ondulatoire et corpusculaire de la lumière. L'expérimentation semblait justifier l'une et l'autre hypothèse. A cette aporie, qui trouva la réponse, sinon la raison de Louis de Broglie, lequel, par une opération que je n'appellerai pas dialectique, parce que la « raison dialectique » des



★ Dessin de TIM.

marxistes n'a jamais fait progresser d'un pas le démarbre du savoir, mais que je qualifierai simplement de rationnelle, voire, sans honte aucune, de rationaliste, sut opérer la synthèse ? »

Ordre politique désordre philosophique

Q UAND je réfléchis sur la *Trahison des clercs*, sur la *Fin de l'Éternel*, je ne traite pas des rapports que d'autres appelleront « dialectiques » entre la raison et l'expérience, mais du devoir des clercs dans la société, quelle qu'elle soit : toute société ayant pour fin l'ordre du temporel, pour moyens le compromis, les compromissions, l'idéologie dominante, le slogan, le mensonge délibéré ; les rares clercs ayant pour devoir d'opposer à ces pratiques l'exercice désintéressé de la Raison, laquelle, par nature, est toujours révolutionnaire, et donc subversive de quelque ordre que ce soit : plus parfait l'ordre politique, plus grand le désordre philosophique, scientifique, littéraire (en ce sens qu'il n'y a plus ni philosophie, ni science, ni littérature).

Bref, contre le traître par excellence, contre ce Hegel qui justifie l'ignominie de l'histoire et ose écrire que le réel est rationnel, je me borne à soutenir, et contre les écrivains engagés (qu'ils se classent à gauche ou à droite), que le clerc ne se doit soucier que de justice-en-soi, de vérité-en-soi, et que, pour ce faire, il a besoin de cet agréable désordre qui a nom liberté. Il se peut que, dans l'action, et pour le gouvernement des hommes, un peu de mensonge soit indispensable, et même un peu d'injustice. Pour qu'une société soit digne qu'on l'accepte d'y vivre, pour qu'elle soit civilisée, il faut quelle accepte l'existence de ceux qui, envers et contre tout, prennent le parti de la vérité conjointe à la justice. Ce que j'explique dans le petit catéchisme en six points qui résume la *Fin de l'Éternel* et ma *Trahison des clercs*.

Pour n'avoir pas trahi...

L ISEZ donc la *Fin de l'Éternel*. A y voir glacialement régler leur compte aux docteurs du maurrassisme, à ceux du fascisme et de la religion marxiste, ainsi qu'aux chrétiens de garde de ce légalisme conformisme spirituel-existential qui faisait alors florès dans l'université de France, vous prendrez un plaisir que je vous souhaite aussi ravissant que le mien, un demi-siècle ou peu s'en faut après le livre en question.

Le jour même où j'écris cette

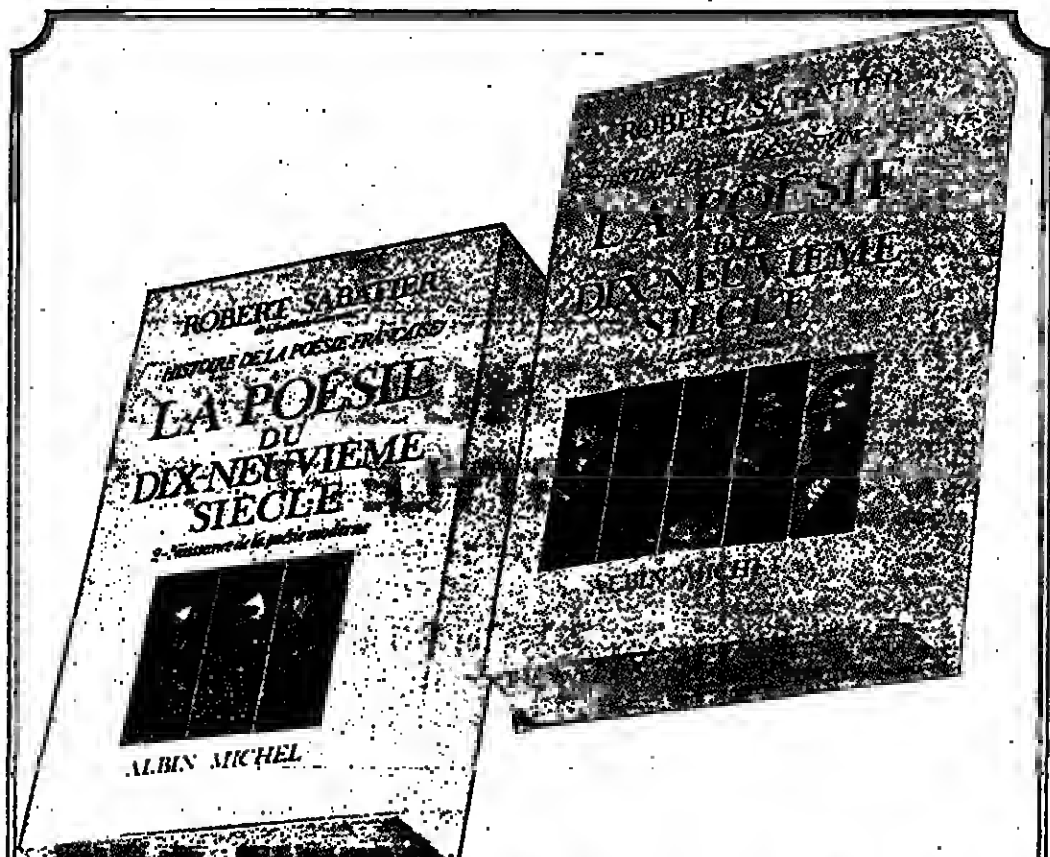
page, je lis dans le *Monde* qu'un République démocratique allemande Reinier Kunze vient d'être exclu de l'Union des écrivains, c'est-à-dire, en tant qu'il veut écrire, anéanti, parce qu'il ose publier en République fédérale d'Allemagne un roman qui étudie la société de la D.D.R. non pas telle que la décrivent les communistes officiels, mais telle que la vivent les citoyens-sujets ; le même journal m'apprend le même jour que M. François Mitterrand proteste contre la Journée de la prison infligée en Tchétchélovaquie à l'historien Milan Hněh, coupable d'avoir communiqué au parti communiste tchécoslovaque la situation politique dans son pays. Pour n'avoir pas trahi, ces deux clercs sont jetés en prison ou à la rue (anti-chambre de la prison dans les pays soi-disant socialistes).

Le compromis historique

« La civilisation, écrit Benda, en 1928, veut que la morale des clercs (lisez : des écrivains, des savants, des enseignants) influence « elle des laïcs (lisez : des militants, des politiciens, des chefs d'État... on d'État, pour appliquer les nouvelles normes orthographiques du quel d'Orsay), mais ne soit jamais influencée par elle ». Sifté, en effet, que ceux dont la raison d'être est de penser ne pensent plus, mais se soumettent aux idéologies quelles qu'elles soient, à la *Realpolitik* de tous les gouvernements, « les clercs n'existent plus que de nom », et du coup, règne la barbarie.

Mais Benda n'était point pucesu ; il savait et professait que cette toute petite part de l'humanité, qui est « civilisée » ne peut vivre qu'en état de compromis permanent et précaire entre les laïcs et les clercs : « Un monde qui ne connaîtrait que la morale des laïcs ne serait que barbarie ; un monde qui ne pratiquerait que la morale des clercs cesserait d'exister ». Quand nous voyons l'espace qu'on peut appeler civilisé se rétrécir en peu de chagrin, prenons à la *Fin de l'Éternel* le courage de dire non, chaque fois qu'il le faut, à ces principes qui nous gouvernent.

ETIEMBLE
(Les intertitres sont de la rédaction.)



AM

Un romantisme ? Non : des romantismes. Une poésie d'hier ? Non : déjà la rencontre de notre temps. Défilent des dizaines de poètes, de très grands, des inconnus parfois estimables, des curieux, des inattendus, des oubliés et dédaignés. Des surprises...

La poésie moderne va naître...

Plus belle que jamais l'aventure poétique !

Tome I. Les romantismes - Tome II. Naissance de la poésie moderne.

Tome I.

Les romantismes.

broché : 55 F.

relié : 70 F.

Tome II. Naissance de la poésie moderne.

broché : 65 F.

relié : 80 F.

ALBIN MICHEL

L'histoire de la poésie française de Robert SABATIER s'adresse à tous les amis de la littérature désireux de trouver une vision claire et imagée de la poésie à travers les siècles. Elle intéresse les lecteurs de tous âges, maîtres, étudiants ou amateurs, et a sa place dans toutes les bibliothèques publiques et privées, françaises et étrangères. Il n'existait pas jusqu'à ce jour d'ouvrage d'une telle dimension entièrement consacré aux trésors de langue française.

Rappel des titres déjà parus :

1-La Poésie du Moyen-Âge / 2-La Poésie du XVIe siècle

3-La Poésie du XVIIe siècle /

4-La Poésie du XVIIIe siècle.

POURQUOI ET COMMENT

- Des situations concrètes.
- Les définitions, règles et principes essentiels de la gestion.
- Des questions à choix multiples et des applications corrigées.

Christine Collette Jérôme Laurillard

comprendre la fiscalité du profit

39 F

en vente chez votre Libraire

FERNAND NATHAN

LA PENSÉE UNIVERSELLE

NOUVEAU ÉDITEUR PARIS RIVE GAUCHE

RECHERCHE D'URGENCE POUR

CRÉATION ET LANCEMENT DE

NOUVELLES COLLECTIONS

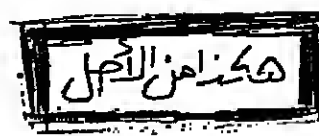
MANUSCRITS MÉRITS DE ROMANS, POÉSIE, ESSAI, THÉÂTRE, LES OUVRAGES SONT PERMIS L'OBJET D'UN LANCEMENT PAR PRESSE RADIO ET TÉLÉVISION, COURTESIES ÉDITION POESIE PAR CONTRAT, AUTRE CONTRAT BASTIEN EST CÉDÉ PAR CANTIERE 48 DE LA LOI DU 11 MARS 1957 SUR LA PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE.

ADRESSER MANUSCRITS ET C.V. À M. LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DE

LA PENSÉE UNIVERSELLE

506 JUMEAUX FLEURS 75014 PARIS

TEL. 370 65 10



SCIENCES

GRACE A UNE NOUVELLE TECHNOLOGIE

Des ordinateurs cinq fois plus compacts
pourront être construits
par C.I.L.-Honeywell-Bull

La compagnie C.I.L.-Honeywell-Bull (C.I.L.-H.B.) a annoncé, le mercredi 23 mars, plusieurs nouveaux matériels ou logiciels (1), et ce qui est plus significatif à long terme, l'emploi d'une technologie nouvelle : celle-ci associe un type inédit de circuits intégrés et une nouvelle méthode pour les assembler.

Ces annonces prennent place dans une stratégie qu'imposent à la compagnie des origines diverses : unifier les gammes d'ordinateurs dont elle a hérité au cours d'une histoire agitée. Ces gammes sont nombreuses, peu compatibles entre elles, mais il n'est pas possible de les remplacer totalement par une ligne unique, car il faut préserver l'investissement en matériel et logiciel des clients de la compagnie. D'où une stratégie de rapprochement graduel.

En 1974, Honeywell-Bull avait créé la série 60. Les divers modèles de cette série sont répartis en quatre niveaux : 60, 64, 66 et 68, par ordre de puissance croissante. D'un niveau à l'autre, l'architecture de la machine change complètement. Cependant, il y a compatibilité pour l'utilisateur : il peut passer d'un niveau à l'autre sans modifier ses programmes. Et la différence des architectures permet d'obtenir la compatibilité avec les anciens ordinateurs de la société. Que ceux-ci proviennent de Honeywell, de General Electric ou de la Compagnie des machines Bull - des Gamma-60 de cette dernière sont encore en service - l'un des niveaux leur est rattaché.

La fusion avec C.I.L. a fait entrer dans la part de nouveaux ordinateurs, essentiellement ceux des lignes Iris et 71 (ex-Universal). Un rapprochement entre les gammes 60 et 71 a été décidé. En septembre dernier, C.I.L.-H.B. a rendu public son programme Unisys, qui vise à l'unification de ces lignes avec la série 60. Cette unification sera d'abord autour de futurs systèmes, dénommés Y4/5, et qui, grâce à des « décors » pourront fonctionner au choix de l'utilisateur avec des logiciels d'exploitation actuellement spécifiques des séries 60, Iris ou 71. Ils seront construits à l'usine d'Angers. Y4/5 ne seront disponibles qu'en 1980. Entre-temps, il faut poursuivre le développement des lignes actuelles : les annonces que vient de faire C.I.L.-H.B. sont pour la plupart des améliorations des ordinateurs existants ou de nouveaux modèles qui viennent compléter les gammes existantes.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

Les ordinateurs existants sont améliorés : ainsi, le niveau 60, c'est à dire tout le système de C.I.L.-H.B. De même, un 62/50 vient compléter la série 60. Le 62/50 est une machine à 62 000 mots de mémoire, C.I.L.-H.B. a déjà commercialisé quatre mini-ordinateurs fabriqués aux Etats-Unis par Honeywell.

MÉDECINE

Plusieurs services de l'hôpital Bretonneau
sont fermés

« Une liquidation pure et simple »
estime la C.F.D.T.

Depuis le début de 1976, le service de maternité de l'hôpital Bretonneau, à Paris (18^e), qui comprenait soixante-quatorze lits, est fermé pour travaux : il en est de même depuis le début de l'année 1977 pour les cent quatorze lits du service de chirurgie, et certains travaux devraient être entrepris dans le service de médecine (trente-sept lits). Mais si les responsables de l'Assistance publique de Paris estiment qu'une modernisation et une humanisation de ces services s'imposent, la C.F.D.T. réclame leur réouverture, dans la mesure où il lui apparaît que ces premières mesures ne sont que le prélude à une liquidation pure et simple de l'hôpital.

A l'hôpital Bretonneau, le pavillon qui abritait les services de maternité, de planning familial et d'interruption volontaire de grossesse a été présenté par le directeur de cabinets de l'Assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

Le service de l'hôpital Bretonneau, qui était chargé de la maternité, de l'interruption volontaire de grossesse et de l'assistance publique, M. Bérand, des conditions de propriété et d'assainissement : des aménagements étaient nécessaires pour que l'hôpital affronte dans des conditions satisfaisantes la concurrence avec les cliniques privées. Le service de maternité était inférieur à celui de nombreux autres établissements hospitaliers, comme l'hôpital Saint-Vincent-de-Paul où des travaux de rénovation ont été entrepris.

CARNET

Réceptions

— A l'occasion du 32^e anniversaire de la Ligue des Etats arabes, l'ambassadeur et Mme Ahmed Abdou ont offert une réception le mercredi 23 mars.

Naissances

— Le docteur Yves-Aurélien Chénay et Mme, née Marie-Claude Chénay, ont la joie de faire part de la naissance de leur fille.

— Le baron et la baronne Guy de Wauters d'Oudart ont la joie de faire part de la naissance de leur fille.

— Dominique et Claire Picavet, née Marie, ont la joie de faire part de la naissance de leur fille.

— Le docteur Etienne Labeyrie et Mme, née Hélène Bombert, ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille.

Décès

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

— Mme Aronstein, née épouse, ses enfants, ont la douleur de faire part de la mort de leur fille.

SPORTS

FOOTBALL

Les Nantais prêts pour l'alternance

Le championnat de France de football s'est peut-être joué le 23 mars, lors de sa vingt-huitième journée. Des quatre équipes de tête, Nantes, le leader, qui paraissait avoir la tâche la plus difficile, s'est imposé à Paris (1 à 0) dans un match disputé à guichets fermés. Comme ses trois suivants immédiats ont été

battus, Nantes possède désormais, à dix journées de la fin de l'épreuve, quatre points d'avance sur Lyon, cinq sur Lens, six sur Bastia et Nice et sept sur Saint-Etienne, qui a réuni la première exploitée de la soirée en infligeant à Lyon sa première défaite (2-0) de la saison à domicile devant quarante mille spectateurs.

Le Football Club de Nantes et l'Association sportive de Saint-Etienne les deux rivaux intimes se trouvent une fois de plus ensemble à l'honneur au moment même où le premier s'apprête sans doute à succéder au second. Depuis ce mois de juin 1963 où les deux équipes ont gagné de concert leur place en première division, leur palmarès se confond presque avec celui du championnat de France. Si on excepte une interruption marseillaise en 1971 et 1972, le titre n'a, en effet, plus jamais quitté le département de la Loire ou de la Loire-Atlantique depuis 1964.

Si l'est vrai que le pouvoir use, en football comme ailleurs, Nantes a toujours été prêt à assurer l'alternance comme ce fut le cas en 1968 et 1969, puis en 1973, et sans doute cette année encore. Avec huit titres nationaux en treize ans (1964, 1967, 1968, 1969, 1970, 1974, 1975, 1976), Saint-Etienne a marqué de son exemple le football français. Le principal mérite des Nantais aura été de demeurer aussi longtemps les dauphins en

restant fidèles à une conception différente du football. De la première génération des « bananis » nantais, celle de Daniel Bon, Robert Budzinski, Jean-Claude Suardieu, Jacky Simon, Bernard Blanchet, Ramon Muller et Philippe Gondet, à cette nouvelle génération dont sont déjà éclos Omar Schuster, Bruno Baron, Michel Loko, Amis, Eric Pécout, Thierry Tussan et Oscar Muller (fils de Ramon Muller), les Nantais se sont toujours distingués par une certaine qualité de jeu où l'intelligence et la créativité prévalent toujours sur la force et la recherche du résultat à n'importe quel prix.

Pent-être a-t-il seulement manqué aux précédentes générations de footballeurs nantais cette force de caractère qui permet de ne pas perdre une partie de ses moyens dans les grandes occasions. Ainsi s'expliquent leurs échecs successifs au niveau européen ou lors des trois finales de coupe de France perdues en 1966, 1970 et 1973. Dans ce domaine, la nouvelle vague des joueurs nantais semble

un peu mieux armée que ses devanciers. A plusieurs reprises cette année, les jeunes Nantais ont su trouver en fin de partie les ressources nécessaires pour renverser des situations compliquées. Leur victoire au Parc des Princes — un stade qui leur a rarement été favorable — semble mal accréditer ce changement. Il leur reste à confirmer ces nouvelles dispositions en fin de championnat, où, avec six matches sur dix à domicile, les Nantais devront désormais assumer le rôle ingrat de favoris.

GÉRARD ALBOUY.

CHAMPIONNAT DE FRANCE DE FOOTBALL

Classement	1. Nantes, 40 pts ; 2. Lyon, 38 ; 3. Lens, 35 ; 4. Bastia et Nice, 34 ; 5. Saint-Etienne, 33 ; 6. Nancy et Metz, 30 ; 7. Paris-Saint-Germain, 27 ; 8. Bordeaux, 26 ; 9. Sochaux et Sochaux, 27 ; 10. Reims (27 matches), Nîmes et Laval, 26 ; 11. Valenciennes, 25 ; 12. Troyes, 24 ; 13. Angers, 23 ; 14. Lille, 19 ; 15. Rennes, 13.
------------	--

D'un sport à l'autre...

AUTOMOBILISME. — Le pilote Hans Stuck (R.F.A.) a été engagé par le constructeur Bramham pour remplacer Carlos Pace, tué dans un accident d'aviation le 18 mars, au Brésil.

CYCLISME. — Un communiqué publié par M. Jean-Pierre Scisson, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, mercredi 23 mars, indique que des cas de dopage ont été relevés par des contrôles médicaux lors de la course Paris-Nice. Selon M. Scisson, qui ne révo-

pour l'instant aucun nom, « il ne s'agit pas seulement de coureurs modestes ».

FOOTBALL. — Le tirage au sort des huitièmes de finale de la coupe de France de football, dont les matches « aller » et « retour » sont fixés aux 8, 9 et 13 avril, a donné les résultats suivants : Nîmes-Bordeaux ; Rouen-Saint-Etienne ; Gueugnon-Lorient ; Nantes-Strasbourg ; Angers-Lens ; Reims-Monaco ; Nice ou Villeneuve-Vauban ; Strasbourg-Sochaux ; Paris-Saint-Germain.

Avec TWA, 10 jours aux U.S.A. en toute liberté : avion, voiture, hôtels. 2945 F.

C'est l'un des nombreux forfaits de groupe spéciaux que vous propose TWA pour vous permettre de découvrir les Etats-Unis : il comprend le billet aller-retour économie TWA, la voiture de location et 426 hôtels au choix.

Et vous voyagez toujours sur un vol régulier de la TWA ; jamais sur un charter.

Pour bénéficier des meilleurs tarifs, préparez dès maintenant vos vacances aux U.S.A. : demandez à votre Agent de Voyages le programme détaillé des circuits et séjours TWA, ou retournez le coupon ci-dessous.

TWA, 501 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris. (Tél. 720.63.11)
Veuillez m'adresser gratuitement votre brochure en couleurs.

Nom _____
Adresse _____
Téléphone _____
Mon Agent de Voyages est : _____

N°1 sur l'Atlantique.
TWA
TWA : la compagnie aérienne qui transporte le plus grand nombre de passagers sur les vols transatlantiques réguliers.

JUSTICE

Du 21 au 27 mars

UNE SEMAINE INTERNATIONALE CONTRE LA PEINE DE MORT EN FRANCE

Le comité de liaison contre la peine de mort, qui s'est réuni au moment de l'arrestation de Patrick Henry (condamné le 22 janvier dernier par la cour d'assises de l'Aube à la réclusion perpétuelle à perpétuité pour le meurtre et l'enlèvement d'un enfant, alors que tout le monde s'attendait à la peine capitale), est à l'origine d'une semaine internationale contre la peine de mort en France, qui a lieu du 21 au 27 mars.

De nombreux mouvements sont associés à cette manifestation, parmi lesquels les Amis de la terre, le Mouvement d'émancipation humaine, le Comité de libération des homosexuels politiques et quotidiens, le Comité d'action des prisonniers, la Ligue pour la défense des communistes révolutionnaires, le Comité de lutte des objecteurs, le Partisan radical italien, et la Grande ouverte, le Champ social, etc.

Pour soutenir cette campagne, un gala est organisé à Paris, le samedi 25 mars, à 20 h. 15, à la Mutualité (24, rue Saint-Victor, 75005 Paris), avec la participation bénévole d'artistes de variétés et de confettiers.

* C.L.C.P.M., 117, avenue de Choisy, 75013 Paris (707-41-19).

Devant la cour d'assises du Morbihan

L'équipée sauvage de six jeunes gens

De notre correspondant

Vannes. — Presque quatre ans après, les Morbihannais n'ont pas oublié la série d'agressions commises entre le 25 juillet et le 8 août 1973 dans la région de Vannes par un groupe de six garçons qui, à l'époque, furent régénérés dans le département. Dans la nuit du 7 au 8 août 1973, notamment, ce qui n'aurait pu être qu'une escapade de mauvais garçons en goguette, judiciaire d'un tribunal correctionnel, finit par devenir l'« équipée sauvage » conduisant à terme ses auteurs, six jeunes gens, devant la cour d'assises du Morbihan. Au centre de ce procès qui a commencé mardi 22 mars, à Vannes, un thème essentiel : la violence gratuite.

Les accusés : Alain Gureme, trente ans, de Lorient ; ses frères Bernard, vingt-neuf ans, et Pierre Refour, trente-trois ans, de Vannes (Bret), tous trois terrifiés, et le cousin du premier, Alain Dellinger, trente ans, cultivateur agricole de Noyat (Loire-Atlantique) ; Yannick Le Cam, vingt-cinq ans, de Lorient, et Patrice Bertie, chauffeur, vingt-quatre ans, de Riantec (Morbihan). Ils sont aujourd'hui inculpés de vol, violence et viols. Au cours de cette nuit du 7 au 8 août 1973, précédée de deux autres équipées de moindre gra-

Le club Droit et Démocratie et l'Association des magistrats résistants organisent un colloque sur « Les droits de l'homme dans le monde », le samedi 25 mars de 10 à 18 heures, 5, quai de l'Horloge, dans les locaux de la Cour de cassation.

FAITS DIVERS

PRESSE

10 000

(Suite de la première page.)

Depuis bientôt deux ans, des grands journaux sont possédés de main en main, vendus et parfois brochés, avec la caution et même le soutien du pouvoir, à l'insu des journalistes et, bien sûr, des lecteurs. Nos auteurs de compléments et de libelles s'y sont-ils intéressés ? Non. Ceux qui leur ont fait complaisamment écho s'en sont-ils vraiment émus ? Non. C'est ou « Monde » qu'ils ont préféré s'en prendre. Sans succès.

Difficultés de l'information

Le journaliste est un observateur qui rend compte d'événements dont il n'est pas toujours le témoin direct ; il doit faire confiance à des informateurs : correspondants, amis et lecteurs, qui eux-mêmes ne sont pas toujours les témoins directs de l'événement et dont les versions sont souvent différentes. Du journaliste, on a dit qu'il était l'historien de l'instant. Il y a contradiction dans les termes. L'historien, à la différence du journaliste, dispose de tout le recul nécessaire, dans l'espace et dans le temps. Mais alors qu'il peut à loisir utiliser témoignages et documents, il peut lui-même se tromper non pas seulement sur l'interprétation des événements mais sur leur déroulement, voire même sur leur réalité.

Faire à cette difficulté qui consiste à établir en quelques heures, ou quelques minutes, la vérité ou la vraisemblance d'un fait, un journal n'est pas dépourvu de moyens ; il peut et doit multiplier les sources d'information, recouper et vérifier les nouvelles, publier plusieurs versions, user, bien sûr sans trop abuser, du conditionnel, qui n'est pas une clause de style, et enfin, et surtout, compléter ou corriger quand la lecture ou l'erreur est par trop manifeste. Evidemment, les rectifications, qui sont publiées sous diverses formes, sont parfois portées au passif du « Monde ». C'est pourquoi l'attitude critique qui devrait l'être, car, s'il n'est pas honnête de se tromper, il est honnête de ne pas rectifier.

Si l'erreur de fait est possible, l'erreur de jugement ne l'est pas moins. Toutes deux peuvent être substantiellement fautes. Le jugement du journaliste, de tout journaliste, commence au moment où il apprécie la valeur, la signification, la portée ou simplement

la réalité d'un événement. Dès cet instant, il entre inévitablement un élément de subjectivité dans sa décision. S'il n'en était pas ainsi, tous les journaux donneraient la même place et la même importance aux événements, et, dans un même journal, tous les rédacteurs seraient instantanément d'accord à chaque étape de son élaboration : choix, volume, place de l'information. A la limite, on peut faire sienne cette formule de ce professeur de journalisme : la nouvelle n'est pas un objet mais le produit d'un jugement.

Le journal a un autre moyen de faire face à cette difficulté : publier le plus grand nombre possible d'informations sur le même événement ou sur des événements différents. Le risque d'erreur ou d'omission (de fait et de jugement) est alors d'autant moins grand. Le lecteur a l'assurance, ou l'espoir, que rien d'important ou de significatif ne lui sera dissimulé. L'objectivité nait ainsi, d'une certaine façon, de l'abondance des nouvelles, mais cet effort suppose un volume qui n'est pas permis à tous les journaux.

Il est un dernier moyen de faire face aux difficultés quotidiennes de l'information, mais, celui-là, « le Monde » l'a toujours refusé : c'est d'attendre, pour en faire un événement, un fait définitivement tourné, qu'il soit achevé dans sa durée et sa forme. Certes, à trop s'approcher d'un événement chaud, on risque de se brûler les doigts. Mais un journalisme refroidi est-il du journalisme ? Il est plus prudent et plus confortable de se tenir à distance et d'attendre, pour présenter un fait inépuisable, d'exprimer une vérité cruelle, que l'opinion soit préparée à la recevoir, prête à l'accepter. Mais, si le fait d'information « Monde » augmente dès qu'un événement grave se produit, n'est-ce pas parce que le lecteur y cherche des éléments d'information et de réflexion qu'il ne trouve pas ailleurs ? Le journaliste, c'est la vie, la vie mouvante, passionnée, troublante ; les auteurs et les lecteurs n'ont guère plus de place ou de rôle dans la vie que dans le journalisme.

Cet effort d'information plus ou moins bien accompli, un journal a le droit et le devoir d'émettre une opinion. Il y a à cet égard trois sortes de journaux. Ceux qui se disent — ou que l'on dit — « journaux d'information » et qui ne font que rapporter ce qu'ils voient dans un journal qu'il a connu comme lecteur soit où il entre.

encore en avoir une. Ne pas choisir, ou en donner l'impression, entre le vrai, le vraisemblable et le faux, entre ce que l'on croit être le bien ou le mal, entre le significatif et le non-significatif, c'est bien avoir une opinion, la plus souvent conservatrice. Quand un homme ou un pays souffre d'une injustice grave, l'indifférence est une opinion. Quand un crime est commis, l'indifférence est une opinion. Et le mensonge par omission peut être la pire des opinions.

Il y a, à l'opposé, ceux qui, étant au service d'un parti, d'une idéologie, d'une confession et, à tort ou à raison, en sont l'expression officielle. Il y a enfin les journaux matriciels et politiques, qui expriment librement une opinion mais en présentant auparavant le plus grand nombre possible d'éléments d'information et de réflexion.

Se prononcer lorsqu'un choix simple et grave se pose au pays — ratification d'un traité, référendum, élections nationales — mais après avoir publié les documents, fait écho aux débats et aux points de vue les plus différents : s'il fait cet effort, un journal indépendant a le droit d'émettre un jugement qui n'est pas celui de son lecteur ou de son auteur, mais qui est le sien. Le manichisme propre aux périodes d'affrontement peut simplifier à outrance les définitions et les classements. Même partisan, même passionné, un journaliste professionnel en sait d'expérience la diversité et la complexité.

Liberté et justice

Des journalistes qui ne sont au service d'aucune idéologie et d'aucun parti, on ne peut cependant attendre qu'ils n'aient aucune idée, aucun sentiment, aucune passion même, qu'ils soient des automatiques de l'information. On peut exiger d'eux qu'ils s'émancipent de leurs préjugés, de leur opinionisme, non de l'héritage intellectuel et moral qu'ils ont reçu de leurs parents et de leurs maîtres, tiré de leur éducation et de leur expérience, enrichi de l'esprit et de la tradition du journal où ils exercent leur profession. Un rédacteur qui arrive dans un journal qu'il a connu comme lecteur soit où il entre.

D'origines et de tendances diverses, les rédacteurs et les responsables de ce journal ont entre eux un minimum d'idées communes. Avant tout, la passion de la justice.

L'autorité est indispensable à toute vie en communauté, et cela va de la cellule familiale à l'organisation internationale. La mission dont elle s'exerce peut varier selon les époques et les pays. Sa nécessité est, hélas ! ses abus sont dans la nature des hommes et des institutions.

Par une pente fatale, tout pouvoir est enclin à abuser de son pouvoir, à épuiser, un jour ou l'autre, sur les droits des individus ou des communautés voisines. Tout pouvoir contient en lui le germe de sa décadence. Alors qu'il n'était que ministre des finances, M. Giscard d'Estaing avait défini la presse comme un « anti-pouvoir ». Non qu'elle soit nécessairement une presse d'opposition, mais parce que, même si elle est proche de la majorité, elle est attentive à tous les empiétements des pouvoirs, qu'ils soient politiques, économiques, militaires, voire religieux.

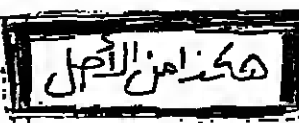
En servant la justice, c'est aussi la liberté que l'on défend. Traditionnellement, le socialisme est plus soucieux de justice, et le libéralisme de liberté. Pourquoi désespérer de concilier l'une et l'autre ? Il y a cent ans, des philosophes affirmèrent que jamais la liberté et l'autorité ne seraient conciliables. En dépit de faiblesses, dont la pire est l'instabilité, la démocratie, la démocratie politique, a tout de même réussi à servir à la fois l'autorité et la liberté.

En soutenant l'entreprise de décolonisation, « le Monde » défendait à la fois la justice et la liberté. Ne désespérant pas de voir garantir un jour la justice et la liberté au sein d'une démocratie économique, « le Monde » reste fidèle à sa tradition.

Cette passion de la justice, ce souci de la concilier avec la liberté, peuvent définir l'idéal de ce journal et le critère qu'il tente d'appliquer au jugement d'une actualité qui, au fil des ans, se transforme profondément. Les valeurs, les événements, les pays, auxquels s'intéresse un journal tel que celui-ci, ne sont plus les mêmes qu'il y a vingt ans, dix ans.

Le monde a changé ; « le Monde », lui, n'a changé ni d'esprit ni de vocation.

JACQUES FAUVET.



JUSTICE

FAITS ET JUGEMENTS

M. de Ribemont explique sa demande d'indemnité.

M. Patrick Allenat de Ribemont a expliqué mercredi 23 mars, au cours d'une conférence de presse, pourquoi son avocat avait, en son nom, demandé au premier ministre, à titre gracieux, une somme de 10 millions de francs en réparation des déclarations de M. Michel Poniatowski, ministre de l'Intérieur, le présentant comme responsable du meurtre de Jean de Broglie, au début de cette affaire (le Monde du 24 mars).

« En droit français, a indiqué M. de Ribemont, il n'est pas possible de demander réparation par les voies de diffamation contre un ministre en exercice. Mes avocats ont donc pensé que la restitution de tout ce qui m'avait été volé, et notamment mon honneur, ne pourrait s'effectuer que par un recours gracieux auprès du premier ministre. » M. de Ribemont a enfin affirmé, à propos du meurtre du député de l'Eure, que « les vraies questions n'avaient pas été posées au niveau de l'enquête ».

D'autre part, la confrontation entre M. Fierre de Varga et l'ancien inspecteur principal Guy Simoné a été, mercredi 23 mars, nettement plus tumultueuse que la veille. A travers la porte du cabinet de M. Guy Flich, premier juge d'instruction, on entendit de très violents éclats de voix, des cris, des hurlements et même des pleurs. Sous l'effet d'une très violente colère, M. Simoné reprochait avec véhémence à son antagoniste de mentir, en niant l'avoir chargé d'organiser l'assassinat de Jean de Broglie.

Audition des témoins au procès des autonomistes bretons.

La troisième audience du procès des sept autonomistes bretons poursuivis devant la Cour de sûreté de l'Etat (le Monde des 22 et 23 mars) a été consacrée, mercredi 23 mars, à l'audition des témoins cités par l'accusation. Parmi ceux-ci, le sénateur d'Ille-et-Vilaine (R.P.R.), a été interrogé sur les circonstances de l'attentat commis à son domicile, le 19 septembre 1974.

M. Estère a déclaré qu'il avait bien des « adversaires politiques », mais « aucun ennemi », et qu'il n'aurait jamais été menacé.

Les inculpés ont aussitôt fait remarquer qu'ils n'étaient pas poursuivis pour cet attentat, qu'aucun mouvement n'avait revendiqué. Plusieurs policiers, entendus par la suite, ont repoussé les arguments des avocats de la défense selon lesquels ils auraient fait de la « police politique ».

Un autre parlementaire breton, M. Michel de Senneville, député du Finistère (R.P.R.), est venu témoigner : le seul inculpé encore détenu, M. Jean-Charles Denis, avait en effet été arrêté près du domicile de M. Estère, porteur de deux engins explosifs. Le député a déclaré qu'il devait être tout particulièrement visé, puisqu'il était le rapporteur au conseil général d'un projet d'installation d'usines nucléaires en Bretagne.

Un million et demi de francs pour un écolier victime d'un camarade.

Une somme de 1 581 635 francs de dommages et intérêts a été accordée par le tribunal de Lyon, qui présidait M. André Maillet, au bénéfice d'un jeune écolier de cette ville victime, dans son lycée, le 1^{er} mars 1974, de l'explosion d'un détendeur qu'avait apporté un de ses camarades. L'enfant, alors âgé de onze ans, avait été l'objet de multiples interventions chirurgicales, malgré lesquelles il reste aujourd'hui atteint de cécité et amputé, totalement ou partiellement, de quatre doigts de la main gauche, alors qu'il est gâcher.

Le père de l'élève ayant apporté l'engin a été déclaré civilement responsable.

En revanche, pour ce qui concerne la responsabilité de l'Etat, le tribunal estime qu'aucune faute de surveillance ne peut être reprochée au lycée « étant donné la taille de ces objets et le fait que si l'enfant les a montrés à des camarades, c'était probablement de façon furtive ».

Vingt ans de réclusion criminelle requis contre J.-G. Willoquet.

Devant la cour d'assises de Paris, M. Pierre Callaud, avocat général, a requis, mercredi 23 mars, une peine de vingt ans de réclusion criminelle contre Jean-Charles Willoquet pour la série de cambriolages et de hold-up commis en 1973 et 1974 et les différentes fusillades qui ont jalonné cette série. M. Callaud a souligné qu'en moins d'un an Willoquet avait été mêlé à cinq fusillades, blessant notamment l'un de ses complices et ouvrant le feu à deux reprises sur des policiers qui le poursuivaient.

TÉMOIGNAGE

Les lectures de la prison

Nous avons reçu d'une lectrice déstaurant conserver l'anonymat la lettre suivante :

Je suis le compagne d'un détenu (prévenu depuis cinq ans qui doit passer prochainement aux assises) incarcéré à la prison de la Santé à Paris. En tant que prévenu, il est présumé innocent et devrait donc être considéré comme citoyen à part entière. Si j'en crois la lettre que vous avez publiée sous la signature d'un magistrat, il devrait même être électeur... en vertu de la loi du 31 décembre 1975.

Etant moi-même électrice dans une ville de province, j'ai reçu quelques jours avant le premier tour des municipales une enveloppe contenant les professions de foi de chacune des listes en présence dans ma ville. Mon compagnon s'intéresse à la vie municipale de ma ville, je lui ai donc envoyé cette enveloppe

en y ajoutant un tract signé de la Ligue communiste révolutionnaire, concernant la position de ce parti quant aux problèmes pénitentiaires, tract distribué samedi dernier devant la prison à l'heure des périolois.

J'apprends aujourd'hui par une lettre de mon mari que ces documents sont restés bloqués à la censure de la prison. Ce sont pourtant, je le répète, à l'exception du tract de la L.C.R., les documents officiels envoyés à chaque électeur... Une telle atteinte à la liberté intellectuelle du citoyen est-elle tolérable dans un pays qui se veut civilisé ?

Autorisation spéciale

Puisque j'ai consacré à vous raconter ce genre de scandale, j'en profite pour vous citer deux anecdotes du même genre.

Si vous avez eu l'occasion de lire la liste des journaux « cantinables » dans une prison, vous

auriez remarqué la diversité de choix de lecture pour ce qui est des revues pornographiques et sportives. Je n'ai rien contre ce type de publications, elles sont utiles au même titre que les autres, seulement voilà... il se trouve que « les autres » sont plus souvent revues.

Jusqu'à maintenant, j'envoyais chaque mois le Peuple breton à mon compagnon. C'est une revue politique éditée par le parti socialiste et autonome Union démocratique bretonne. Je lui envoyais aussi toutes sortes de revues, depuis Libération jusqu'à Play Boy en passant par Cosmopolitan ou Tribune socialiste. Depuis quinze jours, il ne reçoit plus aucune revue.

A se demander d'explications, il lui a été répondu que « les journaux et revues pour lesquels il n'y a pas d'abonnement direct et qui sont transmis par les familles ne sont plus acceptés » (d'après quand, pourquoi ? Mystère...). Quant aux abon-

nements à partir de l'extérieur par les familles (je suppose qu'il s'agit des abonnements souscrits par les familles), il faut au préalable une autorisation de la direction... Autrement dit, il est possible d'acheter librement, couple 2000, Lebois, Erotika au numéro à l'intérieur de la prison, mais il faut une autorisation spéciale pour s'abonner (compte tenu du prix des journaux, c'est rarement le détenu qui s'abonne lui-même) à des revues de réflexion.

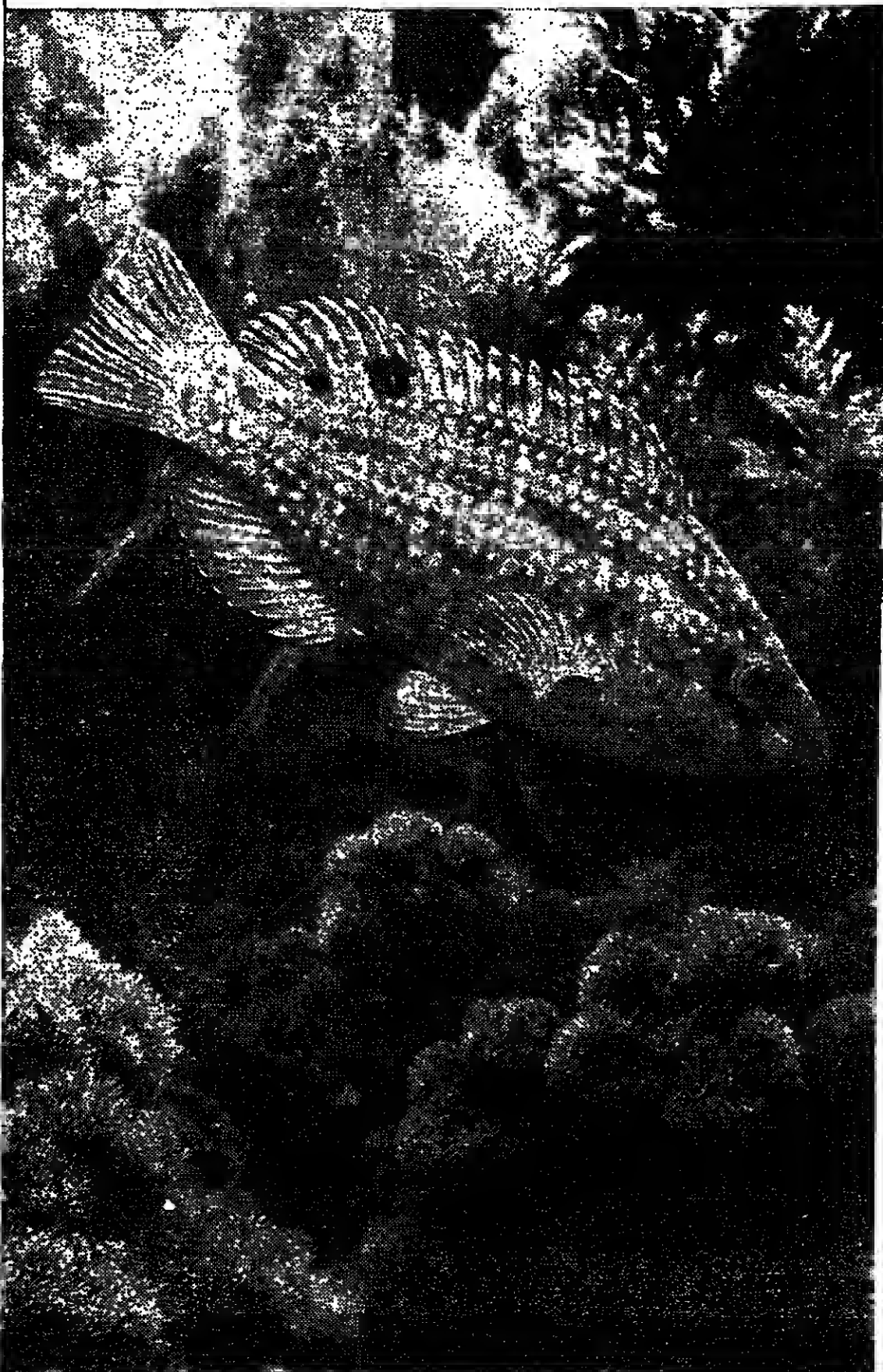
Dernière remarque que je voulais faire, toujours dans le même domaine : tout détenu peut recouvrir les murs de sa cellule de photos découpées dans les revues (voir plus haut), mais celles qui sont envoyées de l'extérieur font l'objet d'une censure. Des photographies (pourrait-on dire « classiques » et « innocentes ») d'une femme dénudée n'ont pas été transmises à son mari à qui elles étaient destinées. Si le photo

avait été prise sur la plage avec fond de château de sable, sans doute n'y aurait-il eu aucun problème, ou si le photo avait paru en page centrale de Play Boy. Mais non, c'était le photo ordinaire et classique d'une femme ordinaire dans un appartement ordinaire, la morale des censeurs ne pouvait l'accepter. Un détenu peut « rêver » sur l'image d'un corps de femme si c'est un mannequin, mais pas sur l'image du corps d'un homme.

La prison, a dit un jour une « haute autorité », consiste en la suppression de la liberté, et rien que cela. Il n'y avait pas précisé qu'il s'agissait aussi de la suppression de la dignité humaine. Un détenu doit demander l'autorisation de vivre sa sexualité, réfléchir poliment et s'informer. Soitement à sa sortie, après parole de longues années de vie hors de la normale, on s'attend à ce qu'il ait du mal à se réintégrer « dans la société ».

Elevage sous la mer.

Labre, ou l'île de mer. Ce poisson vit dans les eaux profondes des côtes rocheuses. Photo Stéphanie-Répha.



La mer occupe les trois quarts de la surface de notre planète. C'est un immense grenier riche en protéines, et pourtant l'homme n'y prélève actuellement que 1% de ses besoins.

Hoechst contribue à l'implantation de véritables fermes sous-marines où seront exploitées de façon intensive les richesses de la mer. Avec sa fibre Trevira haute ténacité, par exemple, on réalise des enclos aux structures souples où les espèces sélectionnées peuvent se développer librement dans leur milieu naturel.

Hoechst obtient également des résultats encourageants dans les domaines des additifs alimentaires pour poissons.

Ainsi en étendant ses champs sous la mer, l'homme trouvera une façon rationnelle de combler notre déficit actuel en protéines.

Dans le domaine de l'aquaculture, comme dans bien d'autres, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



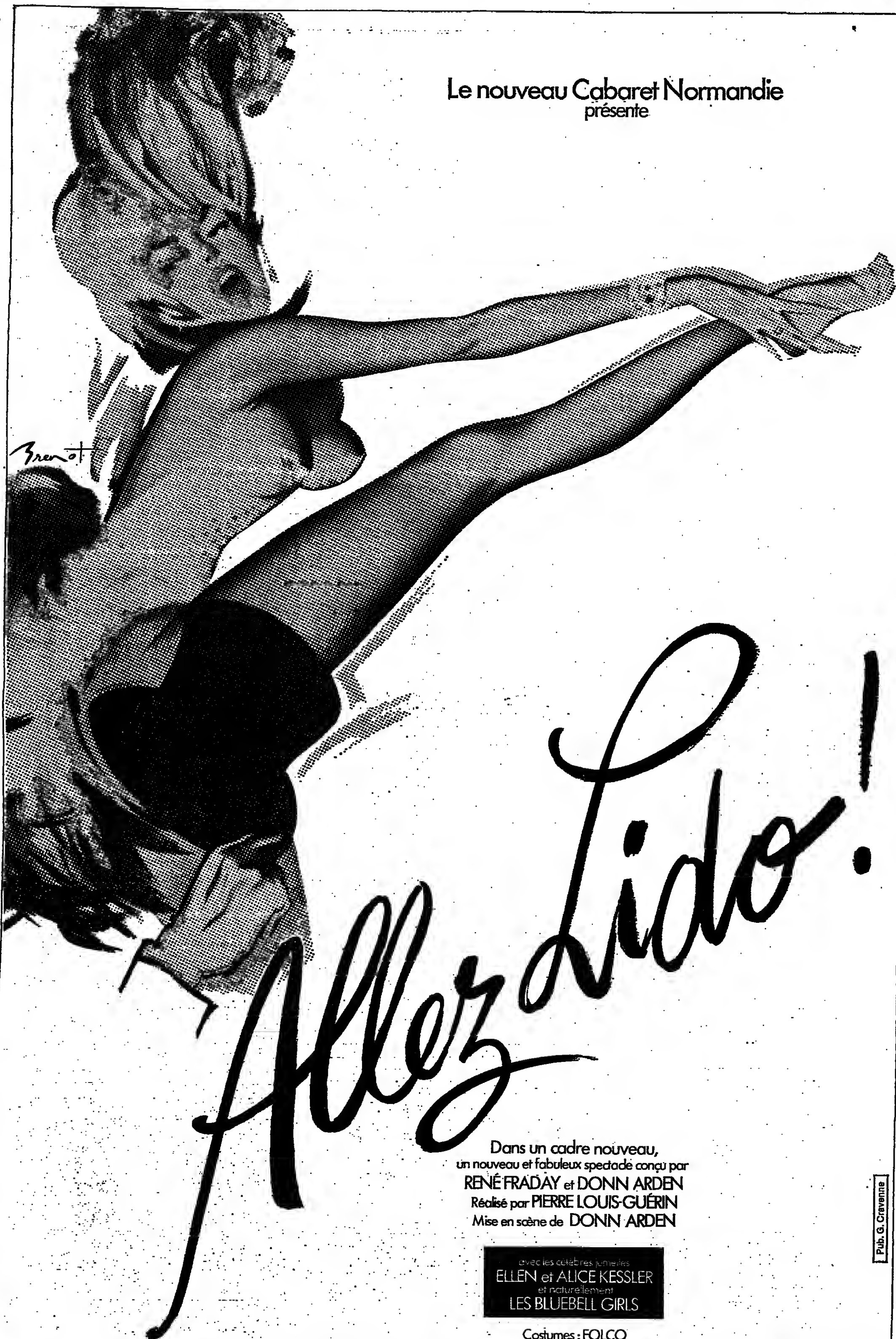
هكذا من الأجل

et Astor Piazzolla

Le nouveau Cabaret Normandie
présente

37

rolex
mars
1 30
2 30
3 30
4 30
5 30
6 30
7 30
8 30
9 30
10 30
11 30
12 30



Allez Lido!

Dans un cadre nouveau,
un nouveau et fabuleux spectacle conçu par
RENÉ FRADAY et DONN ARDEN
Réalisé par PIERRE LOUIS GUÉRIN
Mise en scène de DONN ARDEN

avec les célèbres jumelles
ELLEN et ALICE KESSLER
et naturellement
LES BLUEBELL GIRLS

Costumes : FOLCO

Décor : H. WARREN et G. VECCIA - Chorégraphie : R. RIZZO, L. MALDONADO et P. PACKARD - Musiques : J. HARBERT
Orchestrations : A. NORMAN - Lyrics : A. HORNEZ - Direction musicale : P. DELVINCOURT

Pub. G. Cravenne

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	42,00	48,04
	9,00	10,29
	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
L'IMMOBILIER	28,00	32,08
"Placards encadrés"	34,00	39,68
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,08

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

POUR L'ETUDE ET LA REALISATION D'ENSEMBLES COMPLEXES D'EQUIPEMENTS MECANIQUES, on recherche **UN INGENIEUR MECANICIEN DIPLOME**

- Le candidat âgé de 30 ans environ aura des connaissances et une expérience acquises de préférence en bureau d'études dans le domaine :
 - des machines spéciales
 - engins de levage (calcul de résistance des matériaux)
- Il s'intégrera dans une équipe technique au sein de laquelle il aura la responsabilité d'une partie des équipements et sera chargé de la rédaction des spécifications, du suivi des études et des relations avec les sous-traitants.
- Il aura nécessairement des aptitudes à la rédaction et aux relations d'affaires.
- Le salaire motivant tiendra compte des aptitudes et de l'expérience du candidat.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions s/réf. 70301 à P. LICHOU S.A. 10, rue de Louvois 75003 Paris cedex 02 qui transmettra.

LA FILIALE FRANÇAISE d'un groupe international fortement implanté sur le MARCHÉ DES PRODUITS DE GRANDE CONSOMMATION

recherche

DIRECTEUR DE MARKETING

SPECIALISTE CONFIRME du marketing et apportant la preuve d'une réussite certaine sur le marché des biens de grande consommation :

- diplôme d'études supérieures (ESSEC, HEC, INSEAD, MBA...)
- connaissance théorique et pratique approfondie du marketing, des ventes et de la gestion de budgets importants ;
- très au courant des problèmes posés par la distribution moderne ;
- ayant déjà assumé la responsabilité complète du marketing-mix, dirigeant les activités de plusieurs chefs de groupe ou chefs de produits, à l'intérieur d'une société importante ;
- une réelle maîtrise de l'anglais écrit et parlé.

Veuillez adresser votre C.V. sous le numéro 593614, REGIE-PRESSE, 55 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

Importante agence de voyages
recherche :

COLLABORATEUR Travailleurs, agents, cristallin et organisé, Connaissant bien la FRANCE.

Missions :
— Rechercher des produits touristiques (notamment de l'hébergement sous ses différentes formes) ;
— Négocier avec des prestataires à travers toute la France.

Exigences :
— Grande mobilité géographique ;
— Homme de goût, capable d'acquiescer des produits de qualité ;
— Expérience acquise dans le tourisme nécessaire ;
— Parle VI. et ANGLAIS indispensables.

Possibilité cadre et évolution en fonction de l'impact commercial du candidat.

Envoyer C.V. avec photo en motif candidature à :
M. A. J. J. CONFESSE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}, total discrétion assurée.

JEUNE TITULAIRE Maîtrise informatique de gestion Ecrire avec C.V. et prétent. à : M. A. J. J. CONFESSE, 12, rue Jean-Jacques, 75007 Paris.

MAIRIE DE NANTERRE recherche bilingue (re) Diplôme d'Etat pour centres de vacances du 2 au 15 avril 1977.

Tél. : 204-01-20, poste 312.

CALCULATEURS
Chargés métalliques
SOPRAS 100, bd Voltaire - 75011

Très important
Groupe financier
du Secteur privé
recherche

PARIS
LYON
GRENOBLE

un animateur

apte à la création et au commandement d'une petite unité de distribution de produits financiers et immobiliers, autonome au sein d'une Organisation plus importante, et au service de la politique commerciale du GROUPE.

PROFIL

- Expérience pratique de la Vente et du Management.
- Dispositions particulières ou idées pour la Vente et le Management.
- Vocation pour les relations humaines et la pédagogie active.
- Sens aigu de l'action et du pragmatisme.
- Capacité d'intervention personnelle et directe dans l'action et sur le terrain.
- Coefficient de solidarité élevé.

Le poste est totalement opérationnel et ne peut convenir qu'à l'homme jeune, décidé à conquérir une importante position sociale par l'action (volume et intelligence). Il exclut irréductiblement des prétentions basées sur une position "arrêtée" ou sur une conception fonctionnelle de son rôle.

FORMATION - AGE

Solide formation secondaire, Ecole Supérieure de Commerce, équivalent ou solide formation autodidacte. 23 ans minimum.

OFFRE

- Stage de formation aux problèmes spécifiques de la Vente et du Management du Département.
- Position hiérarchique adaptée au quotient personnel et très rapidement évolutive.
- 4000 F/mois minimum garanti 6 mois. 5000 F en cas d'adéquation exceptionnelle entre le profil et le poste.

Envoyer lett. manuscrite à PUBLI-BANS réf. GG 467 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, qui transmettra (Merci de bien vouloir préciser la référence).

IMPORTANTE BRASSERIE SITUÉE A ORAN RECHERCHE

RESPONSABLE ENTRETIEN

Il sera un homme de terrain, Ingénieur d'une école d'électricité et de mécanique ou possédant une grande expérience dans un poste similaire.

Il aura le sens de l'organisation, du commandement, de préférence une expérience dans le conditionnement des boissons gazeuses. Expérience minimum 3 ans.

Logement de fonction, rémunération élevée, contrat de 2 ans renouvelable.

Ecrire à :

MONSIEUR LE DIRECTEUR
DE LA S.N. E.M.A.
BRASSERIE D'ORAN
10, AVENUE DES 40-MARTYRS - ORAN

BANQUE PRIVÉE

Appartenant à un groupe financier de premier plan
recherche
pour son réseau d'agences de Paris

1^{er} DIRECTEUR D'AGENCE

Formation universitaire, solide expérience bancaire soignée, classe V et au-delà. Le candidat retenu devra prendre en charge et développer une clientèle de particuliers et d'entreprises de haut standing.

2^e GRADÉS (ÉES) D'AGENCE CLASSE III

Connaissance approfondie des opérations de guichet en agence. Développement de carrière vers l'exploitation pour un candidat attiré par les activités commerciales.

Ecrire avec C.V. manuscrit, prétentions et photo, N° 37491 PUBLICITE ROGEE BLEY 101, rue Réaumur, 75002 PARIS, qui transmettra.

emplois régionaux

Société de Services, la maîtrise de notre expansion nous a amené à décider la mise en place immédiate d'un système informatique en temps réel (niveau de 200 terminaux). Nous recherchons notre équipe existante pour la durée du chantier (environ 3 ans) et recherchons :

UN INGENIEUR EN ORGANISATION Conception et mise en place du système de Contrôle de Gestion

UN INGENIEUR INFORMATICIEN Conception et mise en place de la Base de Données

- Les candidats que nous sélectionnerons ont :
- une formation supérieure du type Grande Ecole d'Ingénieur,
 - une expérience bancaire en informatique ou en organisation,
 - les qualités de disponibilité et de maîtrise des techniques et des hommes que suppose un tel démarrage. Nous offrons :
 - un salaire de 100 000 F/an et plus en fonction de l'expérience du candidat,
 - une grande autonomie de travail dans le cadre d'un projet important,
 - un cadre de vie agréable dans une ville moyenne à 200 km de Paris.

Adresser C.V. manuscrit, photo et prétentions à PLAIN CHAMPS sous réf. 1253 5, rue du Heider, 75009 PARIS.

BANQUE GRENOBLE RECHERCHE

UN CHEF DE CAISSE

Pour guichet en cours de création

- 30 ans environ, classe III à IV
- Niveau souhaité, plusieurs années d'expérience similaire dans banque de dépôt

Envoyer curriculum vitae manuscrit et photo sous le n° 8.698 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75427 PARIS (9^e).

Société de Caisses rec. pour sa déléguée BRETAGNE bureau de RENNES

COLLABORATEUR (TRICE)

pour assister le directeur dans le démarchage des banquiers.

ILLE-ET-VILAINE, MAYENNE, MANCHE

— Connaissances bancaires et crédits indispensables.

— Maîtrise du contact.

— Ecr. avec C.V. à : SIAB, 2, rue Pissier, 75009 PARIS.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Secrétariat d'Etat
au Plan

Commissariat National
à l'Informatique

LE CENTRE D'ÉTUDES ET DE RECHERCHES EN INFORMATIQUE

ÉTABLISSEMENT DE FORMATION DES INFORMATIENS
(Programmeurs, Analystes, Ingénieurs)

RECRUTE DES ENSEIGNANTS

- En Technologie des Ordinateurs ;
- Automatique et Asservissements (Informatique Industrielle) ;
- En Électronique ;
- En Physique ;
- En Théorie des Langages et Compilation ;
- En Système, pour l'enseignement :

- des concepts généraux des systèmes d'exploitation ;
- des techniques de mise en œuvre d'un système (SIRIS 7, de préférence) ;
- de l'Assembleur (du 10070, de préférence) ;

- En Transmissions de données, Télétraitement et Réseaux ;
- En Informatique appliquée à la gestion, pour l'enseignement :

- des langages évolués (COBOL, PL/1, FORTRAN) ;
- des méthodologies d'Analyse et de Programmation (notamment L.C.P., L.C.S., CORIG) ;
- des Fichiers et des bases de données ;

- En Organisation et Méthodes (Structures, Circuits et Imprimés Administratifs) ;
- En Économie Générale ;
- En Gestion des Entreprises (Comptabilité, Contrôle de Gestion, Tableau de bord, Stratégie d'Entreprises, Organisation et Structures des Entreprises) ;
- En Mathématiques ;
- En Statistiques ;
- En Recherche Opérationnelle.

Les candidats doivent avoir des titres suffisants (au moins Doctorat de 3^e Cycle ou Diplôme d'Ingénieur d'une Grande École), une expérience pratique dans leur spécialité et avoir déjà enseigné. Ils auront des activités d'enseignement et de recherche, et participeront à l'encadrement des élèves dans des projets réels en entreprise.

Les postes offerts seront libres à la rentrée d'Octobre 1977.

Les candidats (toutes nationalités, mais parlant français) peuvent être recrutés soit dans le cadre de la Coopération Technique Intergouvernementale, soit sous contrat de droit commun.

Les candidatures doivent être adressées au

Joindre un curriculum vitae détaillé et toutes pièces justificatives des titres et de la qualification

C.E.R.I.
OUED-SMAR - ALGER

مكتبة النخيل

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne 7/8
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,75
DEMANDES D'EMPLOI	42,00	48,04
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	9,00	10,29
	70,00	60,08

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE	La ligne	La ligne 7/8
L'IMMOBILIER	28,00	32,03
"Placards encadrés"	34,00	38,89
Double insertion	38,00	43,47
"Placards encadrés"	40,00	45,76
L'AGENDA DU MONDE	28,00	32,03

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

représentation offres

secrétaires

FLOPETROL, très importante Société Internationale de Services Pétières

recherche, en vue de faire face à son expansion

UN INGÉNIEUR INSTRUMENTATION ET PROCESS

LE POSTE :
A l'intérieur du département « Recherche et Développement », il aura la responsabilité de la conception des installations de production temporaires en mer, ainsi que la supervision de l'équipe de réalisation du montage des équipements.

LE CANDIDAT :
Diplômé d'une grande Ecole d'ingénieurs (ou niveau équivalent), il aura acquis 5 ans minimum d'expérience en instrumentation et process, sur des chantiers de production pétrolière. Une expérience en R.E. serait souhaitable. La pratique courante de l'anglais est indispensable.

Le poste est basé à Melun ; il implique de fréquents déplacements à l'étranger. La rémunération de départ dépendra du niveau d'expérience acquis.

UN RESPONSABLE DU SERVICE COMMERCIAL

LE POSTE :
— Mettre en place, organiser et animer un service qui est le support logistique et technique des équipes de vente.
— Stabiliser et réaliser un programme d'actions pour le développement des ventes dans les pays dans lesquels la Société n'est pas représentée.
— Représenter les clients auprès des services fabrication, pour assurer la réalisation des équipements commandés.
— Superviser la section conditionnement, emballage et expédition.
— Assurer la transmission de la documentation technique adéquate.
— Coordonner l'assistance technique.
— Superviser le fonctionnement du service après-vente.
— Responsable de la facturation et du suivi des paiements.

Ce poste implique des déplacements à l'étranger. L'anglais parlé et écrit est indispensable. La connaissance d'une autre langue serait appréciée.

LE CANDIDAT :
INGÉNIEUR ou niveau équivalent ayant si possible une expérience pétrolière dans le domaine de l'exploitation et du forage.

La rémunération de départ dépendra du niveau d'expérience acquise.

Envoyer curriculum vitae à Société FLOPETROL, Service du Personnel, B.P. 592 - 77005 MELUN CEDEX.

SOCIÉTÉ FILIALE D'UN IMPORTANT GROUPE ELECTRONIQUE ANGLAIS

recherche pour son SERVICE COMMERCIAL :

INGÉNIEUR

TECHNICO-COMMERCIAL

pour diffusion de matériels périphériques d'informa-tique.

SECRÉTAIRE

BILINGUE ANGLAIS (In, parlé)

dynamique, organisée, précise.

pour son SERVICE APRES-VENTE

TECHNICIENS DE MAINTENANCE

en ELECTRONIQUE

Env. avec C.V. détaillé, et prêt, sous numéro 4595, CONTESSÉ Paul, 20, av. de l'Opéra, 75001 PARIS.

CASABLANCA (MAROC)

IMPORTANTE ENTREPRISE

C.A. 650 000 000 D.F.

EFFECTIF 3 000 salariés

pour la création de son

DEPARTEMENT MATERIEL

(entretien - travaux neufs et études)

UN INGÉNIEUR

(Centrale, Arts et Métiers ou équivalent)

— Plusieurs années d'expérience ;
— Age minimum 35 ans.

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions à COSUMAR, R.P. 3098, CASABLANCA, MAROC.

Pour s'intégrer dans une équipe d'ingénieurs du Bâtiment à PARIS

UN INGÉNIEUR GROS ŒUVRE

— 30 ans minimum.
— Expérience chantier.
— Bonne connaissance T.C.E.

POUR :
— Assistance technique.
— Cours de formation.
— Élaboration de la réglementation.

Adresser C.V. et prêt, sous le numéro 98189 R, BLAU Publicité, 17, rue du Docteur-Label, 94300 VINCENNES, qui transmettra.

LE CENTRE DE DIFFUSION DE L'ÉDITION recherche

UN REPRÉSENTANT

pour les éditeurs universitaires de son catalogue (Masspero, Minuit, etc.) sur la région Sud-Ouest.

Envoyer curriculum vitae au C.D.E., 22, rue de Condé - 75008 PARIS.

Fabricant nappes en P.V.C. ch.

REPRÉSENTANTS (ES)

titres + commission + prime.
Bien introduites contacts acheteurs grande surface et détaillants.
Secteur déterminé. Ecrire sous n° 999 34 M. Rode-Fredes, 85 bis, r. Réaumur, 75002 PARIS.

CONSTRUCTEUR EUROPEEN MATERIEL ECLAIRAGE recrute

V.R.P. MULTICARTES

ou AGENTS COMMERCIAUX

Pour régions RENNES NANTES LILLE LYON MARSEILLE LIMOGES

Pr ventes aux grandes surfaces (rayon éclairage). Envoyer C.V. à M. KNOBEL, 5, P. 43, 75, 93848 AULNAY-SOUS-BOIS.

demandes d'emploi

EXPORT

INGÉNIEUR GRANDE ECOLE 34 ans, célibataire

— Six ans expérience vente machines ;
— Anglais, allemand courant ;
— Bonne connaissance marketing ;
— Organisation et administration ;
— Déplacements étrangers acceptés ;
— Recherche.

POSTE INGÉNIEUR D'AFFAIRES Ecrire HAVAS ORLÉANS n° 115 389.

MOYEN-ORIENT

DIRECTEUR GENERAL SOCIÉTÉ D'ÉTAT terminant son contrat dans 3 mois et souhaitant rester au Moyen-Orient.

Cherche situation collaboration dans société exportant ou ayant activités industrielles ou financières dans le golfe Arabique.

Formation juridique.

Relations administration et secteur privé.

Ecrire sous le numéro 665, « le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens - 75007 PARIS-9.

MAÎTRE EN GESTION Dauphine 32 ans, certifié Marketing, Finance, Informatique, niv. doc. Gestion, ch. 2000 par mois, bureau d'études. Ecr. n° 648, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

J.H. 24 ans, dip. ESC, LIC. Droit, exp. Export, est intéressé par toutes opportunités CANADA. Ecr. n° 647, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

CHEF ACCESSOIRISTE TOUTES. de province, célibataire, 47 ans, libre de contrat d'avril à septembre 1977, étudier toutes propositions de contrat à venir. Spécialités : Calligraphie et art héraldique. Différents permis de conduire dont permis 100 CV essence. Ecr. n° 646, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

PRESSÉS Michel Théâtre de Rennes 35000. Ecr. n° 645, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

DAME Cinquante, dynamique, connaissant

STENOGRAPHE, COMPTABLE

Cherche poste. S/abs 30 h, sem. 2.500 F mens. ou REMPLAC. 3 mois min. Tél. : 325-92-92 après 19 h.

secrétaires

SECRÉTAIRES DACTYLOS bilingues anglais TRES LONG REMPLACEMENT. Condit. ind. soc. sup. réf. Se présenter PRESTIGE, 62, bd Sébastopol, Paris-3.

Sténodactyle Saint-Cloud, recherche J. femme STENOGRAPHE pour SECRÉTARIAT MEDICAL Tél. : 62-70-72, Dr. Almonet.

proposé com. capitaux

SI VOTRE ENTREPRISE DÉVELOPPE UNE TECHNOLOGIE NOUVELE, CLASSE INTERNATIONALE, JE PEUX EFFICACEMENT VOUS AIDER À L'EXPLOITER DIRECT, OU INDIRECT, SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS. Ecr. n° 644, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

formation profession.

PROGRAMMEUR D'EXPLOITATION SUR IBM 3 Niveau BAC : 180 h de cours PUPITREUR 25 Niveau 1er ou 2e P.C. 160 h de cours en leur ou du soir

FAX

A. r. d'Amsterdam-9 - 874-75-69 94, r. Saint-Lazare-9 - 874-58-50

information emploi

POUR TROUVER UN EMPLOI

La CIDEM (Centre d'Information sur l'emploi), association sans but lucratif, vous propose GUIDE COMPLET (230 pages). Extraits du sommaire :

- Les 3 types de C.V. : rédaction, exemplaires, erreurs à éviter.
- La graphologie et ses pièges.
- 12 méthodes pour trouver l'emploi désiré : avec plans d'actions détaillés.
- Réussir entretiens, interviews.
- Les bonnes réponses aux tests.
- Emplois les plus demandés.
- Vos droits, lois et accords.
- Pour informations, écr. CIDEM, 6, st. Montigny, 76-Le Havre.

COMPTABLES TROUVEZ UN BON EMPLOI

grâce aux Conseils E.P.A. Résultats élevés sur CONSTAT D'HUISSIER

Quelques sujets traités :

- Les petites annonces ;
- Les insertions rentables ;
- Le C.V. efficace ;
- Le dossier convaincant ;
- La lettre individuelle ;
- L'entretien.

Brochure envoyée gratis par ECOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION

Ecole privée fondée en 1873, soumise au contrôle pédagogique de l'IEH. 4, rue des Petites Champs, 75008 Paris Cedex 02.

occasions

MOQUETTE ET MURAUX 1er et 2e choix en solde 100.000 m² sur stock. Tél. : 355-65-50.

LIVRES achat comptant à domicile. Littérature, 13, rue de Buc-P. Tél. : 325-58-22.

TRES IMPORTANT GROUPE BANCAIRE ET FINANCIER à PARIS

recherche pour compléter son équipe de juristes

Un Collaborateur Juridique

Le candidat devra :

- posséder une formation juridique supérieure ;
- avoir une pratique de deux ou trois ans en matière de droit des affaires et des sociétés ;
- avoir une bonne pratique de l'anglais.

Le candidat devra avoir une personnalité affirmée et le sens des contacts humains.

Env. C.V. lettre man. et photo sous le réf. 345 à : CREATIONS D'AFFAIRES, 41, avenue de Friedland, 75008 Paris, qui transmettra.

AGRICULTEUR-ELEVEUR en Haute-Normandie, 30 km Dieppe.

Recherche COUPLE par trav. agricoles sur machines modernes et élevage industriel de vaches. Salaire 120 + intéressement. Env. C.V. précisée. Ag. réf. 10000, à SECOI, 1, rue Richemond, PARIS-8.

IN.R.A. - C.V. 7830 JOUY-EN-JOSAS recherche POUR 374-745

VM - CMS - OS - MFT

INGÉNIEUR SYSTÈME Société fabrication bijouterie-joaillerie Marais recherche

VENDEUSE qualifiée pour poste à responsabilité. Adresser C.V. DRDP, 14, rue de Lille, Paris-9, et/ou Urgent, recherches ANALYSES-PROGRAMMEURS-PUPITREURS confirmés sur IBM 226/115. Ecr. sous le n° 91740, B. BLEU, 17, rue Label, 94300 Vincennes

Association reconnue d'utilité publique rech. femme comptable expérimentée maitresse ou femme qualifiée en sabbat social 16 avr. Ecrire avec C.V. détaillé à n° 842 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

COMPTABLE PONTAVER

CONFIRME (ES) pour établissement pays, déclaration charges sociales et travaux annexes. Se présenter à CIPA, 20, rue du Télégraphe, Paris-20.

DE ASSURANCES QUARTIER SAINT-LAZARE recherche

RÉDACTEURS (TRICES) SINISTRES MATERIEL (AUTOMOBILES) ET RESPONSABILITÉS (CIVILES) ayant la pratique du règlement des sinistres dans une compagnie d'assurances. Non professionnels s'abstenir. Ecrire sous référence 5472 L.T.P. 31, boulevard Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS Cedex 02.

MAÎTRE STE. ALIMENTAIRE C.A. 100.000.000 F. recherche

CADRE HAUT NIVEAU

ayant de bonnes connaissances techniques du métier de la viande pour assurer la direction du département BOUCHERIE. Son activité sera essentiellement de nature commerciale, mais ses aptitudes spécifiques devront lui permettre en outre de diriger efficacement le travail de ses collaborateurs et de contrôler le rendement technique et commercial de son département.

Le candidat devra justifier de quelques années d'expérience. Salaire élevé en rapport avec responsabilité.

En cas de réussite, ce collaborateur pourrait être appelé à remplir de plus importantes fonctions dans le cadre de notre groupe.

Env. curriculum vitae et réf. à n° 842, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

PSYCHOLOGUE H. 10 a. exp. Recrutement-Formation, ch. emploi temps partiel. Ecr. n° 647, « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ANALYSTE Informaticien confirm. études et réalis. appl. pers. program. organisation, départ. etc. ch. ad. dynam. rég. Paris ou Sud France Ecr. n° 639 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ANIMATEUR FPC rech. 1 à 2 jours d'intervention par semaine sur association carriers ou employés Ecr. n° 638 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

ADJUNTE DE DIRECTION J.P., 35 a., maîtrise lettres mod. anal. réal. ext. et moyennes entreprises et réal. humaines (information) dans multinationale cherche poste à resp. :
• Coordination.
• Régulation.
• Négociation.
Ecr. n° 623 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

CHIEF service import-transport usinier. Cherche poste haute responsabilité. Ecr. n° 640 « le Monde » Pub., 5, r. des Italiens, 75007 Paris-9.

COMITE D'ENTREPRISE C.A.F.P. recherche pour restaurants PARIS et proche banlieue

CULINIER qualifié

Nationalité française, avec réf. profession. et CAP, diplôme obligatoires minimaux. Se prés. à M. DENIS, 42, rue de FINLAY, PARIS-19, de 9 heures à 11 heures.

VITIN CLICHY recherche

REDACTEUR CORRESPONDANT PRODUCTION AUTOMOBILES EXPERIMENTE

Ecrire avec C.V. et prétentions LA PROTECTRICE section automobiles, 50, rue Henri Barbusse, 9110 CLICHY.

Site Sud-Est Paris (94) rech.

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCIAL

Spécialisé en systèmes électroniques. Ecrire au n° 96427 B. BLEU, 17, rue Label, 94000 Vincennes.

MERCEDES BENZ FRANCE recherche pour son Département « Etudes Commerciales »

CHARGÉ D'ÉTUDES TECHNIQUE-COMMERCIAL

— Recherche nouveaux créateurs de marchés, acquisition des produits au marché, étude de nouveaux produits.
— Quelques années d'expérience dans le domaine technique et/ou transport - indépendantes.
— Déplacements.

Adresser C.V., photo et prêt. MERCEDES BENZ France, Direct. des Relations Humaines, B.P. 486-17, 75030 PARIS CEDEX 17.

Du 25 mars au 25 avril

LE DEPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN

vous propose un grand choix de voitures qui viennent d'être révisées dans ses ateliers.

Il s'agit exclusivement de :
— 100 DS ou ID toutes années de 12.000 à 25.000 F
— 100 GS toutes années de 9.000 à 22.000 F

Livraison immédiate. Crédit. Garantie. Reprise.

DÉPARTEMENT OCCASION DES USINES CITROËN
Exposition voitures "SECONDE MAIN"
80, rue de Longchamp 75016 Paris - tél. 553.57.35-553.44.35

La garantie "Etoile" est un label de qualité Mercedes. Un contrôle extrêmement rigoureux sélectionne les véhicules "seconde main", vendus avec une garantie de six mois/10 000 km sur moteur, embrayage, boîtes de vitesses, etc. pièces et main-d'œuvre. Ediger le sigle "SECONDE MAIN" Mercedes. C'est votre meilleure garantie.

HORIZON concessionnaire
109 r. de la Tombe-Issore
75014 Paris
588 46 46

CONCESSIONNAIRES

EUROPAUTO 133, Av. G. Clémenceau 92, NANTERRE 204-24-69

Garage COLBERT 10, Rue de la Celle 78, Le CHESNAY 954 56-22

Garage Jean JAURES 63, Bd. Jean Jaures 92, CLICHY 270-09-39

SOCIÉTÉ DU Garage VALLEJO 119, 121, Av. J. Jaures 95, ARGENTEUIL 982 57-52

VOITURES NEUVES DISPONIBLES

MERCEDES-BENZ LONGCHAMP

Exposition voitures "SECONDE MAIN"
80, rue de Longchamp 75016 Paris - tél. 553.57.35-553.44.35

La garantie "Etoile" est un label de qualité Mercedes. Un contrôle extrêmement rigoureux sélectionne les véhicules "seconde main", vendus avec une garantie de six mois/10 000 km sur moteur, embrayage, boîtes de vitesses, etc. pièces et main-d'œuvre. Ediger le sigle "SECONDE MAIN" Mercedes. C'est votre meilleure garantie.

LANCIA AUTOBANCHI GARANTIE 2 ans sur Contrat 11 rue Mod. PARIS 56 336 33 35

ÉTOILE AUTO CONCESSIONNAIRE MERCEDES BENZ

VOITURES DE DIRECTION
200 E 77 et 78 blanche
200 76 vert métal
200 75 vert métal
200 CE 75 vert métal
53, rue Marjolin, LEVALLOIS 739-97-40

boxes-autos
13, av. V.D.R. r. Bousignault 19 BOCCES, Bon placement. 1er sous-sol, 589-40-39.

Pour cause départ étranger, vend 3 portes, modèle, bleu métal, Nov. 76, Garantie, jusqu'en 15 mai 77, 15.000 F. Tél. : 255-30-10.

SCB POZZI Ferrari PORSCHE Alfa Romeo

102 AVENUE FOCH 94 100 SAINT MAUR 885 45 55

CABRIOLET 204 1972 COUPE 304 S 1974 CABR. 304 - COUPE 304 7 R 5 TL découvr. Vitr. teint. 74 R 5 TL et TL 1975

P.A.N. - PEUGEOT 77, rue Picpus (121) - 346-48-81

Part. vd VOLVO break 245 DL autom. 76, 64000, spec. ad. froid + acc. 60.000 + 7.500 TVA douane. Tél. 620-52-12, poste 327. Tél. (4) 73-56-61, soir.

mazda sous 24 h en location sur 4 ans avec 5.946 comptant VUE MOBILE AUTO 5001 738.18.42 738.48.62

Questions... Comptes

pavillons | **maisons de**

MANCHE
mer (dans bourg Lessay),
2 mais. rural form. 4 A

BORD MARNE
80 km PARIS par autoroute

E. VESINET, Résidentiel
 2 étages pavill., a/2 nivx., tout
 confort. Etat impeccable. Idm.
 soignée : Prix : 530.000F
N. LE CLAIR, 65, avenue
de la République, 92-4-20.001

fermettes

in clos 500 m² - 2 garages
1.000 F - Crédit possible
805-33-97

LISEUX 30 km
DEAUVILLE

Magnifique corps de ferme
rénover, 200 m² à aménager

5, RUE DE CHARTRES
28200 Lillers. T. (03-27) 23-0

FORET DE SOLIGNY
140 km. Ouest, belle forêt
Inclus: ornière, étang, 2 mares

villas

REGION LE TOUQUET
maison 4 ch. 100 m. salon.

DEAUVILLE, directeur
rmer, Part. vend villis tout
ort. Téléph. : (90) 98-32-60.

**YVONNE - De HAMEAU, n° 1
d'AUXERRE**
FERMETTE à restaurer
3 P., poivre

VEIL 20 km. Dom. 4 ha; villa 78 p. 1.200.000. Mallet, 14 bis, mbaldi, 06 Nice (93) 55-41-71.

Sur beau jardin 1.500 m², villa 8 p.,

92.000 F constructible de 1.600 m² Cabinet BOUVY 27, av. Gambetta JOIGRY - Tél. (86) 62-74

FORET RAMBOUILLET

CHATEAU DE VESINET
Rue de la Vierge, 10
75014 PARIS
Caractère bât. 35 m de l'axe
murs pierre, charpente et
ture impeccable. Possibil.
5 chbres. Parc 3.000 m²

terrains

1.215 m², fac. 17,90 m :
30 F. T. H.R. (63) 04-62-50.
ONTMORENCY (Proche)
s de ferrails à construire
20 à 600 m² dans un parc
et pêche en Loire, magni
fermette sur 1/5 ha des pl
pinèdes, construction ple
tuiles pays, beau séj. rudi
culs., 3 ch. + grenier et 2

CHANTILLY (Centre)
 sin de 230 m² clos de murs.
 5.000 F. Tél. 141 457-30-98.

étudiant, rech. rive gche,
r. libra, studio ou 2 pièces.
DE LODEL Tél. 335-61-58.

FONCIAI - VIAGER
à grataite, rente indexée,
d Malesherbes. T. 264-33-35.

propriétés

SONS-ALFORT. Prop. de
1975, 8 Pièces, cuis.,
musem. aménagée. 250 m²
état Impeccable, dans magni-
fic par de 25 ha traversé par
vièra sur 600 m, étang 1 ha
arbres séculaires, chapelle,
tes communs - Prix : 2.200.0

domaines

Malta - Montana
Ce ranch d'herbages, isolé, n'
rit 450 vaches tte l'année.
les prés. Pas d'irrigat., fa
frais génér., facile à explo

ais. camp. restaur., presq.
rue, surf. hab. env. 240 m²;
chem., b. poutres, office,
2 S. da B., 3 wc, gar., dép.
g., site champêtre-agréa-

à vendre, région GIEN
(et), sur terrain boisé, pos-
construire. — Téléphone :
05-60-58, le matin, 9 à 11 h.

gr. gibier. Px de vie 675.000
sui 1.500 \$ p. vache ou 2
p. ha vendu. Bail 5/terr. p.
grat. Fac. de paiement, faibl.
financ. p. le vend. Prend c
av. 1. Etienne 1962 S. C.

ENGHIEN Résidentiel
Sur 850 m²
à rénover. Récept. +4 ch.
AGE. 630.000 F. T. 969-31-74.

MAISON Jolie
MANDE. Gd séj., cheminée,
te, culs., 4 chbres, salle

bois 12.000 m2. Px 475.000.
net **BLONDEAU-LEBLANC**
bourg Cappeville, G10RS.
6-22-30-91-11, demander 620.
Particulier vend

190 S.A.U., un étang st. po
électr., mâtér. 2 mais. neu
CHARENTE : 180 ha ten.
100 S.A.U., un étang 10 ha,
stockage : 10.000 qcs, séchoir
mélange 220 qcs. CHARENTE

hectares, environnement
ce, calme absolu, 400.000 F.
Tél. : 969-11-79

VOGENT-SUR-MARNE

villégiatures

ALPES-D'HUEZ : Studio 5 p
Villégiature de 5 pièces, 50 m²

A louer CAMARET-sur-Mer
Sud-Finistère de villa réce-
r.-de-ch., 3 P., cuis., a. bns.
ti conf., terrasse, jardin.
Juin 1.400 E. Juillet 2.500

forêts

1

**EMIRATS ARABES UNIS
APPEL D'OFFRES**

**DÉPARTEMENT DES TRAVAUX PUBLICS
D'ABU DHABI - ÉMIRATS ARABES UNIS**

Lance un appel d'offres aux entrepreneurs en bâtiment internationaux pour la réalisation du projet de la PRÉFECTURE DE POLICE D'ABU DHABI.

Il s'agit d'un ensemble d'immeubles d'une surface globale de construction de 21.500 m² à bâtir sur un terrain d'environ 50.000 m², situé près de la route de l'aéroport (à mi-distance entre le centre ville d'Abu Dhabi et l'aéroport).

L'ensemble comprend les composants principaux suivants :

1) Le bâtiment principal : généralement des immeubles de 2 étages d'une surface de construction d'environ 10.000 m² comprenant :

- a) les locaux administratifs ;
- b) les services techniques ;
- c) bibliothèque ;
- d) salle de réunion.

2) Les annexes : Des immeubles de 2 étages d'une surface de construction d'environ 4.000 m², tout confort.

3) Le Laboratoire médico-légal : Un immeuble de 6 étages d'une surface de construction d'environ 5.750 m² comprenant :

- a) administration ;
- b) services techniques ;
- c) salle de réunion.

4) Les immeubles des services généraux : ces immeubles couvrent une surface de construction d'environ 1.500 m².

5) clôture et entrées principales.

6) l'aménagement de l'environnement et les parkings. Le dossier concernant le présent appel d'offres sera disponible fin mai 1977.

Pour obtenir le questionnaire de présélection ou des précisions sur le projet, écrire à :

KHATIB et ALAMI (Consolidated Engineering Co.)
Abu Dhabi Office : P.O. Box 2732 - Tél. 43400.
Dubai Office : P.O. Box 5091 - Tél. 22203/4
Télex : CONSIG 5725 DB.
Sharjah Office : P.O. Box 688 - Tél. 24144.

Les questionnaires doivent être retournés à la même adresse le 17 avril 1977 à 12 h. ou plus tard.

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

POINT DE VUE

Comment retrouver le plein emploi ?

par ANDRÉ HENRY (*)

EST-CE l'approche des échéances électorales ? L'emploi, ce grand oublié du plan Barre, l'autisme, revient au premier plan des préoccupations de nos gouvernements. Le « social » ne serait-il pas plus payant que « l'économique » ?

Comment retrouver le plein emploi ?

Mais ne faut-il pas d'abord poser une autre question : nos gouvernements assument-ils souhaitable de retrouver le plein emploi ? Officiellement la question ne se pose pas : tout intervenant public, quel qu'il soit, s'affirme en faveur du plein emploi et rejette avec indignation le soupçon d'être favorable au maintien d'un volant de chômage permanent régulateur de l'économie, incitateur de mobilité et frein efficace contre l'embellissement des salaires.

Et pourtant, combien d'économistes « libéraux » admettent dans l'intimité que c'est inévitable — et finalement positif — et l'effacement de M. Barre sur le problème, durant des mois, n'était-il pas facile acquiescement ? Jusqu'au jour où, à propos de mobilité justement, étant allé trop loin dans l'aveu, il fut contraint de repenser du chômage.

L'autre politique serait-elle à finalité exclusivement sociale et, négligeant l'économie, n'aboutirait-elle pas à aggraver finalement le mal sous prétexte de le guérir ? C'est de moins en moins ainsi que les adversaires de la gauche (qu'il s'agisse de la gauche syndicale ou de la gauche politique) présentent les solutions de celle-ci.

Créer artificiellement des emplois, défendre à tout prix les emplois

existants, en développant encore les garanties dont bénéficient actuellement les travailleurs, établir une véritable interdiction de licencier sans reclassement préalable, ce serait, paraît-il, précipiter, dans un pays soumis à la plus rude concurrence internationale, un déclin économique certain (1).

Ainsi, en dépeignant une réalité manichéenne, en opposant préoccupations économiques et préoccupations sociales, pourrait-on ensuite ouvrir la troisième voie raisonnable qui s'imposerait à une France souhaitant encore être gouvernée au centre... et illustrant du même coup « le pluralisme », unique objet de l'horizon présidentiel.

D'autres structures

Une chose est acquise : la restauration du plein emploi, quelle que soit la politique suivie, ne sera pas une opération facile. Elle demandera du temps et une autre politique, tenace et continue. Cette politique ne peut être seulement une politique isolée de l'emploi, mais doit être insérée dans un ensemble cohérent dont les différents éléments agissent sur lui.

Présenter, par exemple, les créations d'emploi, dans les services publics comme une mesure isolée, c'est effectivement prêter le flanc aux arguments budgétaires et aux campagnes faciles que toute inflation des personnels de l'Etat suscite dans certains milieux. Par contre, proposer ces créations d'emplois comme la conséquence d'une autre conception de la croissance, à laquelle elles sont indispensables, écarte cette objection et donne à ces mesures leur justification.

La FEN l'a souvent répété : vouloir changer de cap sans prendre de virage relève de la plaisanterie et de l'illusion, non pas de l'habileté politique. Le redressement économique de la France implique que la question de la croissance ne soit pas posée en termes de niveau, mais en termes de contenu.

Favoriser les industries créatrices d'emplois relève de la même dialectique économique. Faut-il s'interdire le progrès technique et le remplacement qu'il entraîne du travail par le capital sous prétexte de préserver l'emploi, ou faut-il au contraire que l'Etat intervienne pour aider à une restructuration industrielle aussi indolore que possible socialement, en laissant la seule responsabilité de l'opération aux magnats de l'industrie, comme c'est le cas aujourd'hui pour le sidérurgie ?

Qui ne voit que là encore la solution n'est pas de choisir entre le progrès économique et le progrès social, mais de guider l'évolution en recherchant la combinaison optimale de ces deux nécessités, ce que, le passé l'a prouvé, le simple jeu concurrentiel « libéral » ne permet pas de réaliser, sauf avec des « faux frais humains » terriblement élevés.

Il s'agit en fait d'un nouveau type de croissance à imaginer.

Réduire la durée du travail en fait partie, qui, d'une part, facilite ces restructurations nécessaires sans éviction massive, et, d'autre part, oblige à poser le problème de l'utilisation intelligente et profitable du temps libre — donc de la responsabilité des services publics — pour l'impulsion d'une politique de l'animation, du loisir, du tourisme social, de l'éducation permanente.

Les autres pays industriels se sont plus ou moins engagés dans cette voie. La France dans ce domaine aussi est à la traîne.

Enfin, au cœur du problème de l'emploi, se place le problème de l'organisation du travail. Le choix délibéré du système dit libéral en France, celui d'une évolution des qualifications dans le sens d'une dichotomie accrue entre une poignée d'emplois surqualifiés et une masse d'emplois peu ou pas qualifiés, le développement du travail à la chaîne et du travail posté étaient-ils (sont-ils) nécessaires à l'industrialisation ?

L'exemple d'autres pays, le Suède et même l'Allemagne fédérale et les États-Unis, prouve le contraire. On peut obtenir une rentabilité du travail au moins aussi élevée avec une autre organisation du travail. Et si celle-ci n'est pas technologiquement et économiquement inférieure, par contre, quelle supériorité du point de vue social ! Ce que l'on a baptisé, pour une opération spectaculaire de surface, « revalorisation du travail manuel », devrait correspondre en réalité à la révision des grilles de salaires par réduction de l'éventail des rémunérations et par révision profonde des classifications.

* Secrétaire général de la Fédération de l'éducation nationale (FEN).

mais c'est aussi une profonde réorganisation du travail qui suppose l'association ou le sein de l'entreprise — publique ou privée — des travailleurs et de leurs représentants à une œuvre d'une importance décisive pour l'avenir de l'entreprise elle-même, comme pour leur vie propre.

Expansion de la formation

Même ces mesures ne sauraient suffire. Il est significatif que le chômage en France pèse d'abord sur les demandeurs d'un premier emploi (jeunes et femmes). Ce phénomène ne date pas de la crise récente. Il remonte au moins à 1964, ce qui témoigne de sa nature plus structurelle que conjoncturelle. Quelles mesures structurelles peuvent le combattre ?

Il faut écarter, parce qu'elle est rétrograde et néfaste, la fausse solution actuelle qui consiste à accepter en fait le phénomène.

D'une part, l'on espère que la situation actuelle, en se prolongeant, aboutisse progressivement à écarter les femmes de l'emploi. D'autre part, en favorisant l'évasion scolaire prématurée des jeunes, comme le fait le loi Haby, et en limitant l'action à des mesures d'adaptation à l'emploi, en substituant un apprentissage étroitement utilitaire à une formation professionnelle initiale assez large pour autoriser une formation permanente ultérieure, on entend freiner l'émancipation des jeunes (comme on entend freiner l'émancipation des femmes) en les obligeant à s'insérer, sans à ne pas trouver d'emploi, dans les cadres actuels de l'entreprise avec son type d'organisation du travail, avec son type de rapports qualification-classification-salaire. Le tout est le seul discrétion de la direction.

Une autre politique suppose l'expansion de la formation.

Comme la définit le projet éducatif que la F.E.N. vient d'adopter, la mise en place d'une formation initiale pour tous les jeunes jusqu'à dix-huit ans est un des éléments décisifs de la lutte pour le plein et le meilleur emploi (2). Elle seule peut permettre d'éviter le sort

prématuré du système de formation sans qualification professionnelle.

Ce faisant, elle sera un adjuvant puissant pour obliger l'entreprise à modifier une organisation du travail qui repose hier sur le possibilité d'importation d'une main-d'œuvre non qualifiée, aujourd'hui sur l'existence d'une main-d'œuvre juvénile sans qualification à la recherche d'un premier emploi.

Elle seule, enfin, peut permettre d'assurer demain dans les meilleures conditions la nécessaire mobilité professionnelle. L'expérience de cinq années d'application de la législation sur la formation professionnelle continue montre que celle-ci est seulement accessible à ceux qui ont reçu une sérieuse formation initiale.

Si l'on veut demain que s'opèrent par ce biais les corrections nécessaires à la situation technologique de l'emploi, c'est bien en donnant à tous les jeunes une formation initiale professionnelle aussi polyvalente que possible, appuyée sur la formation générale la plus solide.

Et qu'on ne nous oppose pas le refus des jeunes de recevoir une telle formation. Ce n'est pas parce que la prolongation de la scolarité, organisée sans moyens et dans les pires des conditions et des contradictions, a été un échec, qu'il conviendrait de la nécessaire mise en place d'un véritable système public de formation initiale pour tous les jeunes, tenant compte des réalités du monde industriel contemporain et des besoins des citoyens, et des hommes que devront être les travailleurs.

Bien au contraire. Ils comprendront vite que leur avenir dépend essentiellement des chances de vie meilleure que la formation leur aura données.

(1) Cf. l'article d'Alain Cotta dans « le Figaro » du 5-6 mars 1977. Cf. également, Jean Boissonnat, qui écrit dans son éditorial de « l'Expansion » de mars : « Les employeurs ne voudraient embaucher personne — sans nécessité extrême — tant que l'hypothèque de l'arrivée de la gauche au pouvoir avec son cortège de nationalisations et (plus encore) [nous soulignons] son interdiction de licencier, ne sera pas levée ».

(2) Ce projet vient d'être publié dans un numéro spécial de « FEN-Informations », Prix 10 F. FEN, 10, rue de Solferino, Paris-7^e. C.C.P. 2301-70 à Paris.

Avec les Air Canadiens, voyagez sur vol régulier pour le prix d'un vol charter.

**Tarif Apex aller-retour Paris-Montréal : 1.800 F*
Les Rochesuses : 2.250 F*.**

Le tarif Apex d'Air Canada est même moins cher que les tarifs charters.

Avec en plus l'organisation d'une grande compagnie aérienne.

Avec Air Canada, voyagez confortablement sur Boeing 747. Voyagez le jour de votre choix à destination de la ville de votre choix (31 villes au Canada, et 10 aux États-Unis). Arrivez dans une ville et repartez d'une autre : ex. Paris-Montréal à l'aller et Toronto-Paris au retour : 1.865 F*.

Et partez en toute tranquillité sans risque d'annulation de vol.

Pour bénéficier du tarif Apex, il vous suffit de réserver votre place et acheter votre billet 2 mois à l'avance en prévoyant de séjourner au Canada 22 jours minimum 45 jours maximum. C'est tout.

Pour préparer votre voyage, vous trouverez dans le catalogue « Aventures au Canada » de nombreuses formules de vacances fascinantes.

Air Canada, c'est la façon la plus canadienne de découvrir le Canada.

Pour de plus amples informations sur le tarif Apex et sur le catalogue Aventures au Canada, consultez votre agent de voyages ou renvoyez-nous ce coupon.

Nous serions tellement contents de vous accueillir.

* Supplément 1 juillet-août-septembre Montréal : 485 F - Les Rochesuses : 540 F - Paris-Montréal/Toronto-Paris : 485 F.

Je désire recevoir des renseignements sur le tarif Apex.
Je désire recevoir gratuitement le catalogue



Nom : _____
Prénom : _____
Adresse : _____

AIR CANADA

Air Canada - Service Tourisme - 24, boulevard des Capucines - 75009 PARIS - Tél. : 273.84.00.

XIV^e
METRO PLAISANCE

les jardins de Gergovie
73 RUE DE GERGOVIE

petit immeuble de haute qualité
donnant sur grand jardin

STUDIOS à 5 PIECES
PRIX FERME ET DEFINITIF - LIVRAISON 3^e TRIM. 77

Réalisation FONCIMMO

Renseignements et vente :

GEFICO 924.83.96

Visite appartement témoin tous les après-midi
TEL. 542.67.13

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

•

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SONIPEC - 100, rue de Tripoli - H. DEY

•

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un avis d'appel d'offres international est lancé en vue de la réalisation d'une étude technico-économique concernant la faisabilité d'un projet destiné à produire des vêtements en cuir, civils et professionnels.

Les organismes intéressés sont invités à retirer le cahier des charges à SONIPEC, Direction des Études, 100, rue de Tripoli, Hussein-Dey (ALGER), contre paiement de la somme de 50 DA.

La date limite de remise des offres est fixée à 45 jours à partir de la date du présent avis.

Les soumissions doivent parvenir à l'adresse sus-indiquée, sous double pli cacheté portant la mention « Soumission pour la réalisation d'une étude technico-économique : projet vêtements en cuir. Ne pas ouvrir ».

La Fédération des dockers C.G.T. lance un ordre de grève nationale pour le 26 mars

a-t-il ajouté, refusant toute atteinte à leur statut. Il faut s'attendre à de nombreuses actions dans les ports si le patronat et le gouvernement maintiennent leur position. Le dirigeant de la fédération, qui a annoncé qu'une rencontre aura lieu vendredi au ministère de l'équipement avec le directeur des ports maritimes et des voies navigables, a indiqué qu'en cas de discussions positives l'action revendicative serait aussitôt stoppée.

du très long conflit, ponctué par des grèves de vingt-quatre ou quarante-huit heures, qui eut lieu de septembre 1970 à juin 1971, l'UNIM ne faisait pas mystère du fait qu'elle avait élaboré un projet modifiant la charte de 1947 et dont le trait marquant était de faire rentrer les dockers « dans le droit commun », de les faire redevenir des salariés comme les autres.

Un terme de neuf mois d'un conflit qui s'était gendré par une perte de quelque 300 millions de francs pour les armateurs, le problème de l'emploi des dockers japonais sur les quais généraux des industries dans les ports — en particulier par Usinor — n'avait pas reçu de solution nette.

Une « déclaration de guerre »

L'accord signé deux ans plus tard, en avril 1973, entre l'Union maritime et commerciale du port de Dunkerque et la Chambre syndicale des ouvriers du port C.G.T. fixait, d'une part, un système de rémunération incluant les entreprises de manutention à conditionner les marchandises à la manière comme à la durée du travail, supprimait le travail à la pièce. Mais, une fois encore, le problème de la privatisation des quais n'était pas réglé.

Pour le syndicat des dockers, le refus d'un accord d'embauche le 10 mai dernier s'inscrivait « à l'abord » (c'est-à-dire au pied de la grue, fait des signes à son camarade de la cabine pour orienter l'engin) pour le déchargement d'un cargo japonais sur le quel s'inscrivaient une déclaration de « guerre. Car, à ses yeux, ce refus est un premier pas pour tenter de re-

barque, et stipule que l'embauche de cette catégorie d'ouvriers n'est pas obligatoire lorsque le portique de déchargement n'est pas complètement assaini d'une lèpreuse. L'un des personnes. Si ce accord a bien été ratifié, il n'avait jusqu'à présent jamais été appliqué, la direction ayant promis, selon le directeur, de ne pas appliquer la clause relative aux débordements. Et pour le secrétaire des dockers, M. Gouvart, « le fait crée la loi ».

Il est clair pour les deux parties que le fond du problème est le statut des salariés travaillant sur les quais privés, notamment dit, la loi du 12 novembre 1944, qui leur donne le même statut que celui qu'elle aux quais industriels.

Pour les dockers, la réponse va de soi : elle est affirmative. Le patronat des charbonnages, pour ne pas céder sur ce point, a volonté d'insister sur ses seuls les salaires et conditions de travail en vigueur dans cette branche pour les maintentionnaires de produits finis, sans tenir, En particulier, le régime des x et z, afin de réduire les coûts salariaux et accroître la productivité au moment où les difficultés sont nombreuses pour le sidérurgie française. Les dockers, cependant, pouvant avoir eu qu'un accès pour lequel Usinor dispose d'un bail de cent ans, n'est pas étrange à la brutale réaction des dockers. Un précédent dans ce domaine risquerait d'être les dockers de la marine, en cause de proche en proche le statut de 1947. — E. G.

(1) Dans les ports de Marseille, Sète, Bordeaux et Dieppe, un certain nombre de dockers sont affiliés à Force-ouvrière.

La direction de la régie Renault précise que, contrairement aux indications, de source syndicale, données par « le Monde » du 23 mars, l'O.S. employé à l'usine de Douai, qui est décédé le jeudi 3 mars à l'hôpital

La direction de la régie Renault
parfaitement que, contrairement aux indica-
tions, de sources syndicales, données
par « le Monde » du 23 mars, l'O.S.
employé à l'usine de Douai, qui est
décédé le jeudi 3 mars à l'hôpital
de Dechy était employé à l'usine
depuis le 3 septembre 1975 et non
pas depuis six mois, et qu'au retour
d'un congé-maladie, le 22 février, il
est placé hors chaîne la lendemain
3 février et non pas une semaine
après.

La direction a d'autre part convoqué le comité d'hygiène et de sécurité pour tenter de faire le point sur les circonstances de ce décès : il ressort de la discussion au C.H.S. que l'O.S. n'arrivait pas à respecter les cadences de ce poste (montage du joint de pare-brise) et qu'après plusieurs visites à l'infirmerie et consultation du médecin du travail, l'O.S. a été maintenu au montage du joint de pare-brise, à seul poste disponible pour lequel le salaire était reconnu après 15 heures.

Quant aux circonstances et aux causes du décès, l'enquête a permis de constater l'équipement en consommation de médicaments — elles donnent toutefois lieu à des interprétations différentes.

« Les différents organismes qui ont à l'origine des informations sur le chômage utilisent chacun un concept du chômage qui lui est propre. L'utilisation de chaque source présente des inconvénients certains », note le rapport du Conseil économique et social sur le « dispositif actuel de provision en matière

l'emploi », dont nous avons rendu compte dans notre précédent numéro (à la page 10) du 24 mars). L'assemblée du palais d'Iéna estime préférable de s'en tenir, nous l'avons dit, à la définition du chômage donnée par le Bureau international du travail, qu'utilisent aussi bien la C.G.T. que l'INSEE, mais non la méthode

Mais, contrairement à ce qu'indiquait le titre de l'article paru dans notre première édition, ce sont les évaluations de l'INSEE — et non celles de la C.G.T. — qui sont, selon le Conseil, les plus proches de la réalité du chômage en France. Elles diffèrent, lors de la dernière comparaison faite par l'INSEE il y a un an, que de 5,5 % du total des demandes d'emploi recensées par le ministère du travail (932 500 contre 938 000).

**LA CONFÉRENCE ANNUELLE
AURA LIEU LE 7 JUINLET**

La conférence agricole annuelle aura lieu le 7 juillet, à indiquer, mercredi 23 mars. M. Pierre Chénégrier, secrétaire d'état à l'Agriculture, a tenu une réunion avec les dirigeants agricoles. Deux thèmes majeurs du développement du Marché commun ont été abordés : la production animale au cours de cette conférence, qui sera précédée d'une réunion préparatoire le 26 mai. Le programme de l'agriculture sera également précisé la semaine prochaine. Les agriculteurs professionnels les plus intéressés par le programme des textes de loi qui leur concernent, assisteront à la 1^{re} session de printemps. Il s'agit plus particulièrement du texte sur la limitation des aides à la production agricole dite "couplée" (couplage production porcine et avicole), de la réglementation des BAPR (Sociétés d'aménagement foncier) et d'équivalence foncière. Une liste d'identification des animaux, texte introduit depuis la conférence annuelle de 1974, et qui devrait être soumis aux agriculteurs conseillers du cheptel français.

**LE PARLEMENT EUROPÉEN
REJETTE
UNE MOTION DE CENSURE
CONTRE LA COMMISSION**

Une motion de censure déposée par le groupe gaulliste et les communistes français contre la Commission du Marché commun après la décision d'arrêter les ventes des produits de beurre de la C.E.E. à l'Union soviétique le mois dernier a été rejetée mercredi 23 mars par le Parlement européen par 95 voix contre 15.

La Commission aurait été soumise à la contrainte de démissionner si la motion avait été adoptée. Une majorité des deux tiers des cent quatre-vingt-dix-huit membres de l'Assemblée était nécessaire pour son adoption. Les gaullistes, auxquels ont été affiliés les représentants du parti Flannas Fall Islands, et les communistes français, ainsi qu'un représentant conservateur britannique, M. Ralph Howell, ont été les seuls à voter pour. Tous les autres groupes, y compris les communistes irlandais, ont voté contre.







C'est la deuxième fois qu'une motion de censure est déposée contre la Commission. Une motion soulevée par les conservateurs contre l'incorporation de la lait en poudre déposé dans les nourritures pour animaux avait été également rejetée dernièrement par le Parlement.

« Pendant la motion, M. Michel
« Ministre, ancien ministre de l'Agricul-
« ture, a accusé la Commission
« d'avoir pris une décision hâtive en
« suspendant les ventes de beurre,
« l'expert fait preuve de négligence en
« essayant de constituer des stocks
« accidentels et de mettre en dan-
« ger la politique agricole commune.
« Commission, estime-t-il, e pris
« seulement une mesure discriminai-
« re à l'encontre de l'U.R.S.S. et a
« usurpé le pouvoir de décision poli-
« tique du conseil des ministres des
« Etats — (Reuter).

Moteurs 4 cylindres ou 6 cylindres en V, étonnants de silence et de souplesse.
 • Habitacle entièrement insonorisé. • Suspension à 4 roues indépendantes.
 La Ford Granada est une grande routière.
 Il existe 4 modèles : Granada, Luxe, GL et Ghia. • Moteurs à 4 cylindres :
 10 CV et 11 CV. • Moteurs à 6 cylindres : 13 CV, 15 CV et 17 CV.
 Essayez-en une chez un des 610 concessionnaires, agents et points de
 vente Ford en France.



CHEZ LES CONCESSIONNAIRES EXCLUSIFS FORD DES 20 ARRONDISSEMENTS DE PARIS :

ETS BUFFARD 110112 bd de l'Alouette PARIS 19 707.79.19 	LA CHAPELLE 20 bd de la Chapelle PARIS 19 206.15.40 	ROCHERUNE 58/80 av. Flamentier PARIS 6 805.29.02 	R.V.A. 83 bd Raspail PARIS 6 222.73.80 	SADVA 19 rue de Courbevoie PARIS 16 500.32.00 	SAFT 78 rue de Lorient PARIS 16 553.18.40 
---	---	--	--	---	---

**A. Sainjon (C.G.T.) annonce pour le mois d'avril
une « puissante action nationale »
des métallurgistes**

De notre c

Dunkerque. — Le secrétaire général de la fédération C.G.T. de la métallurgie, M. André Sainjon, exposé, mercredi 23 mars, à la grande-Synthe (Nord), le point de vue de son organisation sur la question de la détermination de la formule à adopter pour la mise en œuvre du programme commun de la branche, celle d'une participation financière éventuellement sans versement de cotisations, ou celle d'une adhésion sans versement de cotisations. La fédération demande que soient prises en compte dans le programme commun la nationalisation de la métallurgie, la réduction des heures de travail, l'augmentation des salaires. « Pour nous », a ajouté M. Sainjon, *la nationalisation ne signifie pas l'établissement, comme on prétend le penser, d'un monopole d'Etat, mais une plus grande décentralisation dans la gestion, s'assurant qu'il n'existe pas, en matière de diversions productives, de privilèges de fait* et la F.C.T. M. Sainjon se prononce pour une formule de gestion décentralisée « ça change, ça s'adapte spécifiquement, se sentira respecté ».

Pour le secrétaire fédéral, il est

**M. ANDRÉ FOSSET
EST ÉLU PRÉSIDENT
DU COMITÉ FRANÇAIS
DES EXPOSITIONS**

Le Comité français des expositions a procédé le 23 mars, lors de son assemblée générale, à l'élection d'un nouveau président. C'est M. André GARNIER, ancien directeur général de la Compagnie nationale du Rhône (1949-1960), ancien président de l'Association du corps préfectoral, qui occupait cette fonction depuis 1971.

significatif que la poussée de la gauche aux élections municipales ait été nette dans les centres métallurgiques comme Thionville, Saint-Etienne, Longwy, Le Creusot.

Le 8-9 avril, la C.G.T. organise un voyage en Lorraine avec les responsables de la sidérurgie. Deux jours plus tard, un meeting est organisé à Paris par le syndicat des trempés dans plusieurs action nationale à pour la mobilisation générale et permanents de tous les métallos français. Des conversations sont en cours avec la G.E.P.D. pour l'organisation d'une spectaculaire manifestation nationale le 14 avril.

Cette action, a précédé M. Salin qui a déclaré qu'il ne pense pas que les métallurgistes français ne soient plus les seuls en Europe à ne pas avoir de convention collective. Il a promis de faire tout ce qu'il lui sera possible pour aboutir les revendications et s'appuyer « à ce que 12 milliards de francs soient versés à une industrie nationale privée de cinq mille personnes et d'intéresser à l'étranger ».

● **DEBRAYAGES AU CREDIT DU NORD.** — Des mouvements de grève tournante touchent depuis plus de deux semaines certains secteurs du réseau parisien du Crédit du Nord, sur l'initiative de la C.F.D.T. Les revendications portent sur les salaires, notamment pour l'obtention de 20 points minimaux pour tous (soit 105 F).

● A LA S.N.C.F., les fédérations des cheministes C.F.C., C.F.D.T. et autonomes ont déposé un préavis de grève de trois jours, à dater de ce jeudi 24 mars à 0 heure, concernant le réseau Paris-Lyon, pour protester contre des sanctions prises envers des agents de maintenance qui avaient accepté des dépassements d'horaire. Mais les trois syndicats n'ont pas appliqué ce préavis, et la direction indiquant qu'aucune perturbation n'était envisagée. Trois vagues de travail, la démolition de débrayages ou non, devait être connue dans la journée de jeudi.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

EXPANSO S.D.R.
SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL DU SUD-OUEST

Le conseil d'administration d'Expanso S.D.R. qui s'est réuni fin février, a examiné les résultats de l'exercice écoulé.

Expanso a participé, en 1976, au développement industriel des six départements de son ressort d'activité en finançant les investissements de cent vingt-deux sociétés régionales, sous forme de prêts à long terme, de crédits à procédure export, de crédits à moyen terme et de prises de participations pour un montant total de 55 488 000 F.

Les résultats de l'exercice ont permis à Expanso de développer ses amortissements, provisions et impôt de 4 128 000 F (contre 3 383 000 F en 1975).

Le bénéfice net ressort à 1 million 718 772 F (contre 1 461 093 F en 1975). Il sera proposé à l'assemblée générale du 25 avril 1977 la distribution d'un dividende de 7,25 F par action, assorti d'un avoir fiscal de 3,625 F.

D'autre part, le conseil a décidé de procéder à une augmentation de capital en espèces pour le porter de 5 880 000 F à 13 220 000 F. Cette opération effectuera entre le 18 avril et le 30 mai 1977. Elle a pour but de permettre à Expanso de développer ses prises de participation dans les P.M.I. performantes régionales, afin de les aider à renforcer leurs fonds propres ainsi que de favoriser la création d'entreprises nouvelles.

L'Association DROIT ET COMMERCE — qui réunit 384 membres appartenant aux professions judiciaires et au monde des affaires — organise les 7 et 8 mai 1977 un séminaire sur le thème « Rôle et Responsabilité des Banquiers ». Ce séminaire, animé par M. le Professeur Vassier, président de nombreuses personnalités dont M. Monod, Professeur de Droit, de nombreux Avocats, des représentants des banques et de diverses entreprises, etc.

Pour tous renseignements, s'adresser au siège de l'Association DROIT ET COMMERCE, Tribunal de Commerce, 1, quai de Corne, 75004 Paris.

Océ-van der Grinten N.V.

L'assemblée générale annuelle se tiendra à Venlo (Pays-Bas) le 13 avril 1977. Les actionnaires peuvent se faire représenter en déposant leurs titres avant le 8 avril au Crédit Industriel et Commercial.

(PUBLICITE)
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

SOGEDIA

13, avenue Claude-Debussy - 13 ALGER

APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres est lancé pour la fourniture de 8.000.000 (huit millions) de boîtes métalliques format 6 OZ, aux caractéristiques suivantes :

- Boîtes 6 OZ aux dimensions suivantes : 52,6 x 95 mm contenance 17,5 cl en fer blanc électrolytique d'une épaisseur de 0,20 à 0,22 mm, verni intérieur total fond et couvercle, verni intérieur et extérieur, intérieur de la boîte revêtu après soudure.

Récupération d'étain 100 à 150 livres maximum.

Les offres doivent être soumises pour deux variantes :

- 1) Ouverture tir open ;
- 2) Ouverture normale (à l'aide d'un ouvre-boîtes).

Les plis doivent parvenir à SOGEDIA, 13, avenue Claude-Debussy, ALGER, sous double enveloppe faisant apparaître sur le pli intérieur de façon apparente la mention : « Appel d'offres international, boîtes 6 OZ - Ne pas ouvrir ».

Les délais de réponse sont fixés au 15-4-1977, délai de rigueur.

loterie nationale

PRIX DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

prix du billet 230F
le 1/10 25F



tirage le 26 mars

Gros lot 3 millions de f

D 12

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

A L'ÉTRANGER

POUR SOUTENIR LA REPRISE ET ENRAYER LE CHOMAGE

Bonn lance un programme exceptionnel d'investissements publics : 16 milliards de deutschmarks

• La TVA sera portée de 11 à 13 % (taux normal) le 1^{er} janvier 1978

De notre correspondant

Bonn. — Après cinq heures de délibérations, le gouvernement fédéral allemand a pris, mercredi 23 mars, trois importantes décisions de politique économique et énergétique. Il a adopté un programme exceptionnel d'investissements publics destinés à soutenir l'activité de l'industrie, de la construction et des travaux publics, arrêté un projet de loi sur l'augmentation de la taxe à la valeur ajoutée, et préparé les grandes lignes du programme énergétique jusqu'en 1985.

Le volume global du programme d'investissements, qui s'élève à 16 milliards de deutschmarks, est réparti en deux tranches : 12 milliards de deutschmarks, à augmenter au fil des semaines, et 4 milliards de deutschmarks (3 milliards de francs environ). C'est, dit-on, le programme d'investissements le plus important qu'ait jamais été décidé par un gouvernement allemand. Sur ce total, 13,7 milliards de deutschmarks seront supportés par les collectivités publiques (60 % par l'État fédéral, 25 % par les Länder, 15 % par les communes) et 2,3 milliards de deutschmarks par les sociétés privées du secteur énergétique.

Le choix des objectifs a été dicté par deux considérations : d'une part, les commandes doivent pouvoir être passées le plus rapidement possible (3 à 3,5 milliards de deutschmarks par trimestre) et concentrées sur un petit nombre de projets ;

d'autre part, les investissements doivent être « orientés » vers l'avenir ; il s'agit d'améliorer les infrastructures publiques

pour favoriser la poursuite de la croissance économique. L'amélioration de la sécurité routière, le développement du réseau de communications, l'approvisionnement en eau potable, le traitement des eaux usées, l'utilisation rationnelle et non polluante de l'énergie, l'amélioration de l'habitat et la protection des villes historiques auront la priorité.

L'effort accompli par les pouvoirs publics est très proche des souhaits des syndicats et de la gauche du parti social-démocrate, qui, pendant une action importante contre le chômage, proposaient un programme de 19 milliards de deutschmarks. Avec son programme qui s'intitule « Provisions pour le croissant et l'environnement », le gouvernement fédéral veut éviter deux reproches. Il ne veut pas rester inactif alors que la priorité accordée aux investissements privés paraît avoir eu peu d'effet sur le marché de l'emploi, et alors que les partenaires européens et les Américains continuent de proposer un programme de relance économique. L'Allemagne ne veut pas cependant d'un programme conjoncturel du type de ceux qu'on a vus en 1972 et 1973, qui ont conduit à la croissance d'urgence de l'économie allemande (cette année, le F.N.E. devrait augmenter de 5 à 5,5 % en volume).

La relance globale encouragée par les pouvoirs publics aurait, selon les dirigeants de Bonn, des effets inflationnistes et des consé-

quences négatives sur le marché financier, si le programme d'investissement n'était plus élevé.

La hausse de deux points du taux normal de la TVA, qui passera en principe à partir du 1^{er} janvier 1978 de 11 à 13 %, devra rapporter des recettes fiscales supplémentaires de l'ordre de 10,5 milliards de deutschmarks. Environ la moitié sera redistribuée sous forme d'allègements de l'impôt sur le revenu, d'augmentation des allocations familiales et de baisse de l'impôt sur les fortunes (dont le taux passera de 0,7 à 0,5 % pour les personnes physiques, de 1 à 0,7 % pour les sociétés).

DANIEL VERNET.

ÉCHANGES INTERNATIONAUX

DU 30 MAI AU 1^{er} JUIN

La conférence ministérielle Nord-Sud aura lieu à Paris

La réunion ministérielle de la Conférence sur la coopération économique internationale (C.C.E.I.), qui doit conclure le dialogue Nord-Sud, aura lieu à Paris du 30 mai au 1^{er} juin prochain. Ainsi en a-t-il été décidé par les vingt-sept membres de la C.C.E.I. qui ont adopté les propositions que leur ont soumises les deux coprésidents de la conférence, MM. Allan Macahean et Perez Escudiera.

Le calendrier suivant a été adopté :

BAISSE DU CHOMAGE EN GRANDE-BRETAGNE

Le chômage a diminué en Grande-Bretagne pour le deuxième mois consécutif. Le nombre des sans-emploi adultes, en baisse de 10 300 — c'est la baisse la plus forte enregistrée depuis 1973, — atteint 1,32 million, soit 5,6 % de la population active. Ces chiffres, qui ne tiennent pas compte des jeunes gens à la recherche de leur premier emploi, constituent au gré de M. Albert Booth, secrétaire d'État à l'emploi, un « encouragement » pour le gouvernement. La baisse récente du chômage tient sans doute aux mesures adoptées pour accroître l'emploi.

Les offres d'emploi, en hausse de 6 800 à la mi-mars, ont augmenté de 35 % par rapport au troisième trimestre de 1976. Compte tenu du faible taux d'expansion de l'économie britannique et de la stagnation de la population potentiellement active, il avait été prévu que le nombre des chômeurs s'accroîtrait encore pour atteindre 1,5 million à la fin de 1977.

DANIEL VERNET.

Avis financier

GÉNÉRALE SUCRIÈRE

SUCRERIES ET RAFFINERIES SOL BOUCHON SAINT-LOUIS

L'assemblée générale ordinaire des actionnaires qui s'est tenue le 23 mars 1977 a approuvé les comptes et le bilan de l'exercice 1975-1976 qui avaient été arrêtés par le conseil dans sa séance du 21 décembre 1976.

Elle a fixé à 9,50 F le dividende de l'exercice 1975-1976 qui, majoré de l'impôt déjà payé (Trésor (avoir fiscal)), constitue un revenu global de 14,25 F par action. Ce dividende sera mis en paiement le 28 mars 1977.

L'assemblée a renouvelé le mandat d'administrateur de M. Bernard Le Vasseur et ratifié la nomination de M. Alfred Marchal qui avait été faite à titre provisoire par le conseil du 24 mars 1976.

À la suite de son allocution le président a évoqué les conséquences pour la société de la très mauvaise campagne sucrière qui vient de s'achever, conjuguée à la dévalorisation du franc et de la baisse du franc vert. Il a indiqué aux actionnaires qu'il était vraisemblable qu'il ne pourrait pas leur être proposé de dividende au titre de l'exercice en cours.

ALLOCUTION DU PRÉSIDENT À L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE ORDINAIRE DU 23 MARS 1977

Le rapport du conseil, dont vous venez de prendre connaissance, laisse prévoir que le compte d'exploitation de notre société pour l'exercice en cours sera déficitaire. Il n'est jamais agréable pour un président d'insister sur de telles nouvelles, mais je crois nécessaire de vous en informer, car, comme pour la plupart des sociétés sucrières françaises, les recettes de l'exercice ne permettront pas d'équilibrer les charges d'exploitation. Il est malheureusement vraisemblable qu'il ne pourra pas vous être proposé de dividende au titre de l'exercice en cours.

Ceci mérite de ma part des explications et justifie des mesures sur lesquelles je souhaiterais m'étendre.

Aucune entreprise, quelle que soient ses efforts de productivité, ne peut résister dans des conditions, surtout si elle est victime d'une sécheresse sans précédent qui, pour notre société, est l'exemple même d'une diminution de production de 15 % par rapport à celle de l'an dernier et de 30 % par rapport à ce que nous pourrions raisonnablement attendre. De surcroît, la commission de Bruxelles nous menace de ramener notre quota maximum de production de 135 à 128 %. Nous avons demandé à la Commission de ne pas se battre avec la dernière énergie pour maintenir à la France son quota maximum, mais de se battre avec la dernière énergie pour maintenir à la France son quota maximum, mais de se battre avec la dernière énergie pour maintenir à la France son quota maximum.

Entre ces deux valeurs du franc, se situe le glissement de la monnaie française qui est à l'heure actuelle de plus de 15 %.

Le mécanisme de fixation des prix agricoles explique cet état de choses. Il a aussi pour conséquence de grever nos exportations d'un montant compensatoire monétaire qui nous empêche d'exporter nos produits agricoles. En droit de trouver dans cette dévaluation du franc, il est bon de rappeler à ce sujet que l'industrie sucrière française exportera cette année, malgré la sécheresse, le tiers environ de sa production. Notons

un passage qui, en année normale, les exportations peuvent représenter 3 milliards de francs ou de francs, contribution très importante à la balance commerciale.

Un chiffre illustre la situation économique de notre profession : le prix du sucre dégringolait, en mars 1976, de 100 à 105 francs le quintal. En 1977, il n'est supérieur au prix d'octobre 1976 que de moins de 1 %. Encore faut-il ajouter que ce prix est amputé d'une préférence de stockage très supérieure à celle de 1975 et d'une cotisation à la production sur les sucres B qui n'existait pas en 1975.

Cela veut dire que la recette nette par quintal au 1^{er} janvier 1977, est inférieure à ce qu'elle était en octobre 1976. Les propositions de la Commission de Bruxelles pour la prochaine campagne sont malheureusement insuffisantes pour redresser cette situation.

Aucune entreprise, quelle que soient ses efforts de productivité, ne peut résister dans des conditions, surtout si elle est victime d'une sécheresse sans précédent qui, pour notre société, est l'exemple même d'une diminution de production de 15 % par rapport à celle de l'an dernier et de 30 % par rapport à ce que nous pourrions raisonnablement attendre. De surcroît, la commission de Bruxelles nous menace de ramener notre quota maximum de production de 135 à 128 %. Nous avons demandé à la Commission de ne pas se battre avec la dernière énergie pour maintenir à la France son quota maximum, mais de se battre avec la dernière énergie pour maintenir à la France son quota maximum.

Pour compléter ce tableau de l'industrie sucrière française face à la compétition européenne, je voudrais ajouter deux remarques : — Certains de nos partenaires sucriers européens obtiennent de leur gouvernement des aides indirectes très substantielles, ce qui, en contrepartie, leur permet de vendre leur sucre à des prix inférieurs aux nôtres. — L'industrie sucrière française doit bénéficier des mêmes marges que ses partenaires, soit sous forme de dévaluation du franc vert, soit sous forme d'aide nationale, ou encore de la production d'édulcorants à partir du maïs doit avoir les mêmes contraintes que la production de sucre. Il est donc des mesures sont adoptées, notre entreprise retrouvera la rentabilité qu'elle aurait dû maintenir au cours de ces deux dernières campagnes, rentabilité particulièrement justifiée par l'effort d'investissement de ces dernières années.

de Bruxelles instituent pour l'industrie sucrière française une cotisation à la production selon les rendements par les ministres des Neuf.

Quelles sont les conséquences de cette situation ? Pour le présent, si nous avons maintenu le programme de développement de la production de sucre, nous aurons, par contre, été amenés à réduire à leur plus simple expression les investissements dans les autres usines. Sans préjudice des décisions ultérieures qui seront prises par notre conseil, il est vraisemblable que l'an prochain, comme pour l'exercice de la profession sucrière française, nous aurons une situation délicate.

Je suis parfaitement conscient des conséquences, directes et indirectes, qu'une telle décision ne manquera pas d'avoir sur l'emploi dans notre profession, elle se traduit déjà par des fermetures d'usines, du chômage partiel, des licenciements. En ce qui nous concerne, nous étudions actuellement certaines mesures d'allègement des structures qui nous permettraient de réduire nos charges. À ce sujet, je tiens à souligner que nos cadres de direction sont parfaitement sensibilisés sur cette situation et conscients de nos difficultés actuelles. Ils ont pour consigne de tout mettre en œuvre pour réduire les frais d'exploitation.

Dans le domaine agricole, et pour la première fois depuis 1968, c'est-à-dire depuis l'ouverture du Marché commun, les surfaces ensucrières en bettes en France vont diminuer. Pour notre société, nous estimons cette baisse à plus de 5 % par rapport à l'an dernier.

Une telle mesure ne peut avoir que des conséquences néfastes sur nos exportations et sur l'emploi, sans parler de son incidence psychologique.

P. ESCUDIER.

AUTOMOBILE

LA PRODUCTION A AUGMENTÉ DE 14,40 % EN FÉVRIER

L'activité est restée très soutenue en février dans l'industrie automobile. Les ventes ont progressé de 1,4 % sur le marché intérieur et de 14,4 % à l'exportation par rapport à février 1976, qui avait déjà été un mois élevé. La production d'automobiles a atteint 153 800 unités, soit 18,4 % de plus que l'an passé.

En revanche, en dépit d'un peu de ventes à l'exportation (1-24 la production de petits véhicules utilitaires (jusqu'à 6 tonnes) a rematé diminué (-0,8 %), du fait de la baisse du marché français (-2,2 %). Enfin, la production de camions, d'autobus et d'autocars a augmenté de 3,6 %, atteignant 4 034 unités, les exportations ayant chuté de 13,1 % par rapport à l'an passé.

En 1976, le commerce extérieur du secteur automobile a dépassé les 15,8 milliards de francs. Les exportations ont été de 34,8 milliards de francs, soit 10,1 % des exportations totales, contre 18,7 milliards de francs. Dans le domaine des ventes, les ventes de véhicules ont été de 15,8 milliards de francs, soit 10,1 % des ventes totales, contre 18,7 milliards de francs. Dans le domaine des ventes, les ventes de véhicules ont été de 15,8 milliards de francs, soit 10,1 % des ventes totales, contre 18,7 milliards de francs.

